

SANTÉ ET POUVOIR DU MOUVEMENT ENVIRONNEMENTAL QUÉBÉCOIS :  
VERS UNE PLUS GRANDE INFLUENCE POUR DES POLITIQUES PUBLIQUES AMBITIEUSES

Par  
Julia Roy-Touchette

Essai présenté au Centre universitaire de formation  
en environnement et développement durable en vue  
de l'obtention du grade de maîtrise en environnement (M. Env.)

Sous la direction de Jean-François Comeau

MAÎTRISE EN ENVIRONNEMENT  
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Juillet 2019

## SOMMAIRE

Mots-clés : mouvement social, groupe institutionnalisé, groupe communautaire, groupe citoyen, décideurs, campagne, analyse FFOM, typologie d'action, lobby, mobilisation

Le présent essai a pour objectif d'évaluer l'état actuel du mouvement environnemental au Québec, afin de proposer des pistes d'action pour maximiser son pouvoir d'influence dans la société québécoise et auprès des décideurs. À cette fin, il explore l'état de santé du mouvement environnemental, les dynamiques d'influence des politiques publiques, et l'efficacité de quatre campagnes environnementales. Outre une revue de littérature, des entrevues avec dix actrices et acteurs de groupes environnementaux québécois servent de source pour l'évaluation et l'analyse critique du mouvement environnemental.

Dans un premier temps, les perceptions des actrices et acteurs du mouvement environnemental ainsi que l'analyse de l'opinion publique et de la sphère politique montrent que le mouvement environnemental québécois est fragmenté. L'état de santé général du mouvement est instable et dépend de plusieurs facteurs, dont un contexte sociopolitique changeant. Ainsi, la frange institutionnalisée du mouvement se porte moins bien que la frange citoyenne qui jouit d'une forte mobilisation en 2018 et 2019. Dans un deuxième temps, l'analyse des dynamiques d'influence du pouvoir ainsi que de quatre campagnes environnementales permet de faire ressortir les forces, faiblesses, opportunités et menaces qui caractérisent le mouvement. Celles-ci permettent plusieurs constats qui se présentent comme des freins ou des possibilités pour le mouvement environnemental québécois. Selon les conclusions de cette analyse, la difficulté à travailler ensemble et le manque de ressources handicapent le mouvement, alors que la forte mobilisation doit être canalisée pour mettre à profit tous les atouts qu'elle offre. Par ailleurs, la communication entre les groupes et avec la population peut être améliorée, surtout en ce qui a trait à l'information et au cadrage des enjeux. De plus, toute ouverture politique doit être saisie et la posture du mouvement doit s'éloigner de l'opposition aux projets qu'elle incarne souvent. Finalement, le mouvement possède de grandes expertises qui sont cependant très nichées et gagneraient à être diversifiées.

Afin de pallier les lacunes du mouvement et de miser sur ses forces et opportunités, six recommandations s'adressant aux groupes environnementaux sont proposées : converger et créer des alliances durables; travailler à plusieurs niveaux en parallèle; informer davantage et communiquer autrement; miser sur le milieu municipal; mettre en place des actions positives; et faire appel à de nouvelles expertises. Deux recommandations à l'intention d'autres parties prenantes s'ajoutent à celles-ci : repenser les modes de financement et intenter des poursuites judiciaires pour forcer des actions gouvernementales.

## REMERCIEMENTS

Tout d'abord, merci à mon directeur, Jean-François Comeau, pour son enthousiasme, sa patience, son indéfectible confiance et son apport précieux tant au contenu qu'au contenant.

J'aimerais remercier mon père, Richard Touchette, pour son aide inestimable dans le brassage d'idées, et ma mère, Josée Roy, pour ses judicieux conseils éditoriaux.

Je suis très reconnaissante envers celles et ceux qui ont, de près ou de loin, contribué à la réalisation de ce projet. Merci à Geneviève Marion pour son œil de lynx protocolaire. Merci à Simon Dubois pour le soutien et les critiques toujours constructives. Merci à Jennifer Schwankner pour les multiples cafés et les petits trucs partagés.

Une pensée va à la Tétreaultcité pour les moments rassurants de motivation, tout comme ceux moins rassurants de découragement. Ils ont tous été essentiels.

Un énorme merci à l'ensemble des actrices et acteurs du mouvement environnemental qui ont permis la réalisation de cet essai grâce à leur générosité et leur expertise : André Bélisle, Martine Chatelain, Catherine Gauthier, Henri Jacob, Loujain Kurdi, Karel Mayrand, Sidney Ribaux, Odette Sarrazin, Christian Simard et Audrey Yank. En espérant que cet apport pourra servir un tant soit peu à renforcer et dynamiser cet essentiel mouvement. Merci de vous battre quotidiennement pour nous tous !

## TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
1. MISE EN CONTEXTE : HISTORIQUE DU MOUVEMENT ENVIRONNEMENTAL, URGENCE CLIMATIQUE ET CONTEXTE POLITIQUE .....	4
1.1 Historique du mouvement environnemental.....	4
1.1.1 1960-1970 : les débuts du mouvement environnemental contemporain.....	4
1.1.2 1970-1980 : le mouvement environnemental québécois prend son envol .....	5
1.1.3 1980-1990 : diversification et institutionnalisation .....	6
1.1.4 Le début des années 2000 : plusieurs victoires et un constat d'échec .....	7
1.1.5 Le mouvement environnemental aujourd'hui.....	8
1.2 Urgence climatique : un statu quo intenable .....	9
1.3 L'action politique environnementale .....	11
2. MÉTHODOLOGIE.....	14
2.1 Portée .....	14
2.2 Méthodologie de recherche .....	14
2.3 Méthodologie des entrevues.....	15
2.3.1 Sélection des groupes environnementaux.....	15
2.3.2 Préparation et déroulement des entrevues.....	16
2.4 Méthodologie d'analyse .....	17
3. L'ÉTAT DE SANTÉ DU MOUVEMENT ENVIRONNEMENTAL QUÉBÉCOIS .....	18
3.1 Une multiplicité de groupes environnementaux.....	18
3.1.1 Action boréale .....	18
3.1.2 Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique .....	18
3.1.3 Eau Secours.....	19
3.1.4 ENvironnement JEUnesse.....	19
3.1.5 Équiterre.....	19
3.1.6 Fondation Coule pas chez nous .....	20

3.1.7	Fondation David Suzuki .....	20
3.1.8	Greenpeace .....	21
3.1.9	Nature Québec.....	21
3.1.10	Regroupement vigilance hydrocarbures Québec .....	22
3.2	Le mouvement environnemental québécois : entre précarité et mobilisation sans précédent.....	22
3.2.1	Perceptions des actrices et acteurs du milieu .....	24
3.2.2	Échos du mouvement environnemental au sein de la population .....	27
3.2.3	Échos du mouvement environnemental en politique .....	29
3.2.4	Diagnostic de la santé du mouvement environnemental.....	32
4.	INFLUENCER LES DÉCIDEURS .....	34
4.1	Politiques publiques.....	34
4.2	Mécanismes d'influence des politiques publiques.....	35
4.2.1	Méthodes d'influence .....	36
4.2.2	Les politiques publiques et les mouvements sociaux .....	37
4.3	Groupes environnementaux et politiques publiques .....	38
5.	CAMPAGNES ENVIRONNEMENTALES : UN GAGE DE SUCCÈS POUR LE MOUVEMENT ? ...	41
5.1	Étude de cas : Anticosti .....	42
5.1.1	Description de la campagne .....	42
5.1.2	Objectifs de la campagne .....	43
5.1.3	Points forts de la campagne .....	43
5.1.4	Points faibles de la campagne .....	44
5.1.5	Évaluation de la campagne.....	44
5.2	Étude de cas : Caribous de Val-d'Or .....	45
5.2.1	Description de la campagne .....	46
5.2.2	Objectifs de la campagne .....	47
5.2.3	Points forts de la campagne .....	47
5.2.4	Points faibles de la campagne .....	47

5.2.5	Évaluation de la campagne.....	47
5.3	Étude de cas : Coule pas chez nous ! Une bière pour nos rivières.....	49
5.3.1	Description de la campagne .....	49
5.3.2	Objectifs de la campagne .....	50
5.3.3	Points forts de la campagne .....	50
5.3.4	Points faibles de la campagne .....	50
5.3.5	Évaluation de la campagne.....	51
5.4	Étude de cas : SWITCH, l'Alliance pour une économie verte .....	52
5.4.1	Description de la campagne .....	52
5.4.2	Objectifs de la campagne .....	53
5.4.3	Points forts de la campagne .....	53
5.4.4	Points faibles de la campagne .....	53
5.4.5	Évaluation de la campagne.....	54
5.5	Analyse des campagnes environnementales .....	55
6.	ANALYSE DE L'INFLUENCE DU MOUVEMENT ENVIRONNEMENTAL QUÉBÉCOIS .....	61
6.1	Analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces.....	61
6.1.1	Forces .....	62
6.1.2	Faiblesses .....	63
6.1.3	Opportunités.....	66
6.1.4	Menaces.....	67
7.	OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS : OPTIMISER L'INFLUENCE DU MOUVEMENT ENVIRONNEMENTAL .....	71
7.1	Constats : freins à l'action et possibilités pour une efficacité d'action accrue du mouvement environnemental .....	71
7.2	Recommandations à l'intention des groupes environnementaux et de leurs dirigeantes et dirigeants.....	73
7.2.1	Converger et créer des alliances durables .....	74
7.2.2	Travailler à plusieurs niveaux en parallèle.....	76
7.2.3	Informar davantage et communiquer autrement.....	77

7.2.4	Miser sur le municipal .....	78
7.2.5	Mettre en place des actions positives .....	78
7.2.6	Faire appel à de nouvelles expertises .....	79
7.3	Autres recommandations .....	80
7.3.1	Repenser les modes de financement .....	80
7.3.2	Intenter des poursuites judiciaires pour forcer des actions gouvernementales .....	81
CONCLUSION .....		82
RÉFÉRENCES.....		84
BIBLIOGRAPHIE .....		95
ANNEXE 1 — QUELQUES GRANDES VICTOIRES DES GROUPES ÉCOLOGISTES.....		96
ANNEXE 2 — FICHE DE QUESTIONS POUR LA PREMIÈRE SÉRIE D'ENTREVUES .....		97
ANNEXE 3 — FICHE DE QUESTIONS POUR LA DEUXIÈME SÉRIE D'ENTREVUES .....		99
ANNEXE 4 — INTERVENTION DES GROUPES D'INTÉRÊT DANS L'ACTION PUBLIQUE .....		100
ANNEXE 5 — TYPOLOGIE D'ACTION DES GROUPES ENVIRONNEMENTAUX.....		101
ANNEXE 6 — VISUEL DE LA CAMPAGNE POUR L'ÎLE D'ANTICOSTI .....		102
ANNEXE 7 — VISUEL DE LA CAMPAGNE POUR LES CARIBOUS DE VAL-D'OR.....		103
ANNEXE 8 — VISUEL DE LA CAMPAGNE COULE PAS CHEZ NOUS ! UNE BIÈRE POUR NOS RIVIÈRES .....		104
ANNEXE 9 — VISUEL DE LA CAMPAGNE SWITCH, L'ALLIANCE POUR UNE ÉCONOMIE VERTE .....		105

## LISTE DES FIGURES ET DES TABLEAUX

Figure 3.1	Exemple de répartition gauche-droite des principaux partis politiques québécois selon la Boussole électorale.....	31
Figure 4.1	Cinq variables de base de l'analyse des politiques publiques et leurs combinaisons .....	35
Tableau 3.1	Critères d'analyse de la santé du mouvement environnemental.....	23
Tableau 5.1	Synthèse et comparaison de quatre campagnes environnementales selon les renseignements tirés des entrevues avec les responsables .....	56
Tableau 5.2	Facteurs clés de réussite d'une campagne selon des actrices et acteurs du mouvement environnemental .....	59
Tableau 6.1	Analyse FFOM du pouvoir d'influence du mouvement environnemental québécois .....	61
Tableau 7.1	Force, faiblesses et menace menant à un constat sur la structure et les ressources.....	71
Tableau 7.2	Force, faiblesses, opportunité et menaces menant à un constat sur la structure et la mobilisation .....	72
Tableau 7.3	Force, faiblesse, opportunités et menaces menant à un constat sur la communication et le cadrage.....	72
Tableau 7.4	Force, opportunité et menace menant à un constat sur l'ouverture politique municipale et la mobilisation.....	73
Tableau 7.5	Force, faiblesse, opportunité et menace menant à un constat sur la posture d'opposition et la négativité .....	73
Tableau 7.6	Force, faiblesse et menace menant à un constat sur l'expertise et les changements profonds .....	73
Tableau 7.7	Constats et recommandations à l'intention des groupes environnementaux.....	74
Tableau 7.8	Constats et recommandations à l'intention d'autres actrices ou acteurs .....	80



## **LISTE DES ACRONYMES, DES SYMBOLES ET DES SIGLES**

ACEE	Agence canadienne d'évaluation environnementale
AQLPA	Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique
BAPE	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
CAQ	Coalition avenir Québec
CQDE	Centre québécois du droit de l'environnement
DUC	Déclaration d'urgence climatique
ENJEU	ENVironnement JEUnesse
FFOM	Forces, faiblesses, opportunités et menaces
GES	Gaz à effet de serre
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
MELCC	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
MFFP	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
OBNL	Organisme à but non lucratif
ONU	Organisation des Nations Unies
OQLF	Office québécois de la langue française
PLQ	Parti libéral du Québec
PQ	Parti québécois
QS	Québec solidaire
REVE	Regroupement écologiste Val-d'Or et environs
RQGE	Réseau québécois des groupes écologistes
RVHQ	Regroupement vigilance hydrocarbures Québec
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

## LEXIQUE

### Acceptabilité sociale

« Résultat d'un processus par lequel les parties concernées conviennent ensemble des conditions minimales à mettre en place pour qu'un projet, un programme ou une politique s'intègre harmonieusement, à un moment donné, dans son milieu d'accueil » (Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, s. d.).

### Cadrage

« Efforts stratégiques conscients déployés par des groupes de personnes pour façonner des compréhensions communes du monde et d'eux-mêmes qui légitiment et motivent l'action collective » (Revillard, 2003).

### Care

Terme qui renvoie aux notions de « prendre soin, donner de l'attention, manifester de la sollicitude » (Zielinski, 2010). « Activité caractéristique de l'espèce humaine, qui recouvre tout ce que nous faisons dans le but de maintenir, de perpétuer et de réparer notre monde, afin que nous puissions y vivre aussi bien que possible. Ce monde comprend nos corps, nos personnes et notre environnement, tout ce que nous cherchons à relier en un réseau complexe en soutien à la vie » (Tronto, 2009).

### Convergence des luttes

« Réunion des différentes contestations sociales dans un même mouvement social » (Brut, 2018, 9 avril). Ce concept renvoie à celui d'intersectionnalité qui représente le « cumul de différentes formes de domination ou de discrimination vécues par une personne, fondées notamment sur sa race, son sexe, son âge, sa religion, son orientation sexuelle, sa classe sociale ou ses capacités physiques, qui entraîne une augmentation des préjudices subis » (Office québécois de la langue française [OQLF], 2019).

Écofatigue	Fatigue ou lassitude liée à une sollicitation répétée de la part de groupes environnementaux ou encore à des messages catastrophistes. L'écofatigue est caractérisée par un manque d'intérêt pour la cause environnementale, et ce, chez des personnes sensibilisées.
Équité intergénérationnelle	« Principe de responsabilité collective selon lequel l'État et l'ensemble des sujets de droit d'une génération ne doivent pas adopter de mesures ou poser des gestes qui, dans l'ensemble, auraient probablement pour effet d'empirer sérieusement les conditions de vie de la prochaine génération ou des générations futures » (OQLF, 2018).
Espèce parapluie	« Espèce dont l'habitat doit être sauvegardé pour que soient conservées d'autres espèces, parmi lesquelles certaines sont rares et menacées » (OQLF, 2015).
Groupe citoyen	Groupe formé de citoyennes et citoyens, et par ces derniers, autour de préoccupations et d'intérêts communs.
Groupe communautaire	Groupe qui respecte les quatre critères suivants : « (1) être un organisme à but non lucratif; (2) être enraciné dans la communauté; (3) entretenir une vie associative et démocratique; (4) être libre de déterminer sa mission, ses approches, ses pratiques et ses orientations » (Réseau québécois de l'action communautaire autonome, s. d.).
Groupe institutionnalisé	Groupe organisé à caractère permanent avec une structure reconnue, une hiérarchie, du personnel, etc. (OQLF, 1972). Dans le mouvement environnemental québécois, les groupes institutionnalisés, aussi parfois nommés groupes professionnalisés ou corporatistes, comprennent Équiterre, la Fondation David Suzuki, Greenpeace et Nature Québec.

Lobbyisme	Activité de « communications orales ou écrites avec un titulaire d'une charge publique en vue d'influencer ou pouvant raisonnablement être considérées, par la personne qui les initie, comme étant susceptibles d'influencer la prise de décisions » ( <i>Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme</i> ).
Mouvement environnemental	Mouvement social voué à la protection de l'environnement. Le mouvement environnemental est composé d'une myriade de groupes qui s'attardent à une variété d'enjeux : l'éducation environnementale, le climat, l'énergie, les matières résiduelles, l'eau, l'aménagement du territoire, la solidarité autochtone, la forêt et bien d'autres (Massé, Leblanc et Saint-Hilaire Gravel, 2017).
Mouvement social	« Forme d'action collective concertée en faveur d'une cause » ; « <i>agir-ensemble intentionnel</i> marqué par le projet explicite des protagonistes de se mobiliser de concert » et qui « se développe dans une logique de <i>revendication</i> , de défense d'un intérêt matériel ou d'une “cause” » (Neveu, 1996).
Mutualisation des ressources	« Action de mettre en commun quelque chose dans le but d'en tirer le meilleur parti » (OQLF, 2015). Les ressources peuvent être financières, humaines, matérielles, stratégiques, etc.
<i>Radical flank effect</i>	L'effet de flanc radical ou effet de bord radical est un phénomène selon lequel « la présence d'une aile radicale peut donner aux modérés un pouvoir de négociation supplémentaire vis-à-vis de l'État, voire les amener à radicaliser leur position tout en gardant le soutien de l'État » (Revillard, 2003).

## INTRODUCTION

De grands bouleversements survenus dans l'histoire ont été propulsés par des mouvements forts, par des groupes de personnes plus ou moins organisés réclamant des changements. Des suffragettes dans le Royaume-Uni du début du XX<sup>e</sup> siècle aux luttes pour les droits civiques aux États-Unis dans la deuxième moitié du siècle, les mobilisations de masse parsèment l'histoire des changements sociaux et politiques. Ceux-ci sont non seulement présents à plusieurs moments historiques, mais ils ont aussi souvent été essentiels dans la création et la stimulation du changement. De nos jours, les changements climatiques font l'objet d'une crise mondiale et provoquent la formation d'un mouvement populaire qui réclame des transformations importantes.

Le mouvement environnemental, aussi nommé mouvement écologiste ou encore mouvement vert, est un mouvement social. Les mouvements sociaux font l'objet d'études depuis longtemps et forment une discipline appelée « sociologie des mouvements sociaux ». Le sociologue et politologue français Érik Neveu définit un mouvement social comme étant une « forme d'action collective concertée en faveur d'une cause » (Neveu, 1996). À cela il ajoute : « il s'agit d'un *agir-ensemble intentionnel*, marqué par le projet explicite des protagonistes de se mobiliser de concert. Cet agir-ensemble se développe dans une logique de *revendication*, de défense d'un intérêt matériel ou d'une "cause" » (Neveu, 1996). La portée des revendications peut être très circonscrite, à des enjeux précis, ou viser de manière révolutionnaire des enjeux plus universels (Neveu, 1996). De plus, un mouvement social peut chercher à stimuler un changement profond, tout comme il peut être poussé par une volonté de résister au changement (Neveu, 1996). À toute époque, plusieurs mouvements sociaux se côtoient. Le Québec a connu sa part de mouvements sociaux; il n'y a qu'à penser à la Révolution tranquille, à Occupons Montréal ou aux grèves étudiantes de 2012. Tous ces mouvements sont intimement liés à la politique. En effet, le sociologue français Alain Touraine souligne que les mouvements sociaux sont une composante fondamentale et unique de la participation politique (Touraine, 1978). Le sociologue américain Herbert Blumer résume la notion de mouvements sociaux ainsi : ce sont des « entreprises collectives visant à établir un nouvel ordre de vie » (Blumer, 1946). La dimension collective est certes indispensable, mais il est important de souligner qu'un mouvement social est composé d'abord et avant tout d'individus et de groupes hétérogènes qui convergent vers une cause commune (Starck, 2005).

Il apparaît donc aisé d'assimiler le mouvement environnemental à un mouvement social. Celui-ci revêt toutes les caractéristiques citées plus haut : action collective, « agir-ensemble intentionnel » (Neveu, 1996), projet explicite, revendication, défense d'une cause, recherche du changement, etc. Pourtant, il est difficile de nos jours d'attribuer une seule cause commune aux multiples groupes environnementaux qui composent le mouvement environnemental québécois. C'est pour cette raison qu'il est parfois question de plusieurs mouvements environnementaux plutôt que d'un seul (C. Gauthier, entrevue par Skype, 29 janvier 2019).

Cependant, afin de simplifier la lecture et la compréhension et sans nier cette réalité, il sera ici question du mouvement environnemental au singulier.

Alors que les mouvements sociaux font l'objet de multiples études, ce n'est pas le cas pour le mouvement environnemental. Au Québec, le sociologue Jean-Guy Vaillancourt s'est intéressé au mouvement environnemental, surtout dans les années 1970 et 1980. Plus récemment, en 2017, une étude de Massé, Leblanc et Saint-Hilaire Gravel dressait un portrait des groupes environnementaux communautaires. Le mouvement environnemental québécois demeure toutefois largement ignoré par les chercheurs. Le présent ouvrage vise à évaluer l'état actuel du mouvement environnemental au Québec, afin de proposer des pistes d'action pour maximiser son pouvoir d'influence dans la société québécoise et auprès des décideurs. À cet effet, quatre objectifs sont fixés. Premièrement, l'essai cherche à cartographier le mouvement environnemental au Québec et à en analyser la santé, historiquement et aujourd'hui, à partir de la perception des actrices et acteurs du milieu et de critères objectifs. Deuxièmement, une étude des dynamiques d'influence du pouvoir politique est effectuée. Troisièmement, une analyse de quatre campagnes environnementales vise à faire ressortir les facteurs clés de leur réussite. Finalement, les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces du mouvement environnemental sont cernées afin de proposer des leviers d'action dans le but de maximiser le pouvoir d'influence et le succès du mouvement environnemental dans les décisions prises collectivement.

Considérant que les études portant sur le mouvement environnemental québécois sont en quantité limitée, les sources secondaires utilisées ne se restreignent pas à ce mouvement précisément, outre les références citées plus haut. La documentation trouvée se penche davantage sur les mouvements sociaux, les politiques publiques et l'actualité. Les articles provenant de quotidiens et de sources journalistiques fiables, comme Radio-Canada, Le Devoir, Le Monde et The Guardian, ont été privilégiés. En outre, des livres, des articles de périodiques et des documents gouvernementaux constituent une grande partie des sources citées, notamment à cause de l'expertise qu'ils mettent de l'avant. Afin de pallier la rareté de la documentation portant spécifiquement sur le mouvement environnemental québécois, les données primaires ont été favorisées. En effet, deux vagues d'entrevues ont été réalisées. Celles-ci visaient à récolter les perceptions et l'expertise des actrices et acteurs de divers groupes environnementaux québécois qui sont aux premières lignes du mouvement. La fiabilité des sources choisies a été rigoureusement évaluée. La source, la réputation des auteurs et leur reconnaissance par les pairs, l'objectivité, ainsi que l'exactitude des données comptent au nombre des critères analysés pour chacun des documents utilisés.

Le présent ouvrage est composé de sept chapitres, répondant chacun, en tout ou en partie, aux objectifs énumérés plus haut. Le premier chapitre dresse le portrait historique et actuel du mouvement environnemental québécois, puis jette les bases de l'importance de l'action environnementale et d'un

mouvement fort. Le deuxième chapitre décrit les approches méthodologiques exploitées pour la collecte de données et la rédaction de l'essai. Le troisième chapitre se penche sur l'état de santé du mouvement environnemental québécois selon divers angles d'analyse. Le quatrième chapitre est une exploration des mécanismes d'influence du pouvoir politique et des typologies d'action du mouvement environnemental. Le cinquième chapitre analyse quatre campagnes environnementales afin d'en faire ressortir les points forts, les points faibles et les facteurs de réussite. Le sixième chapitre est une analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces du mouvement environnemental, desquelles découlent les observations et les recommandations du septième et dernier chapitre.

## **1. MISE EN CONTEXTE : HISTORIQUE DU MOUVEMENT ENVIRONNEMENTAL, URGENCE CLIMATIQUE ET CONTEXTE POLITIQUE**

Le mouvement environnemental est composé d'une variété d'entités, des organismes à but non lucratif (OBNL) aux organismes de charité, en passant par les coopératives, les entreprises d'économie sociale, les regroupements citoyens et les groupes privés (Hébert, 2006; Massé, Leblanc et Saint-Hilaire Gravel, 2017). Ces types d'organismes exercent leur action à des niveaux différents, certains œuvrant à l'échelle locale, au sein des quartiers et des municipalités, d'autres œuvrant au niveau provincial ou national, et d'autres encore étant implantés dans plusieurs pays et ayant une portée internationale. La nature de ces différentes entités varie également selon leur mission et le moment de leur création. Le mouvement environnemental s'est déployé au Québec dans les années 1970 et ne cesse de prendre de l'expansion depuis. Il est demeuré très présent au fil des ans, mais revêt une importance particulière aujourd'hui, notamment en raison de la crise climatique et du besoin accru de faire pression pour des changements dans les politiques publiques.

### **1.1 Historique du mouvement environnemental**

Le mouvement environnemental que l'on connaît aujourd'hui prend racine dans les préoccupations conservationnistes du XX<sup>e</sup> siècle, mouvement « se souciant principalement de préserver les ressources et les zones naturelles menacées par l'accélération de l'urbanisation et de l'industrialisation » (Vaillancourt, 2015). De fait, « en Amérique du Nord, il est généralement admis que le mouvement conservationniste [...] a incarné un premier type modéré de militantisme vert » (Vaillancourt, 2015). Ce mouvement, qui peut être divisé en deux branches distinctes, celle des « conservationnistes » et celle des « préservationnistes », a, d'une part, fait valoir la nécessité de gérer efficacement et de manière raisonnée les ressources naturelles et, d'autre part, milité pour la protection de la nature sauvage (*wilderness*) à travers la création de parcs nationaux et de sites naturels. (Vaillancourt, 2015)

Le mouvement conservationniste a très graduellement mené au mouvement contemporain. C'est dans les années 1960, décennie qui agit comme une sorte de catalyseur, que prend forme le mouvement environnemental, et ce, à tous les échelons : local, national et international.

#### **1.1.1 1960-1970 : les débuts du mouvement environnemental contemporain**

Les années 1960 et 1970 sont associées à une intensification du militantisme citoyen à plusieurs égards (Poirier et Savard, 2015). C'est donc dans un contexte d'engagement citoyen généralisé que le mouvement environnemental prend forme. Durant cette période, plusieurs facteurs se réunissent pour propulser la création d'un mouvement de masse. Parmi ces facteurs, il y a une succession de tragédies environnementales (naufrage du pétrolier *Torrey Canyon* suivi d'une importante marée noire, essais nucléaires, « mort écologique » du lac Érié), ainsi que la parution de plusieurs ouvrages-chocs tels *Printemps silencieux* de Rachel Carson (1962), *Tragédie des biens communs* de Garrett Hardin (1968), et



le rapport du Club de Rome *Halte à la croissance* (1972). L'imaginaire collectif est également marqué par des événements historiques, alors que la NASA diffuse les premières images de la Terre vue de l'espace en 1966 et que le premier Jour de la Terre rassemble plus de 20 millions d'Américains en 1970. En outre, le contexte de l'époque contribue au développement du mouvement environnemental : « plus grande ouverture politique à la protestation, meilleur niveau d'éducation de la population, plus grand accès à l'information avec l'arrivée massive de la télévision dans les ménages et le développement des médias de masse » (Chaloux et Dostie-Goulet, 2016). C'est durant cette même décennie que plusieurs organisations non gouvernementales dotées d'une mission environnementale sont créées, notamment *World Wild Fund* en 1961, Les Amis de la Terre en 1969 et Greenpeace en 1971. Les années 1960 sont le théâtre d'une réelle prise de conscience quant à l'emprise et à l'impact de l'humain sur l'environnement naturel, et de revendications citoyennes grandissantes pour une prise en considération accrue de l'environnement dans le processus politique. (Chaloux et Dostie-Goulet, 2016)

La nouvelle culture politique se déploie pleinement au début des années 1970 au Québec (Poirier et Savard, 2015). C'est durant ces mêmes années que le dossier du nucléaire, entre autres, permet au mouvement environnemental de véritablement prendre racine et de mobiliser bon nombre d'écologistes (Saint-Hilaire-Gravel, 2014).

### **1.1.2 1970-1980 : le mouvement environnemental québécois prend son envol**

Au Québec, alors que la pollution de l'eau accapare l'espace politique à partir des années 1950, notamment lors de la Commission d'enquête sur les problèmes constitutionnels (1954), il faut attendre encore quelques décennies pour que les enjeux environnementaux, de manière plus globale, trouvent un véritable écho au sein de la société québécoise (Hébert, 2006). Dans les années 1970, la question du nucléaire vient éveiller la conscience et les revendications environnementales au Québec (Hébert, 2006; Vaillancourt, 1982). Les problématiques plus larges de la pollution s'ajoutent graduellement aux préoccupations des écologistes de la première heure. Ainsi, des groupes se forment pour défendre l'environnement sur des enjeux précis : la pollution de l'air, de l'eau et des sols, le gaspillage et la pénurie de ressources naturelles, les dangers de la contamination radioactive et des déchets toxiques, et les pluies acides (Vaillancourt, 1982).

Rapidement, dans le courant des années 1970, le mouvement environnemental s'élargit et se diversifie (Chaloux et Dostie-Goulet, 2016). Alors que la crise environnementale provoque une prise de conscience généralisée, les premiers groupes environnementaux québécois voient le jour. Notons entre autres l'apparition, en 1970 et 1971, de la Société pour vaincre la pollution, du Conseil québécois de l'environnement, de Sauvons-Montréal et Espaces-Verts, ainsi que du bulletin *De toute urgence* et des revues comme *Québec-Science* et *Québec-Écologie*, puis, en 1972, du Conseil consultatif de l'environnement créé par le gouvernement du Québec. La crise du pétrole de 1973 a, quant à elle, donné le coup d'envoi à une certaine radicalisation et à l'émergence de nouveaux groupes, tels le Mouvement

pour l'agriculture biologique, le Monde à bicyclette et les AmiEs de la Terre de Québec. Les fronts communs permettent en outre d'unifier l'action environnementale, entre autres grâce au Front commun pour un débat public sur l'énergie fondé en 1979. (Vaillancourt, 1982)

Les préoccupations grandissantes de la population entraînent la reconnaissance politique des enjeux environnementaux. Durant les années 1970, les sphères du pouvoir gouvernemental québécois et canadien ouvrent leurs portes aux écologistes. Au Québec, le gouvernement Bourassa intègre l'environnement dans le mandat du ministère des Municipalités dès le début de la décennie. En 1972, le même gouvernement légifère pour la première fois sur l'environnement, puis implante la première loi-cadre pour sanctionner en matière d'environnement dans la province. (Saint-Hilaire-Gravel, 2014)

Tandis que les groupes environnementaux s'invitent dans l'arène politique en dénonçant l'ordre établi au moyen de campagnes d'information et d'activités d'éducation qui visent la protection de l'environnement et la transformation des habitudes de vie de la population, les processus politiques se démocratisent peu à peu. Dès le début des années 1970, des audiences publiques sont intégrées aux commissions parlementaires. Celles-ci culminent avec la création du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) en 1978-1979 sous René Lévesque. (Poirier et Savard, 2015)

### **1.1.3 1980-1990 : diversification et institutionnalisation**

À partir du milieu des années 1980, de multiples enjeux s'ajoutent à la liste des préoccupations et des intérêts du mouvement environnemental : le développement durable, le commerce équitable, la fragilisation de la couche d'ozone, le déclin de la biodiversité, la promotion de nouvelles sources d'énergie, la lutte contre les sables bitumineux et l'exploitation du pétrole et du gaz de schiste (Vaillancourt, 2015).

Le mouvement environnemental bénéficie depuis ses débuts d'une grande capacité de mobilisation et d'une forte implication des gens qui le composent, mais il souffre d'un certain manque de structure (Vaillancourt, 1982). L'entrée dans les années 1980 est synonyme d'institutionnalisation pour le mouvement, qui cherche dès lors à s'organiser. Alors que les groupes environnementaux commencent à acquérir de nouveaux statuts, tel celui d'OBNL, ils deviennent de réels milieux de travail dorénavant reconnus par la société civile (Saint-Hilaire-Gravel, 2014). Ceux-ci continuent également à se multiplier. Le *Répertoire des groupes environnementaux québécois* inventorie 875 groupes en 1985, puis plus de 1000 en 1995 (Vaillancourt, 2015). Avec cette prolifération de groupes environnementaux dans toutes les régions du Québec, vient la création en 1981 du Front commun pour les espaces verts et les sites naturels (devenu par la suite l'Union québécoise de la conservation de la nature, puis Nature Québec) et du Réseau des groupes écologistes du Québec en 1983 (Hébert, 2006; Nature Québec, s. d.a).

La multiplication des groupes environnementaux, bien que témoignant d'un engouement croissant pour les enjeux écologiques, comporte certains désavantages. Dans le passé, certains ont signalé la diversité et le grand nombre de groupes comme étant contre-productifs, puisque « cette multiplicité a empêché de façonner une cohésion et une organisation mobilisatrice dans le but de constituer un véritable groupe de pression auprès du gouvernement » (Hébert, 2006). C'est ainsi que des écologistes et des auteurs ont émis un constat d'échec de leur mission de défense de l'environnement (Hébert, 2006). Ce genre de constat revient d'ailleurs à quelques reprises dans l'histoire du mouvement environnemental.

#### **1.1.4 Le début des années 2000 : plusieurs victoires et un constat d'échec**

Les discours des écologistes ont longtemps été tournés vers le futur et teintés d'une certaine appréhension et d'une vision parfois qualifiée d'apocalyptique. Les années 2000 viennent une fois de plus confirmer les intuitions des écologistes et actualisent le sentiment d'urgence qui les anime. Les avancées scientifiques apportent à présent des preuves irréfutables de la contribution humaine dans la dégradation de l'environnement et les changements climatiques. (Hébert, 2006)

La Commission sur la gestion de l'eau (1998-2000) marque un tournant en matière de consultation publique et d'environnement au Québec (Hébert, 2006). Le taux de participation y est considérable : près de 400 mémoires y sont présentés (Hébert, 2006). De plus, la Commission aboutit en 2002 avec l'adoption de la Politique nationale de l'eau, qui a pour objectifs la protection et la gestion durable de l'eau, ainsi que la protection des écosystèmes et de la santé publique (Gouvernement du Québec, 2002; Hébert, 2006). À cette même époque et dans les années qui suivent, les groupes environnementaux et la société civile parviennent à remporter plusieurs victoires, comme l'adoption en 2009 du Projet de loi 99 contre les poursuites-bâillons qui mettaient des bâtons dans les roues aux groupes écologistes, et à contrer plusieurs projets qui mènent entre autres au démantèlement des centrales nucléaires (2010 à 2017) et au rejet de l'industrie du gaz de schiste au Québec (annexe 1). Les groupes écologistes se trouvent effectivement souvent en opposition, constamment en train de bloquer des projets.

C'est en partie cette dynamique défensive de réaction plutôt que d'action qui amène, au début des années 2010, certaines figures emblématiques du mouvement environnemental québécois et canadien à poser un regard sombre sur le mouvement. En 2013, l'environnementaliste et généticien David Suzuki affirme : « Nous en sommes au point où, loin de s'améliorer, les choses se détériorent » (traduction libre de : Gatehouse, 2013, 18 novembre). Il poursuit en expliquant que « plusieurs des luttes qui ont été menées 30 ou 35 ans auparavant et qui ont été célébrées comme de grandes victoires... 35 ans plus tard, les mêmes foutues luttes sont à recommencer. Je pense que c'est là où nous avons échoué » (traduction libre de : Gatehouse, 2013, 18 novembre) avant d'ajouter : « Nous avons fondamentalement échoué à tirer parti de ces luttes afin d'éveiller les consciences, et à susciter un changement de paradigme. Ça a été l'échec de l'environnementalisme » (traduction libre de : Gatehouse, 2013, 18 novembre). Alors qu'il estimait à un

moment donné que la guerre pour protéger la Terre était presque révolue, celui qui a créé la Fondation David Suzuki se résigne à présent à conserver un brin d'espoir que les mentalités pourront un jour changer (Gatehouse, 2013, 18 novembre).

Même son de cloche du côté de Harvey Mead, pionnier du développement durable au Québec. Celui qui a été le premier sous-ministre au développement durable ainsi que le premier commissaire au développement durable du Québec se qualifie à présent d'« ex-environnementaliste » (Desrosiers, 2013, 30 mars). Il pose un constat semblable à celui de David Suzuki : « Le changement de paradigme n'est pas survenu [...] le seul objectif qui prévaut aujourd'hui est encore celui de la croissance » (Desrosiers, 2013, 30 mars). Il en arrive même à affirmer, en 2013, avoir échoué dans la carrière d'environnementaliste (Desrosiers, 2013, 30 mars).

Ces constats arrivent au moment où plusieurs pays subissent une récession et où les gouvernements s'affairent à rétablir la situation économique. L'économie devient dès lors la priorité au détriment des enjeux environnementaux (Gatehouse, 2013, 18 novembre). David Suzuki et Harvey Mead ne sont pas les seuls à tirer ces conclusions (Bastasch, 2013, 25 mars; Massé, 2013, 9 décembre). Le début des années 2010 est le théâtre d'une crise du mouvement environnemental, alors que des critiques à l'intérieur du mouvement se font de plus en plus entendre : « Même avec quelques petites victoires symboliques, le portrait global s'aggrave continuellement et cette stratégie de conciliation, qui était déjà faible, s'effondre devant la réalité empirique » (Massé, 2013, 9 décembre).

#### **1.1.5 Le mouvement environnemental aujourd'hui**

De nos jours, le mouvement environnemental est plus diversifié que jamais. Une étude menée par Bruno Massé, Jacinthe Leblanc et Philippe Saint-Hilaire Gravel pour le Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE) en 2017 dresse un des rares portraits du mouvement à ce jour. Bien qu'incomplète puisque se restreignant aux groupes environnementaux communautaires, l'étude sonde tout de même le plus grand regroupement de groupes écologistes au Québec (Massé, Leblanc et Saint-Hilaire Gravel, 2017). Il est ainsi possible de se représenter plus fidèlement le mouvement et les groupes qui le composent.

Les résultats de l'étude indiquent que les enjeux les plus présents sont, en ordre décroissant, l'éducation environnementale, le climat, l'énergie, les matières résiduelles, l'eau, l'aménagement du territoire, la solidarité autochtone et la forêt. De plus, les groupes vivent dans une certaine pauvreté, alors que le tiers des organismes fonctionnent entièrement de manière bénévole. Ceci est intimement lié à l'abolition et à l'amputation graduelles des programmes de financement dans le secteur environnemental. Cette pauvreté pourrait également être corrélée à des prises de position critiques face aux structures de financement. (Massé, Leblanc et Saint-Hilaire Gravel, 2017)

L'étude relève le fait que le mouvement environnemental a une certaine influence, puisqu'il semble déranger les sphères publiques. Une majorité de groupes privilégie l'action directe, sans toutefois se qualifier de lobbyiste. De plus, 98 % des groupes estiment qu'il existe une forme de profilage politique, et près de la moitié vivent ou craignent une répression liée aux causes qu'ils défendent. (Massé, Leblanc et Saint-Hilaire Gravel, 2017)

Un constat s'impose dans cette étude : le mouvement environnemental est un mouvement social. Il affiche plusieurs des traits associés à d'autres mouvements sociaux, comme il est exposé plus haut, en plus de bénéficier d'un avantage certain, soit sa proximité avec la science. Il jouit d'une grande cohésion entre les différents groupes, mais connaît également une certaine polarisation entre les groupes plus corporatistes et les groupes dits communautaires. Cette polarisation émane entre autres des prises de position divergentes et des types d'actions préconisés. À ce titre, le concept de développement durable semble être au nombre des sujets qui divisent les groupes selon leurs liens avec les institutions traditionnelles. Les groupes communautaires se situent généralement plus à gauche que les groupes dits corporatistes, ces premiers étant plus critiques du capitalisme et du développement durable. Cet écart se cristallise également dans les ressources et dans les tactiques utilisées. (Massé, Leblanc et Saint-Hilaire Gravel, 2017)

Une chose demeure au fil des ans :

« Le mouvement écologiste québécois n'est pas fortement structuré, mais sa faible organisation est compensée toutefois par la forte implication des gens qui en font partie. Et il possède une forte capacité de mobilisation qui peut se mettre en acte rapidement dans les moments de crise. » (Massé, Leblanc et Saint-Hilaire Gravel, 2017)

Finalement, après plusieurs décennies de luttes, d'expansion et de remises en question, le mouvement environnemental québécois demeure aujourd'hui très actif, les enjeux environnementaux suscitent toujours l'intérêt de la population et le nombre de groupes ne cesse d'augmenter (Chaloux et Dostie-Goulet, 2016).

## **1.2 Urgence climatique : un statu quo intenable**

Aujourd'hui, plus que jamais, un mouvement environnemental fort et efficace est essentiel. En effet, le contexte climatique contemporain appelle des changements profonds, le statu quo étant rendu intenable. Déjà, la Terre se serait réchauffée de 1 °C comparativement aux niveaux préindustriels (1850-1900), la référence choisie par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) (GIEC, 2018; Met Office, 2015). Le GIEC a publié en octobre 2018 un rapport spécial commandé par l'Organisation des Nations Unies (ONU) établissant les trajectoires et les conséquences anticipées pour des réchauffements de 1,5 °C et de 2 °C à l'échelle planétaire par rapport aux températures préindustrielles (GIEC, 2018). En outre, le GIEC affirme avec certitude depuis plus d'une décennie que le réchauffement de la planète prend notamment racine dans les activités humaines (GIEC, 2007). Dans le rapport de 2013, le groupe d'experts en ajoutait en affirmant que l'activité humaine était le facteur le plus important dans

l'émission de gaz à effet de serre (GES) responsables du réchauffement planétaire (GIEC, 2013). Aujourd'hui, il est clair que l'humain a un rôle déterminant dans l'évolution du climat. Alors que les conséquences des changements climatiques ont longtemps paru lointaines, les experts s'entendaient en 2018 pour dire qu'il ne resterait qu'environ 12 ans pour changer le cours des choses (GIEC, 2018). Le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, va encore plus loin, affirmant que des actions transformatrices doivent être mises en place d'ici 2020, sans quoi nous risquons de franchir un point de non-retour (ONU, 2018, 10 septembre).

L'urgence climatique est aujourd'hui une réalité. Des preuves des dérèglements climatiques se font sentir partout sur le globe depuis quelques années déjà. Il n'y a qu'à penser à des événements comme le blanchiment des coraux dans les océans du monde, dont l'occurrence la plus sévère est observée au large de l'île Lord Howe dans la mer de Tasman dans le Pacifique Sud (Cox, 2019, 1<sup>er</sup> avril). Le blanchiment des coraux est dû à l'augmentation de la température des océans, phénomène intimement lié aux changements climatiques (Cox, 2019, 1<sup>er</sup> avril). Le réchauffement des océans et de l'atmosphère est également à l'origine de tempêtes plus sévères qui peuvent complètement engloutir une île (Milman, 2018, 24 octobre; Taylor, 2019, 19 mars) ou encore, détruire des villes entières (Barbier, 2019, 28 mars). Les changements climatiques ont des impacts environnementaux importants, mais ils touchent également l'humain directement. Le cyclone Idai, qui a frappé de plein fouet la côte mozambicaine en mars 2019, a fait plus de 468 morts au Mozambique et 250 au Zimbabwe (Barbier, 2019, 1<sup>er</sup> avril). À cela s'ajoute la destruction complète de Beira, une ville du Mozambique de 500 000 habitants, des infrastructures perdues et même un glissement de terrain au Zimbabwe qui aurait entraîné encore plus de décès (Barbier, 2019, 1<sup>er</sup> avril; Ravillious, 2019, 2 avril). En outre, des phénomènes comme les feux de forêt ayant ravagé la Californie ces dernières années sont de plus en plus fréquents et puissants et menacent des villes entières, comme l'incendie, dont l'origine est attribuée en partie aux changements climatiques, qui a décimé la ville de Paradise et entraîné la mort de 86 personnes en novembre 2018 (Gee et Anguiano, 2018, 20 décembre). Les chaleurs extrêmes seront dorénavant chose courante, phénomène intensifié par les changements climatiques (Zhou, 2019, 28 février). L'Australie a enregistré son été le plus chaud en 2018-2019, dépassant le précédent record de 1,28 °C (Zhou, 2019, 28 février). Le mois de janvier 2019 a, quant à lui, produit des chaleurs moyennes de 2,9 °C au-dessus des normales saisonnières (Zhou, 2019, 28 février). Les conséquences de telles températures sont multiples : feux de brousse, sécheresses sévères, mortalité animale et risques accentués pour la santé humaine (Deluzarche, 2019, 25 janvier; Zhou, 2019, 28 février).

Le Québec n'est pas à l'abri de tels événements. Des chaleurs extrêmes ont également sévi de ce côté du monde à l'été 2018 (Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques [MELCC], s. d.). « Cette canicule s'inscrit parmi les plus intenses et les plus soutenues des archives climatiques du Québec », est-il possible de lire sur le site Web du MELCC (s. d.). En effet, la canicule qui a frappé le sud du Québec pendant près d'une semaine en juillet 2018 aurait causé entre 70 et 90 décès

(Bélise, 2018, 18 juillet; MELCC, s. d.). D'autres phénomènes extrêmes ont été constatés dans les dernières années au Québec, par exemple les inondations ayant touché 15 régions administratives et 291 municipalités québécoises pendant plusieurs mois au printemps 2017 (Gouvernement du Québec, s. d.) ou encore, la tornade qui a ravagé Gatineau et causé d'importants dommages dont plusieurs blessés à l'automne 2018 (Radio-Canada, 2018, 22 septembre). Qu'ils soient directement liés ou non aux changements climatiques, ces événements ne sont qu'un aperçu de ce qui pourrait survenir dans les prochaines années au Canada et au Québec en raison des dérèglements climatiques. Effectivement, des épisodes plus fréquents et plus intenses de pluies verglaçantes, d'incendies, d'inondations, de chaleurs extrêmes, d'orages et de pluies diluviennes sont à prévoir (Marsolais, 2018, 27 octobre). Un rapport publié au printemps 2019 dévoilait que le Canada se réchauffe à un rythme deux fois plus élevé que le taux planétaire, ce qui renforcera d'autant plus les effets catastrophiques des changements climatiques au pays (Gouvernement du Canada, 2019).

Autant d'événements désastreux ont un coût. Selon un rapport du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe (s. d.), les coûts financiers liés à des événements climatiques extrêmes ont augmenté de 151 % entre 1998 et 2017. Au Canada, entre 1983 et 2008 « le coût des événements catastrophiques variait de 250 millions à 500 millions de dollars. Depuis 2009, toutefois, huit des neuf dernières années ont vu ces coûts grimper en flèche, pour atteindre 1 milliard de dollars ou plus par an » (Marsolais, 2018, 27 octobre). Au Québec, plusieurs études ont été réalisées dans les dernières années afin d'évaluer les coûts de l'adaptation aux changements climatiques. Une étude commandée par l'Union des municipalités du Québec révèle que « les coûts de l'adaptation aux changements climatiques peuvent atteindre plus de 2 milliards de dollars pour les 10 grandes villes du Québec et pourraient atteindre le double pour l'ensemble du Québec » (Groupe AGÉCO, 2019). En outre, le consortium en climatologie régionale Ouranos (s. d.) a tenté de chiffrer certains des coûts liés à l'inaction face aux changements climatiques. Il est par exemple estimé qu'au cours de 50 prochaines années, des dommages totaux d'environ 1,5 milliard de dollars seront subis, et ce, seulement sur les zones côtières du Québec (Ouranos, s. d.). Il s'agit là d'un appel à l'action clair, puisque les coûts financiers et humains liés aux changements climatiques sont indéniables.

### **1.3 L'action politique environnementale**

L'urgence climatique n'est plus à démontrer. Les conséquences concrètes des changements climatiques se font sentir partout sur le globe et les coûts ne cessent de s'accumuler. Or, la classe politique tarde à réagir à la hauteur de la situation. À la Conférence de Katowice sur les changements climatiques (COP24), António Guterres déplorait l'inaction des gouvernements mondiaux (ONU, 2018, 3 décembre). Le secrétaire général de l'ONU dénonçait la réaction des nations face à l'urgence climatique qui, disait-il, est lente et insuffisante, manque de détermination et « ne va pas du tout dans la bonne direction » (ONU, 2018, 3 décembre). En effet, même si les décideurs disposent des informations nécessaires pour faire des choix

éclairés, la vision à court terme prime sur celle à long terme (Bérubé, 2018, 11 octobre). Les États sont plus portés à axer leur vision sur les prochaines élections que sur des cibles ambitieuses (Bérubé, 2018, 11 octobre). Alors que les scientifiques martèlent l'urgence d'agir, le diktat du court terme freine toujours les décideurs et plusieurs pays sont encore loin de réaliser leurs objectifs (Agence France-Presse, 2018, 27 novembre; Bérubé, 2018, 11 octobre; Caramel, 2014, 2 novembre). Au Canada, l'écart se creuse entre les engagements pris en vertu de l'Accord de Paris et les données réelles de réduction d'émission de GES (Shields, 2018, 24 février). L'atteinte de la cible de réduction de 30 % des émissions d'ici 2030 par rapport à 2005 est de moins en moins probable, et ce, en grande partie à cause de l'expansion du secteur pétrolier et gazier au pays (Shields, 2018, 24 février). En avril 2019, la commissaire à l'environnement et au développement durable du Canada, Julie Gelfand, produisait un rapport teinté de pessimisme à l'endroit du gouvernement (Bureau du vérificateur général du Canada, 2019). Elle y dénonce la lenteur des actions de lutte contre les changements climatiques de l'État : « Pendant des décennies, les gouvernements fédéraux ont invariablement échoué dans leurs efforts pour atteindre les cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre, et le gouvernement n'est pas prêt à s'adapter à un climat changeant », affirme-t-elle (Bureau du vérificateur général du Canada, 2019). Au Québec, le gouvernement ne fait pas exception à cet immobilisme, refusant de s'engager à atteindre les cibles de réduction de GES fixées pour 2020 (Messier, 2018, 29 novembre). Alors que le premier ministre François Legault envisage d'approuver de nouveaux projets d'exploration et d'exploitation d'hydrocarbures dans la province (Croteau, 2018, 16 novembre; Donahue, 2018, 3 septembre), le Québec ratera ses cibles de réduction de GES pour 2020 et n'est toujours pas en voie d'atteindre celles de 2030 (Mercier, 2018, 9 mai).

Des pressions se font sentir de toute part pour un changement de cap politique. Les groupes environnementaux se font beaucoup entendre. La société civile prend part à des manifestations, signe des pétitions et entreprend même des poursuites contre les gouvernements pour leur inaction politique (ENVironnement JEUnesse [ENJEU], 2018; Jolly, 2018, 9 octobre). Toutefois, les pressions de la population et des groupes environnementaux se heurtent à des contre-pouvoirs importants. Le lobby pétrolier, par exemple, dépense des sommes énormes afin de conserver le statu quo (InfluenceMap, 2019; Noël, 2018, 18 septembre; Noël, 2018, 19 septembre). Un rapport publié en mars 2019 par InfluenceMap révélait que les cinq plus grandes compagnies pétrolières et gazières cotées en bourse (ExxonMobil, Royal Dutch Shell, Chevron, BP et Total) avaient investi plus d'un milliard de dollars au cours des trois années suivant l'Accord de Paris de 2015 (InfluenceMap, 2019). Ces sommes ont servi, entre autres, à étendre les opérations dans le secteur des énergies fossiles et à renforcer un programme stratégique visant à retarder l'adoption de véritables politiques climatiques, à les affaiblir ou à s'y opposer (InfluenceMap, 2019). Ces efforts sont en contradiction flagrante avec les engagements de l'Accord de Paris et influencent considérablement les décisions politiques (InfluenceMap, 2019). Les ressources que détiennent les groupes environnementaux, en contrepartie, sont minimales. La bataille pour et contre l'action climatique est donc loin de se dérouler à armes égales.



Les groupes environnementaux ont un rôle important à jouer aujourd'hui. L'urgence d'agir face à la crise climatique donne toute la légitimité aux groupes d'accomplir des actions concrètes afin d'influencer les décideurs. Ces derniers tardant à faire les gestes requis pour changer le cours des choses, il importe de se pencher sur les façons de les amener à prendre les décisions qui s'imposent afin d'obtenir des politiques publiques ambitieuses en matière d'environnement et de lutte aux changements climatiques.

## **2. MÉTHODOLOGIE**

Le présent essai est fondé à la fois sur la recherche et sur l'analyse. La santé du mouvement y est d'abord évaluée, puis la notion d'influence abordée. Plusieurs campagnes sont ensuite analysées pour poser un diagnostic de l'influence du mouvement environnemental qui donne lieu à une série de recommandations.

Afin de développer une compréhension approfondie du contexte actuel du mouvement environnemental au Québec, deux méthodes distinctes sont ici utilisées : une revue de littérature, qui permet de prendre le pouls des enjeux d'aujourd'hui, de saisir les dynamiques historiques des relations entre la société civile et les décideurs et de suivre les mobilisations en cours, et des entrevues avec des actrices et acteurs de divers groupes environnementaux, qui permettent de connaître les perceptions qu'ont du mouvement les personnes qui le font vivre. En plus de cette démarche, une analyse critique du mouvement environnemental est réalisée, portant à la fois sur son état de santé et sur son pouvoir d'influence.

### **2.1 Portée**

L'un des objectifs étant de dresser un état de la situation actuelle et de proposer des pistes d'action pour le futur, la plus grande partie de la recherche porte sur les dix dernières années et sur les différentes possibilités pour les luttes à venir. L'ouvrage se restreint au mouvement environnemental québécois. Les groupes environnementaux considérés sont donc obligatoirement actifs sur le territoire du Québec. Les groupes ciblés sont diversifiés afin d'obtenir un échantillon varié de luttes, d'actions, de stratégies et d'influence. Il est à noter que la sélection finale des groupes environnementaux rencontrés découle des réponses obtenues aux demandes d'entrevues. Ainsi, une partie de la portée de l'essai est aléatoire, selon la disponibilité des gens contactés. Les groupes contactés sont les suivants :

- Action boréale
- Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique
- Coalititon Pour que le Québec ait meilleure MINE
- Eau Secours
- ENvironnement JEUnesse
- Équiterre
- Greenpeace Québec
- Fondation Coule pas chez nous
- Fondation David Suzuki
- Nature Québec
- Regroupement vigilance hydrocarbures Québec

### **2.2 Méthodologie de recherche**

Une revue de littérature permet de faire l'inventaire des écrits au sujet des mouvements environnementaux, des dynamiques d'influence du pouvoir, des groupes et des enjeux d'hier et d'aujourd'hui, ainsi que de

l'actualité du mouvement environnemental au Québec. Des articles de périodiques et des ouvrages académiques servent d'assise théorique, alors que des articles de quotidiens, des sondages et d'autres sources d'informations récentes sont utilisés afin de dresser un portrait actuel du mouvement environnemental, autant au sein de la population qu'à l'intérieur des milieux politiques.

## **2.3 Méthodologie des entrevues**

Le cœur de la collecte d'information repose sur des données primaires. Celles-ci sont récoltées à l'aide d'entrevues effectuées auprès d'actrices et d'acteurs du mouvement environnemental québécois. La méthodologie des entrevues compte deux volets, soit la sélection des groupes, et la préparation et le déroulement des entrevues.

### **2.3.1 Sélection des groupes environnementaux**

La sélection des groupes est issue d'un inventaire d'organisations environnementales québécoises effectué sur Internet et de discussions avec des collègues, le but étant de sonder un échantillon diversifié d'organisations. Dans les onze groupes contactés, dix intervenantes ou intervenants répondent positivement à la demande d'une première entrevue. Les dix groupes sont donc retenus pour maximiser la représentativité de l'échantillon. Pour chacun des groupes, une personne est ciblée, soit celle ayant une vision d'ensemble et ayant la capacité d'analyser la santé du mouvement environnemental, d'analyser une campagne, et de traiter de planification stratégique. Voici la liste des intervenantes et intervenants retenus, ainsi que l'organisation à laquelle ils sont affiliés et leur poste au sein de celle-ci :

- Henri Jacob, président de l'Action boréale
- André Bélisle, président de l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique
- Martine Chatelain, ex-présidente, porte-parole et conseillère spéciale chez Eau Secours
- Catherine Gauthier, directrice générale d'ENVironnement JEUnesse
- Sidney Ribaux, cofondateur et directeur général d'Équiterre
- Loujain Kurdi, conseillère en communications chez Greenpeace Québec
- Audrey Yank, ex-membre du conseil d'administration et représentante d'un groupe-membre de la Fondation Coule pas chez nous
- Karel Mayrand, directeur général pour le Québec et l'Atlantique de la Fondation David Suzuki
- Christian Simard, directeur général de Nature Québec
- Odette Sarrazin, porte-parole du Regroupement vigilance hydrocarbures Québec

Une deuxième série d'entrevues est également organisée pour approfondir la notion de campagne environnementale. L'échantillon doit toutefois être réduit, les contraintes de temps rendant impossible la tenue d'une nouvelle entrevue avec chacune des personnes rencontrées dans un premier temps. Pour cette deuxième vague d'entrevues, cinq personnes sont contactées, soit celles qui avaient entamé une

réflexion critique sur une campagne lors de la première entrevue. Quatre d'entre elles acceptent et sont retenues pour une deuxième entrevue.

Il est à noter qu'en dépit des efforts déployés pour obtenir un échantillon représentatif, celui-ci ne l'est pas totalement. Les dix intervenantes et intervenants ayant accepté une rencontre pour la première vague d'entrevues sont retenus de manière à maximiser la représentativité de l'échantillon, alors que pour la deuxième vague d'entrevues, le nombre d'intervenantes et intervenants passe à quatre. Le mouvement environnemental québécois est composé de plusieurs centaines de groupes. Ainsi, l'échantillon étudié dans cet ouvrage est limité et, quoique varié, ne peut prétendre refléter toute l'étendue et la diversité du mouvement environnemental québécois.

### **2.3.2 Préparation et déroulement des entrevues**

La première série d'entrevues prévoit des rencontres d'environ une heure. Les représentantes et représentants des groupes ciblés sont contactés une première fois à des fins informatives. Les objectifs de la recherche sont expliqués et la question de leur éventuelle participation à la recherche sous forme d'entrevue abordée. Ces personnes sont par la suite recontactées afin de connaître leurs disponibilités pour une première entrevue. Finalement, une entrevue individuelle est réalisée, soit en personne, par téléphone ou par Skype, selon la préférence de chaque personne. L'entrevue se déroule sous forme de discussion guidée par des questions rédigées préalablement et envoyées en amont de la rencontre (annexe 2).

Les entrevues, enregistrées avec autorisation, sont par la suite réécoutées et analysées. Dans un premier temps, chacune des entrevues est écoutée dans son intégralité et les grandes lignes sont consignées dans une fiche distincte. Dans un deuxième temps, une grille est créée afin de colliger les informations importantes et de faciliter la comparaison des données recueillies.

Une deuxième vague d'entrevues apparaît essentielle à la lumière des informations récoltées lors de la première entrevue. Faute de temps et d'espace, seulement cinq intervenantes et intervenants sont contactés. Des cinq, quatre répondent à l'appel. Cette deuxième entrevue a pour but d'aborder avec chaque personne une seule campagne environnementale et de l'analyser en profondeur pour alimenter le chapitre 5 de l'ouvrage. D'environ 30 minutes, elle est plus dirigée que la première à l'aide de questions précises (annexe 3), et se déroule par téléphone ou par Skype. Elle n'est pas enregistrée; les réponses sont plutôt consignées en temps réel pour ensuite être intégrées directement à l'ouvrage.

Il est à noter que toutes les informations retenues et utilisées dans le cadre de ce travail ont été approuvées au préalable par les intervenantes et intervenants. Des modifications ont été apportées au besoin.

## **2.4 Méthodologie d'analyse**

Le volet analyse de l'essai se fait en deux temps : la santé du mouvement est d'abord analysée, puis un diagnostic plus global du pouvoir d'influence est effectué. La santé du mouvement environnemental québécois est analysée selon une liste de critères issus de la littérature et des entrevues avec les intervenantes et intervenants du milieu. Ces critères sont expliqués en détail dans le chapitre 3. Le diagnostic du mouvement est réalisé à l'aide d'une grille des forces, faiblesses, opportunités et menaces (FFOM). L'analyse FFOM sert à faire ressortir les bons coups du mouvement tout en soulignant ses lacunes ainsi que les opportunités et menaces externes qui l'influencent. Les détails de cette analyse font l'objet du chapitre 6. Ces éléments d'analyse permettent de formuler des recommandations pour maximiser l'influence du mouvement environnemental sur les décisions collectives au Québec.

### **3. L'ÉTAT DE SANTÉ DU MOUVEMENT ENVIRONNEMENTAL QUÉBÉCOIS**

Afin d'arriver à proposer des leviers d'action pour optimiser le pouvoir d'influence du mouvement environnemental québécois, il importe d'abord de broser un portrait de son état actuel. L'évaluation de la santé du mouvement environnemental et des groupes qui le composent se présente comme un élément clé de ce portrait. Le mouvement environnemental québécois compte un grand nombre de groupes à vocations et aux méthodes différentes. Plusieurs d'entre eux naissent pour répondre à une problématique bien spécifique et ils ont des objectifs variés : éducation, sensibilisation, protection, recherche, récupération et recyclage, revendication et bien d'autres (Hébert, 2006). La santé du mouvement dépend en bonne partie de la santé de ces organisations, de leur pouvoir d'influence, de leur force de frappe et de leurs capacités organisationnelles et mobilisatrices (Guigni, 2009). Il est donc intéressant de porter un regard sur certains des groupes sur lesquels repose le mouvement environnemental québécois.

#### **3.1 Une multiplicité de groupes environnementaux**

Dans le cadre de cette recherche, des entrevues ont été menées avec dix représentantes ou représentants d'autant de groupes environnementaux québécois. L'échantillon des groupes analysés est varié : OBNL, organismes de charité et fondations. Il y a également une représentation de groupes citoyens et de groupes professionnalisés. Les dix groupes formant l'échantillon sont : Action boréale, Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA), Eau Secours, ENvironnement JEUnesse (ENJEU), Équiterre, Fondation Coule pas chez nous, Fondation David Suzuki, Greenpeace, Nature Québec et Regroupement vigilance hydrocarbures Québec (RVHQ).

##### **3.1.1 Action boréale**

Basée en Abitibi-Témiscamingue, l'Action boréale est un OBNL fondé en 2000 dans le but de promouvoir la sauvegarde des forêts boréales du Québec pour les générations futures. Le mandat de l'organisme se découpe en trois parties, soit de « défendre et promouvoir les droits de nature écologique », de « sensibiliser les citoyens à la nécessité de préserver et de protéger des portions significatives de la forêt boréale », et de faire « des représentations auprès des gouvernements et de l'industrie visant l'adoption de lois, règlements, politiques et pratiques propres à sauvegarder l'intégrité des écosystèmes de la forêt boréale » (Action boréale, s. d.). L'Action boréale compte environ 1000 membres dispersés dans toutes les régions du Québec. (Action boréale, s. d.)

##### **3.1.2 Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique**

L'AQLPA est un regroupement indépendant qui œuvre à l'amélioration de la qualité de l'atmosphère. L'organisme est voué à « favoriser la mise en place de solutions concrètes et adaptées à la réalité des besoins des parties prenantes, par l'acquisition de connaissances, l'éducation et la sensibilisation » (AQLPA, s. d.). Afin de mener à bien sa mission, l'AQLPA réalise une variété d'actions : veille stratégique, sensibilisation et information, mobilisation, représentation, collaboration, documentation, etc. (AQLPA,

s. d.). L'AQLPA compte quelque 300 membres et un nombre de sympathisantes et sympathisants à la hausse (A. Bélisle, entrevue téléphonique, 23 janvier 2019).

### **3.1.3 Eau Secours**

La coalition Eau Secours est un OBNL dont la fondation remonte à 1997 (Eau Secours, s. d.a). Sa mission consiste à :

« revendiquer et [...] promouvoir une gestion responsable de l'eau dans une perspective de santé publique, d'équité, d'accessibilité, de défense collective des droits de la population, d'amélioration des compétences citoyennes et de souveraineté collective sur cette ressource vitale et stratégique. » (Eau Secours, s. d.a)

L'organisme aborde plusieurs dossiers associés à la protection de l'eau, soit les hydrocarbures, l'eau embouteillée, la fluoration, les eaux usées, les eaux souterraines, l'eau potable, les algues bleues, l'agriculture, la privatisation, l'exportation et bien d'autres (Eau Secours, s. d.b). Eau Secours a mis sur pied divers projets en lien avec sa mission, notamment les communautés bleues, les ambassadeurs de rivière et le programme RIVE (Eau Secours, s. d.b).

### **3.1.4 ENvironnement JEUnesse**

ENJEU est un organisme d'éducation relative à l'environnement créé en 1979. Sa mission se résume à « conscientiser les jeunes du Québec aux enjeux environnementaux, les outiller à travers ses projets éducatifs et les inciter à agir dans leur milieu » (ENJEU, s. d.), et ce, par « le développement de l'esprit critique et [en donnant] la parole aux jeunes engagés afin qu'ils fassent connaître leurs préoccupations, leurs positions et leurs solutions concernant les enjeux environnementaux actuels » (ENJEU, s. d.). Touchant aujourd'hui 16 régions du Québec (ENJEU, s. d.), l'organisme intervient à l'aide d'activités d'implication citoyenne et de projets pédagogiques concernant des enjeux variés : gestion des matières résiduelles, transport, énergie et climat, consommation responsable, eau et développement durable (C. Gauthier, courriel, 29 janvier 2019).

Les objectifs de l'organisme comprennent le développement des connaissances, l'information et la formation, la création de réseaux, la participation à des consultations publiques et l'initiation des jeunes à la vie démocratique (C. Gauthier, courriel, 29 janvier 2019).

### **3.1.5 Équiterre**

C'est au Sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992 qu'un groupe de Québécois et Québécoises ont l'idée de fonder « une organisation citoyenne capable de proposer des solutions concrètes aux problèmes engendrés par la pollution, l'industrialisation à grande échelle et l'exploitation des travailleurs du Sud » (Équiterre, s. d.a). Né en 1993 sous le nom d'Action pour la solidarité, l'équité, l'environnement et le développement, l'organisme obtient le statut d'OBNL en 1995 et devient officiellement Équiterre en 1998.

En partenariat avec les citoyennes et citoyens, les organisations et le gouvernement, Équiterre développe des projets en alimentation, transport, commerce équitable, énergie durable, consommation responsable et lutte aux changements climatiques (Équiterre, s. d.a). Avec une stratégie axée sur la démonstration, l'éducation, la sensibilisation, la recherche, l'accompagnement et la mobilisation, l'organisme a la vision suivante :

« d'ici 2030, Équiterre aura contribué, en partenariat avec les communautés locales, à l'émergence de politiques publiques ainsi que de pratiques citoyennes et corporatives favorisant une économie sobre en carbone et un environnement sans produits toxiques. »  
(Équiterre, s. d.a)

Équiterre compte aujourd'hui quelque 115 000 sympathisantes et sympathisants, 22 000 membres, 200 bénévoles et 50 employés (Équiterre, s. d.a).

### **3.1.6 Fondation Coule pas chez nous**

La Fondation Coule pas chez nous a d'abord pris la forme d'une campagne environnementale portée par plusieurs comités citoyens visant à contrer le projet d'oléoduc Énergie-Est de TransCanada. La campagne, lancée à Montréal, Québec et Cacouna le 10 mai 2014, s'est rapidement répandue à travers la province. Puis, en novembre 2014, la campagne obtient un soutien financier important de la part de Gabriel Nadeau-Dubois et de 14 000 Québécoises et Québécois. C'est au cours de l'année suivante que les comités bénévoles travaillent à créer la Fondation Coule pas chez nous telle qu'elle existe à présent. (Coule pas chez nous !, s. d.a)

Aujourd'hui, la Fondation Coule pas chez nous conserve sa mission première, soit de « lutter contre les projets d'hydrocarbures d'origines fossiles, de la prospection à l'extraction jusqu'au transport et d'appuyer la transition énergétique, écologique, sociale et économique » (Coule pas chez nous !, s. d.a). La Fondation agit sur deux grands axes, finançant certaines initiatives de ses comités membres et élaborant des stratégies, des campagnes de communication et des outils afin de venir en aide aux comités dans leurs efforts de mobilisation (Coule pas chez nous !, s. d.a). En outre, la Fondation, qui compte aujourd'hui 25 groupes-membres (A. Yank, entrevue téléphonique, 3 avril 2019), fait la

« promotion des alternatives énergétiques et des pratiques associées à la transition, dans une perspective de réduction de la consommation d'énergie et d'une sortie de la société de croissance industrielle, afin d'assurer un environnement viable et une société juste pour les futures générations. » (Coule pas chez nous !, s. d.a)

### **3.1.7 Fondation David Suzuki**

La Fondation David Suzuki prend racine dans un cri d'alarme lancé par David Suzuki lui-même en 1989 sur les ondes de la radio de la CBC. Préoccupés par l'impact de l'humain sur l'environnement, David Suzuki, Tara Cullis et une dizaine de penseuses et penseurs et d'activistes se réunissent pour trouver une



solution. Ils aboutissent à la création d'un nouvel organisme « centré sur la recherche de solutions à la crise environnementale » (Fondation David Suzuki, s. d.). Créée en 1990, la Fondation David Suzuki s'appuie sur le principe suivant : « le respect de la nature et la reconnaissance de notre interdépendance à son égard doivent être au sommet des priorités de notre espèce » (Fondation David Suzuki, s. d.). Au fil des années, la Fondation a élargi l'éventail de ses actions afin de répondre au besoin urgent de lutter contre les changements climatiques. (Fondation David Suzuki, s. d.)

Aujourd'hui, la Fondation œuvre sur trois grands axes, soit les droits environnementaux, la biodiversité et les solutions climatiques. Des actions variées sont réalisées, de l'activisme et du travail sur le terrain avec les communautés à la publication d'une soixantaine d'ouvrages dont la *Déclaration d'interdépendance*, en passant par la sensibilisation dans les médias et la recherche de solutions. Les objectifs de la Fondation sont de « donner aux citoyens les moyens d'agir sur leur terrain [et de] miser sur l'action collective de groupes complémentaires pour changer le cours des choses » (Fondation David Suzuki, s. d.). La Fondation rejoint plus de 300 000 personnes à l'aide de ses communications en ligne. (Fondation David Suzuki, s. d.)

### **3.1.8 Greenpeace**

Greenpeace est née en 1971 alors que douze militantes et militants écologistes prennent la mer au large de Vancouver à bord d'un bateau de pêche dans le but de protester contre les essais nucléaires américains près de l'île d'Amchitka en Alaska. Cette initiative a des répercussions à travers le monde et se transforme en un mouvement beaucoup plus vaste. Avec des millions d'adhérentes et adhérents, Greenpeace est aujourd'hui un réseau international d'organisations indépendantes établies dans 55 pays. S'articulant autour d'un mouvement de citoyennes et citoyens engagés, Greenpeace a pour mission de construire un monde durable et équitable. (Greenpeace, s. d.)

Greenpeace utilise une variété de méthodes dans ses campagnes dont plusieurs relèvent de la désobéissance civile. Respectant les principes de non-violence, l'organisation vise à protéger l'environnement et la biodiversité, et à promouvoir la paix, tout en tentant de responsabiliser les gouvernements et les entreprises. (Greenpeace, s. d.)

### **3.1.9 Nature Québec**

Établi dans la ville de Québec, Nature Québec est un organisme de bienfaisance voué à la protection de la biodiversité. Membre de l'Union internationale pour la conservation de la nature, il souscrit aux objectifs de sa Stratégie de conservation. Nature Québec œuvre dans plusieurs secteurs, dont « la conservation de la nature, [le] maintien des écosystèmes essentiels à la vie et [...] l'utilisation durable des ressources » (Nature Québec, s. d.a). Le registre d'actions et d'interventions de l'organisme est large :

« Il intervient pour la protection des milieux naturels directement sur le terrain, par la concertation des forces vives, la sensibilisation et la formation. Il intervient également lors de la mise en œuvre de projets publics ou privés, ou lors de l'élaboration de politiques publiques et de programmes gouvernementaux d'aménagement du territoire et de conservation des ressources, par la production de mémoires, d'analyses et de rapports sur lesquels il fonde ses interventions publiques, cherchant ainsi à susciter réflexions et débats pour le bien commun. » (Nature Québec, s. d.a)

Fondé en 1981, Nature Québec compte aujourd'hui plus de 60 000 membres, sympathisantes et sympathisants (Nature Québec, 2018).

### **3.1.10 Regroupement vigilance hydrocarbures Québec**

Apparu dans la foulée de la lutte contre l'extraction du gaz de schiste dans la vallée du Saint-Laurent, le RVHQ est maintenant le plus important mouvement citoyen dans le secteur des hydrocarbures au Québec. Le RVHQ est constitué de plus de 130 comités issus de toutes les régions du Québec et en accueille de nouveaux quand des projets sont mis de l'avant. Membre du Front commun pour la transition énergétique et du Regroupement des organismes environnementaux en énergie, le RVHQ a pour mission de soutenir les comités qui le composent et de centraliser les ressources afin de contrer le développement de la filière pétrolière et gazière et de favoriser la mise en place d'un plan de sortie de l'ère des hydrocarbures. (RVHQ, 2015)

## **3.2 Le mouvement environnemental québécois : entre précarité et mobilisation sans précédent**

Il existe plusieurs critères différents qui permettraient d'établir l'état de santé actuel du mouvement environnemental québécois. Afin de cerner certains critères clés, trois méthodes sont utilisées : la revue de littérature sur l'état et l'évolution du mouvement environnemental ici et ailleurs, la recherche de statistiques, ainsi que les entretiens avec les actrices et acteurs du milieu. La revue de littérature permet de faire ressortir les éléments évoqués comme étant un gage de santé. À cet effet, deux textes sortent du lot. Chaloux et Dostie-Goulet (2016) citent les éléments suivants : les sondages d'opinion publique, la diversité des enjeux et des groupes, le nombre de groupes écologistes et le nombre de personnes présentes lors des Marches pour la Terre. Carter (2011) mentionne quant à lui le nombre de membres, les subventions et le nombre d'employés comme étant des critères pour établir la santé relative des groupes environnementaux. Ensuite, il est possible d'utiliser des sondages d'opinion afin d'évaluer le degré d'adhésion de la population au mouvement et aux enjeux environnementaux. L'analyse des plateformes électorales est également utile afin de déterminer l'importance accordée par les partis politiques à l'environnement. Finalement, les entretiens avec les actrices et acteurs du milieu mettent en lumière les perceptions des personnes qui œuvrent jour après jour dans le mouvement et qui sont aux premières loges pour en constater la santé. Les termes et les critères les plus utilisés lors des entretiens sont le financement, le nombre de membres, le nombre d'employés et la crédibilité des organisations et du mouvement. Les intervenantes et intervenants citent également l'évolution du mouvement au fil des ans pour établir un état

de santé actuel. En d'autres mots, ils utilisent une comparaison qualitative relative aux années antérieures afin de déterminer si le mouvement est plus ou moins en santé qu'auparavant.

Il apparaît donc que plusieurs critères peuvent être utilisés afin d'évaluer la santé du mouvement environnemental. Le tableau 3.1 résume ceux qui sont retenus pour cette analyse. Deux catégories de critères ressortent : ceux concernant directement les groupes environnementaux qui composent le mouvement environnemental (consignés dans la partie supérieure du tableau 3.1) et ceux entourant le mouvement dans son sens plus large (consignés dans la partie inférieure du tableau 3.1). Les premiers critères sont définis et analysés à l'aide des entrevues effectuées auprès d'intervenantes et intervenants des dix groupes environnementaux présentés plus haut. Les critères de la deuxième catégorie sont définis et analysés à l'aide des entrevues et d'une revue de littérature sur les aspects populaires et politiques du mouvement environnemental.

**Tableau 3.1 Critères d'analyse de la santé du mouvement environnemental**

	<b>CRITÈRE</b>	<b>DESCRIPTION</b>	<b>SOURCE D'INFORMATION</b>
<b>Santé des organisations</b>	<b><i>Membres et sympathisants</i></b>	Nombre de membres et de sympathisants	Entrevues
	<b><i>Effectifs</i></b>	Nombre d'employés	Entrevues et littérature
	<b><i>Financement</i></b>	Financement, subventions et budget	Entrevues
	<b><i>Crédibilité et notoriété</i></b>	Crédibilité et de notoriété de l'organisation selon l'intervenant	Entrevues
<b>Santé du mouvement</b>	<b><i>Diversité</i></b>	Diversité des enjeux environnementaux	Entrevues et littérature
	<b><i>Évolution</i></b>	Comparaisons qualitatives entre l'état de santé passé et actuel	Entrevues
	<b><i>Présence populaire</i></b>	Nombre de personnes présentes lors des Marches pour la Terre	Littérature
	<b><i>Opinion publique</i></b>	Résultats de sondages d'opinion	Littérature
	<b><i>Représentativité politique</i></b>	Degré d'inclusion des enjeux environnementaux dans les plateformes des principaux partis politiques	Littérature
	<b><i>Engagements politiques</i></b>	Importance accordée aux enjeux environnementaux par le gouvernement	Littérature

### **3.2.1 Perceptions des actrices et acteurs du milieu**

Les entrevues avec des actrices et acteurs du mouvement environnemental font ressortir plusieurs éléments. Dans un premier temps, il est question de la santé des organisations dans lesquelles ils œuvrent. Des critères comme le nombre d'employés, de membres, de sympathisantes et sympathisants ou de bénévoles sont nommés à plusieurs reprises. Les questions de financement et de crédibilité sont également d'une grande importance. Dans un deuxième temps, les intervenantes et intervenants font état de leurs perceptions quant à la santé du mouvement. Bien que chaque personne ait une vision singulière du mouvement, il semble y avoir un certain consensus sur l'état actuel du mouvement environnemental québécois. Les points phares sont de l'ordre de la diversité des groupes et du mouvement, et de l'évolution positive de celui-ci au fil des ans.

#### **Santé des organisations environnementales**

Il semble que le nombre de groupes environnementaux ne cesse d'augmenter au Québec depuis les débuts du mouvement (Chaloux et Dostie-Goulet, 2016; Massé, Leblanc et Saint-Hilaire Gravel, 2017; Vaillancourt, 2015). Cette expansion paraît prouver la santé du mouvement. Il est toutefois prématuré de tirer une conclusion de ce simple fait. La population est certes de plus en plus sensibilisée et l'intérêt pour les enjeux environnementaux semble plus important de nos jours (H. Jacob, entrevue téléphonique, 25 janvier 2019), mais il importe de s'attarder à la santé plus spécifique des organisations qui composent le mouvement pour déterminer si leur nombre est gage de santé générale. Les chiffres significatifs cités par la plupart des intervenantes et intervenants sont le nombre de membres, sympathisantes et sympathisants, bénévoles et employés (effectifs). De manière générale, le nombre de membres est stable ou à la baisse (A. Bélisle, entrevue téléphonique, 23 janvier 2019; H. Jacob, entrevue téléphonique, 25 janvier 2019), alors que le nombre de sympathisantes et sympathisants est plutôt en hausse (A. Bélisle, entrevue téléphonique, 23 janvier 2019; L. Kurdi, entrevue téléphonique, 1<sup>er</sup> février 2019). Cela peut s'expliquer en partie par le fait même que les groupes se multiplient et qu'ils doivent se diviser le bassin total de membres (M. Chatelain, entrevue en personne, 21 janvier 2019), alors que la quantité de personnes sympathisantes augmente avec la croissance de la sensibilisation de la population. Il est à noter que certains groupes n'ont pas de membres (K. Mayrand, entrevue en personne, 18 février 2019) ou ont plutôt des comités-membres (O. Sarrazin, entrevue par Skype, 24 janvier 2019; A. Yank, entrevue en personne, 20 janvier 2019).

Il existe un véritable enjeu dans les effectifs des groupes environnementaux. D'une part, il y a une grande distinction entre les groupes dits professionnalisés ou institutionnalisés et les groupes citoyens, communautaires ou tout simplement à plus petit budget. D'autre part, le mouvement environnemental repose en grande partie sur du travail bénévole. Selon une étude commandée par le RQGE, près du tiers des groupes communautaires n'auraient aucun employé, le bénévolat occupant la place la plus importante du côté des ressources humaines, avec 97,8 % des groupes qui ont des bénévoles (Massé, Leblanc et Saint-Hilaire Gravel, 2017). Les heures travaillées rémunérées par année révèlent un écart important entre

les groupes. Ce sont en moyenne 8 782 heures qui sont rémunérées par groupe (Massé, Leblanc et Saint-Hilaire Gravel, 2017). Pourtant, « la médiane est [...] beaucoup plus faible, à 2 400 heures, puisque les plus grands groupes semblent disposer de beaucoup plus de ressources » (Massé, Leblanc et Saint-Hilaire Gravel, 2017). Cela se reflète chez les groupes rencontrés. Alors que les quatre plus gros groupes ont chacun plus de 15 employés, les autres groupes ont tout au plus deux employés et d'autres n'en ont aucun. Cette division est d'ailleurs bien connue au sein du mouvement. Il existe, selon Karel Mayrand, différents niveaux de financement et de santé : il y a quelques groupes bien financés au Québec et des groupes « de la base » (groupes citoyens et en région) qui ont la vie beaucoup plus difficile (K. Mayrand, entrevue en personne, 18 février 2019). Ceci a pour effet de mener à l'essoufflement des bénévoles, une préoccupation citée par plusieurs intervenantes et intervenants (M. Chatelain, entrevue en personne, 21 janvier 2019; A. Yank, entrevue en personne, 20 janvier 2019).

Il y a une corrélation directe entre les ressources humaines et les ressources financières. Le financement est en effet la préoccupation première de plusieurs groupes et est cité par tous les intervenantes et intervenants comme un enjeu. Au Québec, il n'existe pas de financement statutaire pour les groupes environnementaux outre ceux officiellement reconnus par le gouvernement comme les Tables de concertation multisectorielles que sont les Conseils régionaux de l'environnement (H. Jacob, entrevue téléphonique, 25 janvier 2019; S. Ribaux, entrevue en personne, 17 janvier 2019). Ainsi, chaque groupe doit faire des demandes de subventions gouvernementales par projet ou approcher des fondations. Ces sources de financement sont toutefois instables et mènent à des situations financières précaires (C. Gauthier, entrevue par Skype, 29 janvier 2019; C. Simard, entrevue par Skype, 25 janvier 2019). Certains groupes reçoivent des subventions du Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, mais ces fonds sont généralement insuffisants (M. Chatelain, entrevue en personne, 21 janvier 2019; C. Simard, entrevue par Skype, 25 janvier 2019). Les groupes sont donc tous à la recherche de dons, une source de revenus qui leur procure plus de liberté dans l'allocation des fonds (A. Bélisle, entrevue téléphonique, 23 janvier 2019; H. Jacob, entrevue téléphonique, 25 janvier 2019). La course aux dons pose toutefois problème, puisqu'elle entraîne une certaine concurrence entre les groupes. Il existe également un enjeu d'autonomie lié aux subventions gouvernementales (S. Ribaux, entrevue en personne, 17 janvier 2019; C. Simard, entrevue par Skype, 25 janvier 2019). En effet, plusieurs affirment ne pas vouloir de subventions du gouvernement, puisque celles-ci viennent avec des impératifs et tendent à menacer la liberté d'expression et l'indépendance des groupes (A. Bélisle, entrevue téléphonique, 23 janvier 2019; H. Jacob, entrevue téléphonique, 25 janvier 2019; L. Kurdi, entrevue téléphonique, 1<sup>er</sup> février 2019).

Malgré des manques flagrants au niveau des ressources, la plupart des intervenantes et intervenants affirment bénéficier d'une bonne crédibilité au sein et en dehors du mouvement. Plusieurs voient leur organisation comme une référence dans leur secteur et citent des demandes d'entrevues, des mentions dans les médias, et des communications directes de citoyennes et citoyens et d'autres groupes comme

étant une preuve de crédibilité (A. Bélisle, entrevue téléphonique, 23 janvier 2019; M. Chatelain, entrevue en personne, 21 janvier 2019; L. Kurdi, entrevue téléphonique, 1<sup>er</sup> février 2019; K. Mayrand, entrevue en personne, 18 février 2019; S. Ribaux, entrevue en personne, 17 janvier 2019).

Finalement, quelques intervenantes et intervenants soulignent le travail de coalition et la plus grande collaboration vécue ces dernières années entre les groupes environnementaux (A. Yank, entrevue en personne, 20 janvier 2019) et même avec la population dans certains cas (H. Jacob, entrevue téléphonique, 25 janvier 2019). Cet élément serait caractéristique d'un mouvement qui, en dépit de ressources limitées, a une bonne culture d'appui et d'entraide.

### **Santé du mouvement environnemental**

La diversité des groupes et des enjeux est soulevée plusieurs fois par les intervenantes et intervenants rencontrés. Ce facteur est une force du mouvement selon Catherine Gauthier d'ENJEU, car il signifie qu'il y a un groupe pour chaque enjeu et chaque portée d'action (C. Gauthier, entrevue par Skype, 29 janvier 2019). C'est également dans un contexte de diversité que la collaboration croissante entre les différents groupes vient renforcer le mouvement. Cette diversité mène également à une plus grande mobilisation, les gens étant touchés dans leur situation bien spécifique partout sur le territoire (K. Mayrand, entrevue en personne, 18 février 2019; A. Yank, entrevue en personne, 20 janvier 2019). Karel Mayrand de la Fondation David Suzuki ajoute que l'engouement citoyen se fait très bien sentir grâce, entre autres, à la création de groupes de transition et de groupes citoyens à l'extérieur des groupes traditionnels et institutionnalisés et que cela est un signe de santé du mouvement (K. Mayrand, entrevue en personne, 18 février 2019). Audrey Yank de la Fondation Coule pas chez nous estime que la santé du mouvement se voit également dans le travail qui se fait de plus en plus avec des groupes en-dehors des cercles environnementaux, signe que les enjeux transcendent le militantisme vert et que l'environnement fait aujourd'hui davantage partie des intérêts communs (A. Yank, entrevue en personne, 20 janvier 2019). Martine Chatelain d'Eau Secours abonde dans le même sens. Elle perçoit une meilleure synergie entre les groupes depuis quelques années, une plus grande cohésion et une impression que les groupes se battent davantage pour un but commun, soit la lutte aux changements climatiques et la transition énergétique (M. Chatelain, entrevue en personne, 21 janvier 2019). Ce meilleur état de santé fait partie du constat général de la majorité des personnes rencontrées.

Le verdict n'est pourtant pas positif dans son ensemble. En fait, les personnes rencontrées sont à la fois optimistes et franchement réalistes. Christian Simard de Nature Québec résume bien cette impression : le mouvement environnemental se porte à la fois très bien et très mal (C. Simard, entrevue par Skype, 25 janvier 2019). D'où provient alors ce clivage ? Il se situe dans la conscience que le mouvement environnemental roule à deux vitesses. Alors que des mouvements citoyens voient le jour de manière spontanée depuis plusieurs années (S. Ribaux, entrevue en personne, 17 janvier 2019), la réelle influence

politique, elle, se fait moins sentir (A. Bélisle, entrevue téléphonique, 23 janvier 2019). Sidney Ribaux d'Équiterre affirme que, depuis une dizaine d'années, le mouvement environnemental laisse passer des opportunités : « l'ouverture est là, le potentiel pour le faire aussi, mais il nous manque du temps pour mobiliser, du temps pour rencontrer du monde » (S. Ribaux, entrevue en personne, 17 janvier 2019). Cela tient au manque de ressources généralisé au sein du mouvement (C. Gauthier, entrevue par Skype, 29 janvier 2019; S. Ribaux, entrevue en personne, 17 janvier 2019). Bien que certaines personnes, comme Odette Sarrazin du RVHQ, perçoivent une plus grande ouverture à écouter les citoyennes et citoyens tant à l'échelle municipale que provinciale, le réel pouvoir semble être, justement, entre les mains de ces derniers (O. Sarrazin, entrevue par Skype, 24 janvier 2019). Il y a une énergie certaine au sein de la frange citoyenne du mouvement environnemental depuis quelque temps, comme en témoignent des initiatives comme la Déclaration d'urgence climatique (DUC), Le Pacte pour la transition, les Villes en transition ou La Planète s'invite au Parlement (A. Bélisle, entrevue téléphonique, 23 janvier 2019; M. Chatelain, entrevue en personne, 21 janvier 2019; C. Gauthier, entrevue par Skype, 29 janvier 2019; H. Jacob, entrevue téléphonique, 25 janvier 2019; O. Sarrazin, entrevue par Skype, 24 janvier 2019). Cependant, les mouvements citoyens souffrent parfois d'un manque d'efficacité et de capacités organisationnelles qui engendre des problèmes à long terme (M. Chatelain, entrevue en personne, 21 janvier 2019; K. Mayrand, entrevue en personne, 18 février 2019; O. Sarrazin, entrevue par Skype, 24 janvier 2019). Encore une fois, le manque de ressources handicape le mouvement et l'empêche d'acquérir une profondeur qui lui permettrait d'opérer de grands changements (S. Ribaux, entrevue en personne, 17 janvier 2019).

Somme toute, certaines organisations se portent bien et ont une influence sur les décisions, mais les groupes de la base souffrent d'un manque de ressources et d'organisation. De plus, l'état de santé de la frange institutionnalisée du mouvement, celle qui agit à l'intérieur des sphères politiques, est tout au plus satisfaisant, mais pourrait être meilleur si les ressources, le temps et la profondeur étaient au rendez-vous. La vigueur du mouvement semble aujourd'hui reposer sur les mouvements citoyens, qui portent avec grande énergie la cause environnementale. Ceux-ci sont toutefois difficiles à soutenir et peinent à pousser et à entretenir les grandes idées qu'ils mettent de l'avant.

### **3.2.2 Échos du mouvement environnemental au sein de la population**

Selon Chaloux et Dostie-Goulet (2016), les sondages et le nombre de personnes présentes aux Marches pour la Terre seraient des éléments permettant d'établir la réussite du mouvement environnemental aujourd'hui. En effet, les Marches pour la Terre sont des manifestations concrètes de l'appui de la population à la cause environnementale. Celles-ci rassemblent des dizaines de milliers de personnes chaque année en avril afin de souligner la journée désignée par l'ONU comme « Journée internationale de la Terre nourricière » (Gobeil, 2015, 22 avril; ONU, s. d.). En 2012, 250 000 personnes marchent dans les rues de Montréal pour souligner le Jour de la Terre (Le Devoir et La Presse Canadienne, 2012, 22 avril). La Marche de 2012 a profité d'un élan de mobilisation initié par les grèves étudiantes, ce qui peut avoir

gonflé la participation. Il demeure que ce fort taux de présence à la marche est une preuve que la population soutient le mouvement environnemental. L'année suivante, ce sont 50 000 personnes qui prennent les rues d'assaut pour manifester leur appui (Équiterre, 2013). D'autres manifestations témoignent aussi d'un engouement de la population pour les enjeux environnementaux. En 2015, 25 000 personnes, une « foule record », prennent part à la Marche Action Climat à Québec (Action climat, s. d.), alors que le 10 novembre 2018 une mobilisation citoyenne pour l'environnement « sans précédent » se déploie dans plusieurs villes du Québec (Marsolais, 2018, 10 novembre). Puis, le 15 mars 2019, 150 000 étudiants à travers le Québec font la grève pour le climat et des dizaines de milliers de personnes prennent part à des marches partout à travers le monde et dans plusieurs villes du Québec, dont Montréal, Québec, Sherbrooke, Saguenay, Rimouski, Baie-Comeau, Joliette, Gaspé et Sept-Îles (La Presse Canadienne, 2019, 15 mars).

Du côté de l'opinion publique, il est possible de constater une évolution dans le temps. Les sondages d'opinion, bien que contenant certains biais, peuvent aider à dégager les préoccupations et les enjeux qui habitent la population à un moment donné. L'appui populaire est un élément clé pour déterminer la santé du mouvement environnemental, puisque sans résonance au sein de la population, un mouvement social perd son pouvoir d'agir-ensemble, d'élan collectif. Et cet agir-ensemble est essentiel à un mouvement social en santé tel que Neveu l'expose (1996). Au fil des ans, plusieurs sondages ont été menés afin de mesurer l'adhésion de la population québécoise à la cause environnementale. En 2009, par exemple, un sondage commandé par la Fondation David Suzuki et réalisé par Mustel Group révélait que 55 % des Québécoises et Québécois se proclamaient « environnementalistes » (Benessaïeh, 2009, 21 novembre). Déjà à cette époque, selon Karel Mayrand, directeur général de la Fondation David Suzuki pour le Québec et l'Atlantique, le sondage prouvait que la mentalité des gens avait grandement évolué en 10 à 15 ans (Benessaïeh, 2009, 21 novembre). À l'automne 2013, dans un sondage sur la perception des groupes environnementaux commandité par la Fondation David Suzuki, 93 % des personnes sondées affirmaient ne pas être « moins intéressées qu'avant par l'environnement » (Fondation David Suzuki, 2014). Trois ans plus tard, 78 % de la population québécoise, selon un sondage réalisé par Ekos pour CBC, affirmaient s'inquiéter des changements climatiques (Bascaron, 2016, 14 mars). Le même sondage révélait que les Québécoises et Québécois étaient parmi les plus préoccupés par l'environnement au Canada à cette époque (Bascaron, 2016, 14 mars). Ce scénario se confirme dans un sondage Mainstreet réalisé en 2018 (Cliche, 2018, 15 novembre). En réponse à l'énoncé : « il est plus important que le gouvernement s'occupe des changements climatiques, même si cela veut dire que l'économie va en souffrir », 78 % des Québécoises et Québécois affirment être « assez » ou « très » d'accord, alors que 18 % se disent en désaccord (Cliche, 2018, 15 novembre).

Les réponses à ces sondages mettent en lumière, d'une part, l'évolution et le renforcement des mentalités et des opinions liées à l'environnement des Québécoises et Québécois au fil des ans. En effet, de 55 % en 2009 (Benessaïeh, 2009, 21 novembre), il y a aujourd'hui une grande majorité qui se dit intéressée et



préoccupée par les enjeux environnementaux. Toutefois, il semble que cette évolution ait ralenti ces dernières années. Les réponses sont semblables d'un sondage à l'autre et les pourcentages ne changent pas radicalement, mais l'opinion publique sur l'environnement aurait atteint un certain plateau : une majorité de Québécoises et Québécois ont à cœur l'environnement et se disent même prêts à faire des sacrifices pour le bien de la planète, mais demeurent plutôt réticents à transformer ces opinions en actions concrètes.

Il s'agit là d'un constat qui peut sembler paradoxal. Il existe toutefois différents facteurs qui aident à expliquer cette réalité. Le sociologue Doug McAdam a d'ailleurs porté son attention sur ce fossé entre sensibilisation et mobilisation dans un article publié en 2017. McAdam estime qu'il existe des déficits dans la manière de cadrer le problème des changements climatiques, ce qui aurait pour effet de désengager la population plutôt que de la mobiliser. Premièrement, il affirme que l'enjeu ne trouve pas d'écho clair dans une identité collective. Il explique que la façon dont une personne répond à un sondage n'a que très peu d'importance si cette personne ne s'identifie pas intimement à l'enjeu en premier lieu. « Pour la plupart des gens, le problème des changements climatiques n'est pas lié à une identité collective manifeste », ajoute-t-il (traduction libre de : McAdam, 2017). Qui plus est, « [pour la plupart des gens] l'importance de la question est très variable et change au fil du temps en raison d'une foule d'influences, notamment l'état de l'économie, les conditions météorologiques et la couverture médiatique » (traduction libre de : McAdam, 2017). Alors que bon nombre de répondantes et répondants affirment être des environmentalistes, McAdam explique que cette identité n'est pas parmi les plus importantes pour une majorité de personnes. Cela résulterait en une absence d'appropriation claire de l'enjeu des changements climatiques par un groupe donné. Afin d'illustrer ses propos, McAdam mentionne l'appropriation manifeste et significative de *Black Lives Matter* par les Afro-Américains. Les changements climatiques ne trouveraient donc pas d'attachement identitaire semblable au sein d'un groupe défini de la population. À ce facteur, McAdam ajoute ceux d'horizon temporel et d'émotions. Les changements climatiques sont perçus comme une problématique plus graduelle et s'échelonnant davantage dans le temps que d'autres enjeux considérés comme plus pressants, telle la santé économique. En outre, McAdam affirme que les préoccupations liées aux changements climatiques ne sont pas accompagnées de peur et de colère, deux émotions qui sont généralement associées à l'émergence de mouvements. L'identité collective, l'horizon temporel et les émotions sont donc trois facteurs qui contribuent à expliquer le manque d'actions concrètes au sein d'une population qui semble pourtant sensibilisée aux enjeux environnementaux. (McAdam, 2017)

### **3.2.3 Échos du mouvement environnemental en politique**

L'aspect politique est primordial dans l'évaluation de la santé du mouvement, puisque, comme Touraine l'explique (1978), un mouvement social est une composante fondamentale de la participation politique et les deux sont intimement liés. Quelle est donc la place de l'environnement dans la sphère politique ? Premièrement, l'analyse des programmes des principaux partis politiques permet de mettre en lumière la

place accordée aux enjeux environnementaux. Deuxièmement, un examen du budget déposé au printemps 2019 par le gouvernement actuel permet d'évaluer l'importance qu'il accorde à l'environnement.

Les partis politiques se veulent le reflet des intérêts et préoccupations de la société. Ils peuvent donc donner une idée de ce qui est important au sein de la population à un moment donné. Il a été démontré plus haut que l'environnement est une préoccupation importante pour les Québécoises et Québécois. Or, pour que les préoccupations se transforment en actions concrètes, il importe d'avoir des partis politiques qui proposent des mesures en ce sens. En analysant les programmes de chacun des quatre partis principaux aux élections québécoises de 2018, soit la Coalition avenir Québec (CAQ), le Parti libéral du Québec (PLQ), le Parti québécois (PQ) et Québec solidaire (QS), il apparaît que l'environnement y est relativement présent.

Le parti qui a accédé au pouvoir lors des élections d'octobre 2018, la Coalition avenir Québec, a une plateforme environnementale limitée. Celle-ci est décrite sur une seule page dans le site Web du parti (CAQ, s. d.). Les idées de la CAQ en matière d'environnement se résument à neuf éléments clés : « exportation d'électricité propre », « politique nationale de l'architecture et de l'aménagement », « gaz à effet de serre », « efficacité énergétique », « objectif zéro déchet », « code du bâtiment », « économie verte », « un fleuve propre » et « protection des milieux humides » (CAQ, s. d.). Chacune de ces idées est exposée en une phrase ou deux. La CAQ n'a pas de plan en environnement, outre ces neuf idées.

Le premier parti d'opposition, le Parti libéral du Québec, présente ses idées en environnement de manière similaire. Sur une page du site Web du parti, sont énumérées les cinq mesures environnementales principales du budget 2018-2019, alors qu'il formait le gouvernement (PLQ, s. d.b). Ces mesures concernent l'efficacité énergétique, la réduction du recours aux combustibles fossiles, l'économie circulaire, l'innovation et la préservation des écosystèmes patrimoniaux (PLQ, s. d.b). Le PLQ a également une liste de douze engagements présentés lors des dernières élections (PLQ, s. d.a). Ceux-ci sont décrits de manière très sommaire, mais ne font pas l'objet d'un plan précis (PLQ, s. d.a). Il importe toutefois de signaler que le PLQ a mis en place, en avril 2018, une politique de mobilité durable qui a pour objectif « d'apporter une réponse aux préoccupations et aux besoins des citoyens et des entreprises en transport des personnes et des marchandises, et ce, dans l'ensemble des régions du Québec » (Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, 2018).

Le Parti québécois, quant à lui, a un plan de 28 pages qui propose 52 mesures dans 7 sphères : gouvernance, transports, aménagement du territoire, bâtiments, industrie, économie circulaire et hydrocarbures. Le parti mise sur la volonté politique d'agir pour lutter contre les changements climatiques. Le document propose plus que des engagements, énonçant des objectifs précis, quantifiables et

mesurables. Le troisième parti d'opposition fait ainsi une proposition beaucoup plus élaborée que la CAQ et que le PLQ en matière d'environnement. (PQ, s. d.)

Québec solidaire est le parti qui détient le plan le plus étoffé en matière d'environnement. Celui-ci compte 86 pages et aborde 9 sphères différentes : mobilité, transports, aménagement du territoire et agriculture, gestion des matières résiduelles et économie circulaire, bâtiments, industrie, énergie, justice sociale et démocratie, ainsi qu'économie et fiscalité. Au total, 65 mesures sont proposées et exposées en détail, ainsi qu'un cadre financier qui quantifie les dépenses et les revenus liés à la transition. (QS, s. d.)

Les engagements politiques en matière d'environnement sont donc très variables d'un parti à l'autre. Cet écart peut être expliqué en partie par les orientations idéologiques. Bien que la protection de l'environnement soit de prime abord une préoccupation universelle, il demeure que le mouvement environnemental prend racine dans une contre-culture de protestation et de résistance qui remet en question l'ordre établi et qui peut être assimilée à une « nouvelle gauche avec ses idéaux de lutte contre l'oppression et l'inégalité, de même [qu'à] la recherche générale d'une meilleure qualité de vie » (Poirier et Savard, 2015). Il n'est donc pas surprenant de constater que les partis politiques se situant plus à gauche idéologiquement (QS et le PQ selon la Boussole électorale [2018, 4 septembre], figure 3.1) sont également ceux qui accordent le plus d'importance aux enjeux environnementaux.



**Figure 3.1** Exemple de répartition gauche-droite des principaux partis politiques québécois selon la Boussole électorale (tiré de : Blanchette, 2018, 4 septembre)

Au printemps 2019, le premier budget du gouvernement de la CAQ confirme d'emblée la faiblesse relative de ses engagements en matière d'environnement. Par exemple, sur un total de dépenses s'élevant à 113 milliards de dollars pour 2019-2020, moins de 395 millions sont affectés, pour cette même période, à la lutte aux changements climatiques, à la protection de l'environnement et à la gestion des matières résiduelles, soit les trois catégories abordées dans la section environnement du budget (Gouvernement du Québec, 2019).

Si la CAQ a été élue en 2018 malgré une plateforme environnementale limitée, cela veut-il dire que la classe politique et la population ne s'intéressent pas aux enjeux environnementaux ? Il y a lieu d'examiner cette possible corrélation. Premièrement, la majorité obtenue lors des élections (37,42 %) ne constitue pas une majorité de la population québécoise ayant appuyé le gouvernement de la CAQ (Élections Québec, s. d.). Sur les 6 169 772 électrices et électeurs inscrits, seulement 66,45 % ont effectivement voté (Élections Québec, s. d.). Cela signifie donc que la CAQ a été appuyée par 24,47 % de la population québécoise ayant le droit de vote (Élections Québec, s. d.). C'est dire que l'élection de la CAQ ne représente pas nécessairement les préoccupations prioritaires des Québécoises et Québécois. Deuxièmement, les personnes plus âgées sont celles qui exercent le plus leur droit de vote, tout en étant celles qui se préoccupent le moins de l'environnement (Journet, 2019, 18 mars). Les résultats des élections reflètent donc plus les intérêts d'un segment spécifique de la population québécoise que ceux d'une majorité.

Il est difficile d'établir si les échos du mouvement environnemental en politique sont positifs ou négatifs. Une chose est toutefois indéniable : il y a une évolution certaine de la place occupée par les enjeux environnementaux dans la sphère politique. À l'occasion des élections provinciales, un collectif de groupes environnementaux a soumis un questionnaire aux partis politiques. Alors qu'en 2014 trois des quatre partis n'obtenaient pas la note de passage (Radio-Canada, 2014, 1<sup>er</sup> avril), les résultats de 2018 témoignent d'une importance accrue accordée à l'environnement en politique (Collectif, 2018). En effet, ce sont maintenant deux des quatre partis (PQ et QS) qui répondent favorablement à une majorité de demandes du collectif de groupes environnementaux, alors que trois des quatre partis (PLQ, PQ et QS) accèdent au moins en partie à toutes les demandes, sauf une (Collectif, 2018).

### **3.2.4 Diagnostic de la santé du mouvement environnemental**

Il n'est pas facile d'établir avec certitude l'état de santé du mouvement environnemental. Celui-ci est en constante évolution (C. Gauthier, entrevue par Skype, 29 janvier 2019) et se transforme au rythme des événements, influencé par une multitude de facteurs. Par exemple, l'évolution qualitative des sujets environnementaux qu'il est possible d'aborder est positive. Karel Mayrand soulève qu'il est maintenant possible de parler de décroissance, alors que cela était impensable il y a seulement quatre ans (K. Mayrand, entrevue en personne, 18 février 2019). Il demeure tout de même que le mouvement environnemental comporte de grandes lacunes. Les actrices et acteurs du mouvement soulèvent des

manques importants sur le plan des effectifs et du financement. Ils reconnaissent toutefois qu'un nombre sans précédent de personnes s'intéresse aux enjeux environnementaux et que, de manière qualitative, le mouvement semble plus fort que dans les années passées. Au sein de la population, la question environnementale semble plus présente que jamais. Il est également intéressant de noter la forte montée d'une mobilisation citoyenne au Québec depuis la campagne électorale de l'automne 2018. Des groupes citoyens comme La Planète s'invite dans la campagne, La Planète s'invite au Parlement, La planète s'invite à l'école, La planète s'invite à l'université et Pour le futur Montréal, ainsi que des initiatives comme Le Pacte pour la transition et la DUC sont nés et forcent la mise à l'agenda de la crise climatique. Pourtant, dans la sphère politique, les principaux indicateurs portent à croire que le mouvement est plus faible. Le gouvernement en place est formé majoritairement par le parti ayant le moins d'engagements en matière d'environnement. Même si les préoccupations environnementales semblent de plus en plus présentes dans la sphère politique, le gouvernement de la CAQ choisit de délaisser les cibles de réduction de GES pour 2020 (Fragasso-Marquis, 2018, 29 novembre; Shields, 2018, 30 novembre) et son budget 2019-2020 occulte l'urgence climatique (Gouvernement du Québec, 2019). Il devient ainsi de plus en plus apparent qu'il existe une distinction entre un mouvement citoyen et un mouvement politique. Le premier étant de plus en plus présent et fort, le second étant plutôt instable et incertain.

Il est vrai, les victoires du mouvement environnemental sur des enjeux précis sont innombrables (voir l'annexe 1, par exemple). Les intervenantes et intervenants rencontrés en citent tous des dizaines pour leur seule organisation. Pourtant, il est difficile d'affirmer que le mouvement environnemental est un succès en soi. Karel Mayrand exprime cette contradiction ainsi : des batailles sont constamment gagnées, mais la maison est encore en feu (K. Mayrand, entrevue en personne, 18 février 2019). Christian Simard abonde dans le même sens. Selon lui, le mouvement environnemental n'a pas eu de prise sur la question du système qui crée les problématiques environnementales (C. Simard, entrevue par Skype, 25 janvier 2019). Il ajoute qu'il y a eu de grandes victoires, mais que le mouvement n'a pas agi fondamentalement vers un changement de paradigme (C. Simard, entrevue par Skype, 25 janvier 2019).

Bien que des avancées soient faites sur tous les fronts, le mouvement environnemental n'a pas actuellement d'emprise claire sur son objectif central : la survie et la santé de l'humain au sein de son environnement (A. Bélisle, entrevue téléphonique, 23 janvier 2019; M. Chatelain, entrevue en personne, 21 janvier 2019; K. Mayrand, entrevue en personne, 18 février 2019; S. Ribaux, entrevue en personne, 17 janvier 2019; O. Sarrazin, entrevue par Skype, 24 janvier 2019; A. Yank, entrevue en personne, 20 janvier 2019). Le contrepoids important des lobbies économiques et les dynamiques d'influence des décideurs sont certainement au nombre des raisons qui expliquent le manque d'efficacité du mouvement.

#### **4. INFLUENCER LES DÉCIDEURS**

Notre système politique est constitué de structures, d'institutions, de dynamiques, d'actions et de processus qui interagissent constamment les uns avec les autres. Ceux-ci sont également soumis à des échanges continus avec l'environnement et d'autres facteurs externes (sociaux, économiques, technologiques, légaux, etc.), et s'adaptent sans cesse à l'aide de mécanismes de réponse et de rétroaction. (Marume, 2016)

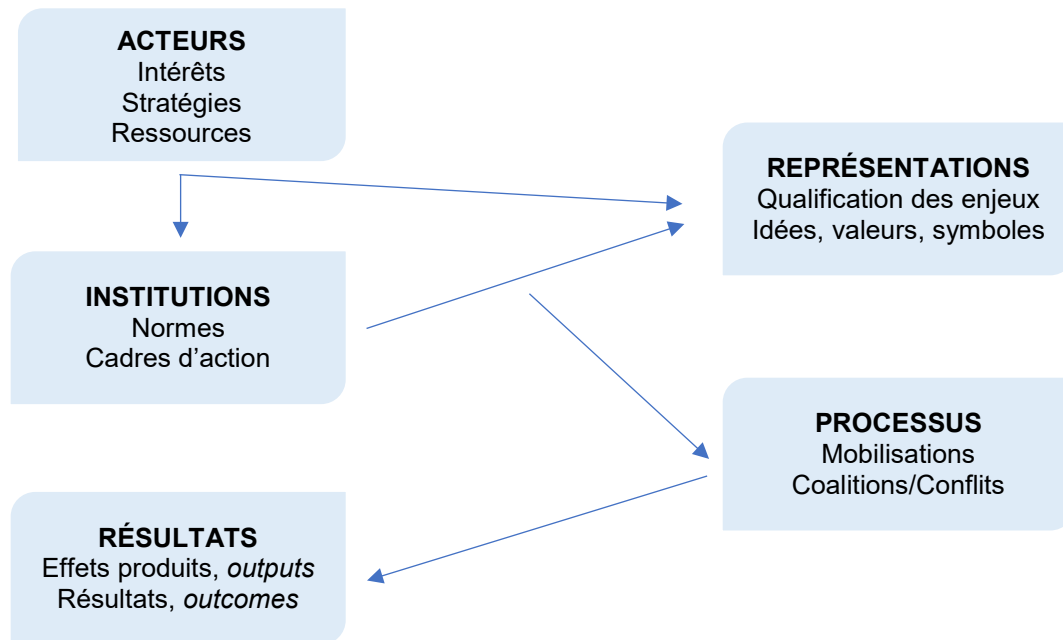
Ainsi, la politique n'est pas exclusivement l'affaire des politiciens. Le système politique est beaucoup plus englobant et intègre une diversité d'acteurs, du secteur privé à la société civile (2012 book archive, s. d.). Ces différents acteurs tentent de se mêler à la joute politique afin de satisfaire leurs divers intérêts et d'atteindre leurs objectifs. Le gouvernement doit tenir compte de tous ces intérêts dans la prise de décisions, d'autant plus qu'aujourd'hui la notion d'acceptabilité sociale est inéluctable. Que ce soit dans une optique de bien paraître, de se faire réélire ou de chercher la voie du bien commun, les décideurs sont influencés et influençables. Et cet exercice d'influence des décideurs passe par l'action sur les politiques publiques.

##### **4.1 Politiques publiques**

Une politique est, dans son sens le plus appliqué, « l'ensemble des règles ou des lois régissant un secteur d'activité » (Boudreau et Perron, 2002) ou encore la « définition et [la] mise en œuvre de moyens pour réaliser certains objectifs déterminés dans des domaines précis » (Debbasch, Bourdon, Pontier et Ricci, 2001).

Ainsi, une politique publique est une intervention de l'autorité publique sur la société et le territoire. Celle-ci s'articule en trois parties : d'abord elle transmet du contenu, et ce, à travers des prestations, puis elle produit des effets. Selon Thoenig (2014), une politique publique est un programme qui comprend des pratiques matérielles (infrastructures, subventions, soins, contrôles, etc.) et immatérielles (campagnes de communication, discours, normes, cadres, etc.). La politique publique est un « phénomène social et politique » (Thoenig, 2014) dicté par une entité gouvernementale et exprimé à l'aide des relations avec d'autres acteurs sociaux. Elle influence l'ordre politique à toutes les étapes : création d'un agenda, prise en compte ou non des demandes sociales, mise en place de programmes d'action, réponse à des problèmes publics, mandat d'exécution, mise en œuvre sur le terrain, évaluation des résultats et conséquences. Essentiellement, selon Thoenig (2014), « une politique publique, c'est la capacité qu'ont les systèmes publics à gérer des demandes et des problèmes publics, et à fabriquer du politique ». (Thoenig, 2014)

L'analyse des politiques publiques (figure 4.1) permet de découvrir la complexité des interrelations qui existent entre les différents acteurs et les multiples étapes de mise en place. Elle permet également de constater que l'influence sur les politiques publiques peut être exercée à plusieurs niveaux différents.



**Figure 4.1 Cinq variables de base de l'analyse des politiques publiques et leurs combinaisons**

(tiré de Lascoumes et Le Galès, 2012, p.15)

#### 4.2 Mécanismes d'influence des politiques publiques

Les politiques publiques sont influencées par une panoplie de facteurs différents. Dans son article sur les politiques publiques, Marume (2016) en dénombre six : les circonstances (progrès technologiques, démographie et urbanisation, crises, catastrophes naturelles, guerres, récessions et dépressions, relations internationales, développement économique et industriel, etc.), les désirs et besoins du public, les positions des partis politiques, les activités et représentations des groupes d'intérêt, les opinions personnelles des élus et des fonctionnaires, ainsi que la recherche et les découvertes.

Dans le cadre de cette recherche, l'accent est mis sur le quatrième facteur avancé par Marume, soit les activités et représentations des groupes d'intérêt. De manière générale, les groupes d'intérêt font appel à une diversité de techniques et de stratégies afin d'exercer leur influence. Les méthodes varient selon l'instance investie, les acteurs en jeu et les actions menées. Les modes d'action peuvent être directs ou indirects et les stratégies peuvent viser à influencer tout comme à contester (Hassenteufel, 2016).

#### 4.2.1 Méthodes d'influence

De multiples méthodes différentes sont utilisées pour influencer le pouvoir et les décideurs. De fait, la gouvernance est de plus en plus partagée (Laflamme, 2013), c'est-à-dire que dans la mise en place de politiques publiques, les décideurs s'informent auprès de tierces parties, s'en inspirent, et se laissent guider et influencer par celles-ci. Ces dynamiques de consultation, d'échanges et de négociations sont encadrées par des lois. Une méthode d'influence fait l'objet d'un encadrement spécifique : le lobbyisme. Au Québec, la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* régit « toutes les communications orales ou écrites avec un titulaire d'une charge publique en vue d'influencer ou pouvant raisonnablement être considérées, par la personne qui les initie, comme étant susceptibles d'influencer la prise de décisions ». En vigueur depuis 2002, cette loi encadre les activités de lobbyisme et exige que toute personne agissant en tant que lobbyiste s'inscrive au registre des lobbyistes. Le lobbyisme est une pratique courante au Québec, comme en témoigne le nombre croissant d'inscriptions au registre chaque année. Depuis 2016, on dénombre plus de 12 000 lobbyistes actifs inscrits par année (Ministère de la Justice, s. d.).

Toutefois, la pratique du lobbyisme est en grande partie confinée à la représentation d'intérêts du secteur privé. Ainsi, les lobbyistes inscrits au registre proviennent majoritairement des milieux d'affaires. Contrairement aux entreprises, les OBNL ne sont pas considérés comme des lobbies. Cette distinction est importante, puisque les objectifs poursuivis de part et d'autre sont généralement fort différents. Alors que les acteurs du premier groupe travaillent à faire prévaloir des intérêts particuliers et privés, ceux du deuxième groupe sont plutôt mus par le bien commun (QS, 2013; Leduc, 2015, 28 octobre). Il est donc délicat de les assujettir aux mêmes règles, ce qu'a pourtant tenté de faire en 2015 le projet de loi n° 56 : Loi sur la transparence et le lobbyisme du Commissaire au lobbyisme (Secrétariat à l'accès à l'information et à la réforme des institutions démocratiques, 2015). Cette précision s'impose étant donné que la plupart des organisations environnementales sont des OBNL. Il importe donc de se référer à cette notion au moment de confronter les différentes techniques et stratégies d'influence des lobbies à celles du mouvement environnemental.

Outre le lobbyisme, plusieurs autres méthodes d'influence sont largement utilisées, notamment la communication de faits et de positions au grand public, la mobilisation, et l'éducation et la sensibilisation (2012 book archive, s. d.). Dans son répertoire d'intervention des groupes d'intérêt dans l'action publique (annexe 4), Hassenteufel (2016) fait la distinction entre les modes d'action directs et indirects. Les instances gouvernementales sont des endroits privilégiés pour exercer une influence directe sur les décideurs : lobbyisme, auditions et participation à des forums d'expertise, négociation et action juridique (Hassenteufel, 2016). D'autres espaces peuvent également être investis pour stimuler des changements dans les politiques publiques : consultations publiques, médias traditionnels, médias sociaux et lieux publics (Laflamme, 2013). Les actions indirectes peuvent être conflictuelles ou symboliques, et se décliner



sous plusieurs formes, telles que les prises de position publiques, les campagnes d'opinion et le soutien politique (Hassenteufel, 2016).

#### **4.2.2 Les politiques publiques et les mouvements sociaux**

Comme il est exposé plus haut, les politiques publiques peuvent être définies comme « les diverses formes de régulation sociale et politique des enjeux sociaux » (Lascoumes et Le Galès, 2012). L'apport du social est intrinsèque à la constitution de politiques publiques. Les politiques publiques non seulement affectent les activités, les actions et les positions des mouvements sociaux qui peuvent les contester, mais elles sont également influencées par ceux-ci. Les mouvements sociaux sont des réseaux souvent informels mobilisés autour d'enjeux conflictuels et basés sur des croyances communes et la solidarité. Leur influence peut être divisée en deux grandes catégories : la mise à l'agenda et le contenu de l'action publique. (Dupuy, 2014)

La mise à l'agenda comprend une phase de construction des problèmes publics. En d'autres mots, les mouvements sociaux jouent un rôle de premier plan dans le « travail d'étiquetage, de labellisation accompli par des acteurs collectifs [...] dans le cadre d'un processus politique » (Hassenteufel, 2016). Les problèmes sont construits autour de valeurs, de croyances et selon la culture d'une organisation (Institut national de santé publique du Québec, 2014). Les mouvements sociaux cadrent les problèmes selon leur système de valeurs. Ils contribuent ainsi à conditionner les termes du débat et tentent de procéder à la mise à l'agenda politique des problèmes identifiés. Le processus de construction des problèmes publics peut se découper en trois phases :

« phase 1 : la formulation du problème en problème public, autrement dit la construction intellectuelle d'un problème individuel en problème collectif;  
phase 2 : l'imputation de responsabilité du problème, autrement dit la désignation des causes collectives du problème;  
phase 3 : l'expression d'une demande auprès d'autorités publiques, qui correspond au sens strict à la publicisation du problème. » (Hassenteufel, 2014)

Ce processus culmine avec la sélection des problèmes publics, soit la mise à l'agenda. La mise à l'agenda correspond à « l'étude et la mise en évidence de l'ensemble des processus qui conduisent des faits sociaux à acquérir un statut de "problème public" ne relevant plus de la fatalité (naturelle ou sociale) ou de la sphère privée » et qui font « l'objet de débats et de controverses médiatiques et politiques » (Garraud, 2014). C'est de cette manière que les mouvements sociaux parviennent à mettre en évidence des inégalités et injustices, et à attirer l'attention du public et des gouvernements sur des problèmes sociaux et des enjeux environnementaux, par exemple. Plusieurs campagnes environnementales arrivent à provoquer la mise à l'agenda d'enjeux spécifiques. À ce titre, Le Pacte pour la transition (La Pacte, 2019) est une initiative qui a permis, grâce à la création de conversations médiatiques et politiques, de mettre les enjeux des changements climatiques et de la transition écologique à l'ordre du jour de la société québécoise. À preuve, le fondateur du Pacte, Dominic Champagne, a mobilisé plusieurs personnalités connues qui ont occupé un espace médiatique important. Il a également profité d'un accès hors du commun au premier ministre

François Legault et a été invité au conseil général sur l'environnement de la Coalition avenir Québec en mai 2019. Bien que le Pacte à lui seul n'aurait sans doute pas pu créer un engouement aussi fort autour des changements climatiques et de la transition écologique, cette campagne a un rôle important à jouer dans la mise à l'agenda de ces enjeux.

Les mouvements sociaux peuvent également exercer une influence sur le contenu de l'action publique. Que ce soit dans la nature même d'un projet ou bien de manière structurelle, la mobilisation sociale mène parfois à une redéfinition, à une restructuration ou encore à un abandon. Certains projets sont délaissés face à une mobilisation forte, d'autres doivent repasser à travers les différentes étapes de consultation afin, par exemple, d'être mieux définis et plus acceptables. Les mouvements sociaux parviennent également à propulser des changements dans les structures politiques, en transformant les formes et la production de l'action publique (au Québec, la création du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement en est un bon exemple). (Dupuy, 2014)

#### **4.3 Groupes environnementaux et politiques publiques**

Les groupes environnementaux ont recours à un vaste répertoire d'actions. Il est toutefois possible d'établir une typologie des actions des groupes environnementaux. En effet, Chaloux et Dostie-Goulet (2016) en identifient six types distincts : (a) actions directes non violentes, (b) actions individualistes, (c) protestations collectives — pressions externes indirectes, (d) protestations collectives — pressions externes directes, (e) participation institutionnelle à la décision politique, et (f) intégration à la vie politique. Les six types d'actions sont classés en ordre de degré d'institutionnalisation, soit selon leur proximité à la politique (annexe 5). Cette typologie démontre qu'une diversité de groupes environnementaux utilise des actions variées, parfois simultanément et dans une même campagne, pour influencer les décisions politiques. (Chaloux et Dostie-Goulet, 2016)

Les actions directes non violentes, notion parfois assimilée à la désobéissance civile, sont de nature conflictuelle. Elles visent à « causer un problème réel et tangible sur le plan économique, politique ou symbolique à celui exerçant un comportement jugé problématique ou dommageable » (Chaloux et Dostie-Goulet, 2016). C'est surtout en attirant l'attention des médias et en marquant l'imaginaire du public que ces actions arrivent à exercer une pression sur les décideurs. Ce type d'actions lance également un message fort de méfiance à l'égard de l'efficacité et de la pertinence de l'action politique traditionnelle. (Chaloux et Dostie-Goulet, 2016)

Les actions individualistes sont des réponses individuelles et plus privées aux problèmes environnementaux. Ces actions se font en marge de l'espace public et sont souvent qualifiées d'alternatives, de communautaires ou de contre-culturelles. En somme, les actions individualistes se

fondent sur un rejet de la culture occidentale et de la société de consommation. (Chaloux et Dostie-Goulet, 2016)

Les protestations collectives peuvent être réparties en deux catégories distinctes : celles qui exercent des pressions externes indirectes et celles qui exercent des pressions externes directes. Le premier type d'actions comprend le recours aux tribunaux et la mobilisation de l'opinion publique. La mobilisation est une stratégie très courante qui vise à rendre la population sympathique à la cause portée. Les méthodes pour obtenir un soutien populaire passent par la sensibilisation (marches, pétitions, conférences) et l'appel aux émotions (communications choquantes, touchantes, à travers les médias). L'objectif est d'utiliser le poids de l'opinion publique pour mettre de la pression sur les décideurs de sorte qu'ils ne puissent plus ignorer le problème. Le deuxième type de protestations collectives vise l'exercice de pressions directes sur les autorités gouvernementales. Les méthodes peuvent comprendre les grèves, les manifestations de masse ou le recours aux lobbies. À la différence des pressions externes indirectes, les pressions externes directes ont pour cible les autorités publiques; elles visent à influencer directement les décideurs. (Chaloux et Dostie-Goulet, 2016)

La participation institutionnelle à la décision politique est un type d'actions plus formel. Dans certains cas, l'implication sera surtout passive, par exemple des groupes tenus informés des avancées d'un projet. Dans d'autres cas, il y aura une participation plus active aux décisions, notamment des personnes siégeant à des comités, des conseils d'administration et d'autres groupes. La consultation est également une forme de participation institutionnelle. Même si ces activités revêtent davantage une forme de réaction que d'action, les groupes environnementaux peuvent avoir un impact significatif en y prenant part. La participation institutionnelle n'est cependant pas un type d'actions utilisé par tous les groupes, puisqu'elle exige de se conformer aux règles du jeu politique afin d'influencer directement les décisions. (Chaloux et Dostie-Goulet, 2016)

Le dernier type d'actions est l'intégration à la vie politique, à savoir la création d'un parti politique ou l'affiliation à un parti politique. Le meilleur exemple de ce type d'actions est le Parti vert, qui existe aujourd'hui dans plusieurs pays. Au Québec, le Parti vert a été créé dans la foulée de la fondation du Parti vert du Canada en 1983 (Parti vert du Canada, s. d.) dans le but de défendre et de porter les principes de sagesse écologique, justice sociale, démocratie participative, non-violence, développement durable et respect de la diversité au sein de l'arène politique (Parti vert du Québec, s. d.). Sur la scène municipale, certaines villes d'Espagne sont aujourd'hui des laboratoires pour l'intégration à la vie politique. En effet, plusieurs mairesses et maires élus aux élections de 2015 sont issus de mouvements contestataires et se sont fait élire avec des plateformes citoyennes, voulant instaurer un nouvel imaginaire collectif consensuel (Lamant, 2016). L'intégration peut en outre se faire de manière plus individuelle, par exemple dans le cas de personnes adhérant à des partis dans l'optique d'apporter des changements au système à partir de

l'intérieur des institutions politiques. La députée solidaire Ruba Ghazal en est un bon exemple. Elle a choisi de se porter candidate chez Québec solidaire aux élections provinciales de 2018 afin, entre autres, de faire avancer le dossier environnemental au sein du parti et des instances gouvernementales (Baillargeon, 2018, 8 mai). Alors que les autres types d'actions sont dans une dynamique de confrontation, l'intégration à la vie politique permet de participer activement à la prise de décisions et d'assurer la prise en compte des enjeux environnementaux à l'intérieur de l'arène politique. (Chaloux et Dostie-Goulet, 2016)

Cette typologie illustre la variété des actions pouvant être exploitées par les groupes environnementaux. Un groupe peut faire appel à plusieurs types d'actions selon ses objectifs, et ce, tant dans le cadre de plusieurs campagnes que d'une seule et même campagne.

## **5. CAMPAGNES ENVIRONNEMENTALES : UN GAGE DE SUCCÈS POUR LE MOUVEMENT ?**

Le mouvement environnemental agit de plusieurs manières afin de faire changer les choses. L'une des stratégies utilisées est de mettre sur pied une campagne afin de dénoncer des projets ou encore dans le but de proposer des visions différentes de développement. Quatre campagnes font l'objet d'une analyse dans cette section : Anticosti et les enjeux d'exploration et d'exploitation pétrolière (Nature Québec), la protection de la harde de caribous des bois de Val-d'Or (Action boréale), Coule pas chez nous ! Une bière pour nos rivières (Fondation Coule pas chez nous) et SWITCH, l'Alliance pour une économie verte (Fondation David Suzuki). Chacune de ces campagnes est unique et met à profit des actions spécifiques de la typologie de Chaloux et Dostie-Goulet (2016). La campagne d'Anticosti utilise la protestation collective avec des pressions externes indirectes et directes. La campagne des caribous de Val-d'Or utilise ces mêmes types d'actions en y greffant également la participation institutionnelle à la décision politique. La campagne Coule pas chez nous ! Une bière pour nos rivières, quant à elle, met à profit la protestation collective à l'aide de pressions externes indirectes. Puis, la campagne SWITCH mélange la protestation collective avec des pressions externes directes et la participation institutionnelle à la décision politique. Les types d'actions préconisés pour chacune des campagnes servent des objectifs particuliers et permettent de mettre en œuvre une variété de tactiques, tel qu'explicité dans les sous-sections qui suivent.

Le concept de campagne est pluridimensionnel. Une campagne peut prendre différentes formes, de la mobilisation citoyenne à la représentation auprès des élu·e·s et élus, en passant par la communication, la publicité ou les activités de sensibilisation. Le grand dictionnaire terminologique définit une campagne comme l'« ensemble des actions de relations publiques d'une durée préalablement déterminée, coordonnées et programmées dans le but d'atteindre un objectif » (OQLF, 2001). Deux éléments ressortent dans cette définition, soit les actions de relations publiques et l'atteinte d'un objectif. Chacune des campagnes analysées ci-après comporte une certaine forme de ces deux éléments qui sont par ailleurs déterminants dans la réussite de la campagne.

Quatre campagnes sont choisies aux fins d'analyse parmi la dizaine de campagnes mentionnées dans la première vague d'entrevues avec les actrices et acteurs du milieu. Ces campagnes sont retenues notamment en raison de la disponibilité des intervenantes et intervenants pour une deuxième entrevue et de la profondeur de leur réflexion et de leur analyse critique. L'analyse des campagnes est effectuée selon une méthode de définition des objectifs et d'évaluation de leur atteinte. Les points forts et les points faibles de chacune des campagnes sont cernés, puis de potentiels changements à apporter sont examinés en regard des difficultés éprouvées dans la campagne. Finalement, le contexte dans lequel s'insère la campagne est analysé : celle-ci s'inscrit-elle dans la mission de l'organisation ? Les résultats de cette analyse sont résumés dans le tableau synthèse comparatif à la fin du chapitre (tableau 5.1).

## **5.1 Étude de cas : Anticosti**

Nature Québec a multiplié les efforts dans le dossier de l'exploration et de l'exploitation pétrolière sur l'île d'Anticosti. La campagne, qui commençait déjà à se déployer en 2013, proposait un projet positif, une vision à long terme pour l'île, et utilisait une panoplie de stratégies différentes afin de ne laisser aucune issue inexplorée (C. Simard, entrevue par Skype, 25 janvier 2019). Cette campagne de protestation collective a mis en œuvre des pressions externes indirectes et une part de pressions externes directes afin de faire changer une décision gouvernementale. La campagne de l'île d'Anticosti a été analysée avec la participation de Christian Simard, directeur général de Nature Québec. Sauf indication contraire, les informations exposées dans les cinq sous-sections suivantes sont tirées des deux entrevues réalisées avec Christian Simard les 25 janvier et 15 avril 2019.

### **5.1.1 Description de la campagne**

L'île d'Anticosti fait l'objet de débats sur l'exploitation pétrolière au Québec depuis plusieurs années. En 2014, le gouvernement péquiste de Pauline Marois annonçait un investissement de 115 millions de dollars pour l'exploitation pétrolière sur l'île (Saint-Arnaud, 2017, 28 juillet), dans le cadre d'une entente conclue avec les compagnies pétrolières Pétrolia, Corridor Resources, Maurel & Prom et Junex (Balthazard, 2017, 28 juillet). Après les élections de 2014, le nouveau gouvernement formé par les Libéraux de Philippe Couillard a honoré l'entente conclue par le gouvernement précédent et autorisé des travaux d'exploration durant l'été 2014 (Balthazard, 2017, 28 juillet). Les mois suivants ont été le théâtre de plusieurs annonces contradictoires de la part du gouvernement qui, d'une part, autorisait des travaux et, d'autre part, affirmait ne pas vouloir de ce projet (Balthazard, 2017, 28 juillet). Ainsi, une aura d'incertitude a plané sur les projets d'exploration et d'exploitation d'hydrocarbures jusqu'à l'été 2017 (Saint-Arnaud, 2017, 28 juillet), au moment où le gouvernement libéral mettait fin au projet pétrolier à l'île d'Anticosti (Balthazard, 2017, 28 juillet).

Les décisions gouvernementales dans ce dossier ont été suivies de près par les groupes environnementaux qui militaient depuis le départ pour que cessent les projets d'exploration et d'exploitation d'hydrocarbures sur l'île (Saint-Arnaud, 2017, 28 juillet). Nature Québec était aux premières loges de cette lutte, en appui à la population de l'île (Nature Québec, s. d.b). Plusieurs actions ont été menées, entre autres : rencontres avec la population d'Anticosti et travail en collaboration avec la municipalité et des experts, production de documents d'information et de vulgarisation, lancement d'une pétition, et marches (annexe 6). Située au cœur du fleuve Saint-Laurent, l'île d'Anticosti, qui compte quelque 200 habitants, possède un patrimoine naturel et culturel très particulier (Nature Québec, 2016a). Aux prises avec des enjeux de pérennité et de renouvellement de la population, les citoyennes et citoyens d'Anticosti perçoivent les projets de développement d'un bon œil (Nature Québec, 2016a). C'est pour cette raison que dans sa lutte contre l'exploitation pétrolière, Nature Québec, en partenariat avec le maire de la municipalité John Pineault, a proposé un projet de développement alternatif basé sur le tourisme (Nature Québec, 2016b).

Les deux principaux angles de cette lutte ont été l'organisation de la Grande Traversée d'Anticosti, une marche d'une dizaine de jours qui visait à faire découvrir et à mettre en valeur les écosystèmes de l'île, ainsi que la mise en candidature de l'île d'Anticosti au patrimoine mondial de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) (Nature Québec, 2016b).

### **5.1.2 Objectifs de la campagne**

Lors d'une assemblée générale en 2013, Nature Québec recevait de ses membres le mandat de s'opposer à l'exploitation pétrolière sur Anticosti et de veiller à la protection globale de l'île. Ces premiers grands objectifs ont été définis avant le début de la campagne, tandis qu'un autre objectif s'y greffait en cours de route, celui de mettre sur pied un projet alternatif de reconnaissance à l'international avec la mise en candidature de l'île au patrimoine mondial de l'UNESCO. Ainsi, la campagne avait désormais pour objectifs de dire non à l'exploitation pétrolière, mais aussi de dire oui à un projet de développement axé sur la protection du territoire et le tourisme. (C. Simard, entrevue par Skype, 15 avril 2019)

### **5.1.3 Points forts de la campagne**

Christian Simard fait ressortir plusieurs points forts de la campagne qui, selon lui, a soulevé toutes les pierres et a mis simultanément à profit une pluralité de stratégies. La force première de la campagne a été de fédérer les appuis. En effet, des appuis ont été récoltés tant dans des milieux sympathiques à la cause qu'auprès de personnes qui étaient à l'origine en faveur du projet pétrolier. Christian Simard affirme que ceci a été possible grâce, entre autres, à une bonne identification des opposants, à une volonté d'impliquer et de consulter toutes les parties potentiellement touchées, et à des activités favorisant la création de ponts avec la communauté de l'île. Ainsi, la campagne, qui a été élaborée avec la municipalité, a reçu l'appui de plusieurs groupes environnementaux, des citoyennes et citoyens d'Anticosti, des communautés autochtones, ainsi que d'expertes et experts.

Une autre force de la campagne a été de présenter le dossier sous un jour nouveau, c'est-à-dire de proposer un modèle alternatif. Christian Simard explique que la candidature à l'UNESCO a permis en quelque sorte de sceller le dossier, de transformer un potentiel désastre écologique en fierté. La bataille devenait moins défensive en proposant un projet positif, une vision alternative de développement pour la communauté et le territoire de l'île d'Anticosti. La capacité de Nature Québec de construire un récit attrayant et porteur lors de cette campagne a largement contribué à sa réussite. L'entrée en scène de la question du développement de l'île a mené à la création d'un mouvement national qui a fait de cet enjeu une priorité. Christian Simard explique que le narratif a permis de démontrer l'absurdité de la filière pétrolière en termes économiques et écologiques, de mettre en lumière les principaux problèmes du projet et de cristalliser Anticosti dans l'imaginaire des Québécoises et Québécois.

Finalement, la campagne a bénéficié de la mise en œuvre d'une pluralité de stratégies. Christian Simard affirme que tous les détails ont été pris en compte et qu'aucune tactique n'a été négligée. De la mobilisation citoyenne à la représentation auprès d'élus et élus en passant par l'exploitation des réseaux sociaux et de contacts divers, la campagne a exploré une panoplie d'avenues. (C. Simard, entrevues par Skype, 25 janvier 2019 et 15 avril 2019)

#### **5.1.4 Points faibles de la campagne**

La campagne Anticosti avait comme principal point faible des ressources très limitées. Christian Simard soutient que la bataille a été menée avec très peu de ressources, le côté offensif de la campagne et le caractère relativement controversé du dossier n'ayant certes pas aidé à trouver du financement. Il ajoute par ailleurs qu'il n'a pas été possible de convaincre le gouvernement d'investir dans un fonds de développement pour l'île d'Anticosti. Le gouvernement a plutôt choisi d'offrir d'importantes compensations financières aux pétrolières qui ont vu leur projet avorter. Ainsi, la campagne s'est terminée sur une déception alors qu'elle avait été jusque là une réussite. L'île se retrouve donc dans une situation incertaine qui risque d'exiger de nouvelles vagues de mobilisation dans un avenir plus ou moins rapproché. (C. Simard, entrevues par Skype, 25 janvier 2019 et 15 avril 2019)

#### **5.1.5 Évaluation de la campagne**

Les objectifs de la campagne ont à ce jour été à demi atteints, affirme Christian Simard. Il faut encore montrer au gouvernement qu'il a l'obligation de défendre la candidature au patrimoine mondial de l'UNESCO à l'échelle internationale et, en cohérence avec cela, de protéger et valoriser le patrimoine culturel et naturel de l'île, dit-il. En effet, alors que le premier objectif de s'opposer à l'exploitation pétrolière a vraisemblablement été accompli, le deuxième ne l'est toujours pas. De plus, la fermeture complète du dossier des hydrocarbures sur Anticosti ne sera garantie que lorsque l'île aura son statut particulier de protection. En ce moment, la situation est dans un entre-deux : le gouvernement actuel ne veut pas aller de l'avant avec l'exploitation pétrolière, mais n'est pas non plus fervent défenseur du projet de candidature à l'UNESCO. Ainsi, il faudra relancer la mobilisation afin de terminer le travail entamé il y a plusieurs années.

Les indicateurs utilisés pour déterminer l'atteinte du premier objectif sont concrets : le décret administratif du conseil exécutif et le rachat des droits pétroliers sont la preuve que le projet pétrolier a échoué. Toutefois, un retour en arrière est toujours possible, et ce, tant et aussi longtemps que les aires protégées n'auront pas été désignées. Les décisions sont réversibles et la bataille ne sera entièrement gagnée que lorsque l'inscription à la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO aura été réalisée. Ainsi, le travail doit continuer et le processus de persuasion du gouvernement doit reprendre.



Christian Simard souligne que Nature Québec s'est fait reprocher, dans cette campagne comme dans d'autres, de se positionner systématiquement contre tout. C'est effectivement la perception qu'ont souvent les citoyennes et citoyens des groupes environnementaux. La campagne d'Anticosti avait toutefois l'avantage de greffer un projet positif au refus d'un projet d'exploitation d'hydrocarbures. Par contre, le manque de ressources financières et temporelles n'a pas permis d'exposer adéquatement cette vision à la population et de la réaliser complètement. Dans l'éventualité où cette campagne serait reprise, Christian Simard croit qu'il serait possible de trouver des sources de financement plus sûres et stables en établissant des associations avec des fondations, quoique rien ne garantisse le succès de telles associations.

La campagne a été efficace puisqu'elle a puisé dans toutes les ressources disponibles et a bénéficié de coalitions avec des actrices et acteurs de plusieurs secteurs. Christian Simard explique que ce genre de coordination de coalition informelle collaborative « anarchique, mais organisée » a été repris dans d'autres campagnes et qu'il renforce les initiatives locales. En outre, une stratégie de mobilisation forte a été alliée à une stratégie plus pragmatique de rencontre avec les élues et élus pour obtenir des gains sur tous les fronts. Il demeure cependant que les changements de gouvernement créent un profond climat d'incertitude, les décisions prises antérieurement pouvant être remises en question. Christian Simard soulève l'importance de rallier le plus d'appuis possible pour contrebalancer le pouvoir d'influence des lobbies économiques.

Selon Christian Simard, ce type de campagne est parfaitement en lien avec la mission de Nature Québec qui est d'assurer la conservation de la nature et des écosystèmes essentiels à la vie et l'utilisation durable des ressources. Il ajoute que l'économie est partie intégrante de cette vision, puisque Nature Québec considère que l'environnement et les ressources naturelles doivent faire partie des calculs économiques. Ainsi, l'opposition à l'exploitation pétrolière respecte la mission de l'organisation, tout comme la proposition d'un modèle alternatif de développement économique. (C. Simard, entrevue par Skype, 15 avril 2019)

## **5.2 Étude de cas : Caribous de Val-d'Or**

La campagne pour les caribous de Val-d'Or s'est étendue sur plusieurs années et a pris plusieurs visages différents. Faisant appel à une stratégie double, à la fois politique et de mobilisation citoyenne, elle a utilisé les pressions externes directes et indirectes en plus de la participation institutionnelle à la décision politique. La campagne a bénéficié de circonstances externes favorables à certains moments clés (H. Jacob, entrevue téléphonique, 5 avril 2019). La transformation de la campagne en enjeu électoral a contribué en outre à en sceller l'issue. La campagne des caribous de Val-d'Or a été analysée avec la participation d'Henri Jacob, président de l'Action boréale. Sauf indication contraire, les informations exposées dans les cinq sous-sections suivantes sont tirées d'une entrevue réalisée avec Henri Jacob le 5 avril 2019.

### 5.2.1 Description de la campagne

Pour comprendre la campagne de protection des caribous de Val-d'Or, il importe de s'attarder à certains moments cruciaux des dernières décennies. À la fin des années 1970, le troupeau de caribous de Val-d'Or comptait 50 individus et jouissait d'un territoire inhabité de 1200 km<sup>2</sup> (Jacob, s. d.). L'enjeu du déclin du troupeau est apparu pour la première fois en 1984, alors que le ministre de l'Énergie et des Ressources envisageait d'ouvrir le territoire réservé aux caribous à l'exploitation forestière (Jacob, s. d.). Déjà à ce moment-là, le Regroupement écologiste Val-d'Or et environs (REVE) dénonçait les intentions destructrices du ministère (Jacob, s. d.). C'est finalement en 1988 qu'un premier permis d'exploitation a été accordé à une compagnie forestière (Jacob, s. d.). Le déclin du troupeau annoncé par le REVE a été constaté dès 1994, environ 40 individus étant alors dénombrés (Jacob, s. d.). Au moment de sa fondation en 2000, l'Action boréale a fait du dossier des caribous l'une de ses priorités (H. Jacob, entrevue téléphonique, 5 avril 2019). En 2001, l'organisation demandait que le territoire initialement réservé aux caribous soit reconnu comme aire protégée (Jacob, s. d.). En 2004, avaient lieu des audiences publiques du BAPE sur des « projets de réserves de biodiversité des lacs Vaudray et Joannès et du lac Sabourin » en Abitibi (BAPE, 2005) auxquelles le REVE et l'Action boréale ont participé (Jacob, s. d.). En 2008, un plan de rétablissement du caribou a été produit par le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) sans être publié (Jacob, s. d.). Il ne restait à ce moment-là que 30 caribous dans la harde de Val-d'Or (Jacob, s. d.). L'Action boréale a alors intensifié ses actions. L'organisation a publié le rapport du MFFP, tenu, en 2009, un colloque sur le caribou avec le concours des communautés Anicinapek et d'autres partenaires, et demandé un moratoire sur l'exploitation forestière dans l'habitat du caribou (Jacob, s. d.). Un comité de rétablissement a été mis sur pied en 2010, un nouveau plan de gestion du caribou de Val-d'Or a été publié, et une vaste campagne de sensibilisation de la population a été déployée par les groupes impliqués dans la protection de l'espèce (Jacob, s. d.). En 2014, il ne subsistait plus que 20 individus dans la harde de Val-d'Or (Jacob, s. d.).

La campagne a pris un deuxième envol inattendu lorsque le ministre Luc Blanchette a annoncé, en 2017, son projet de déménager la harde de caribous de Val-d'Or au Zoo de Saint-Félicien. Plusieurs actions ont alors été entreprises par l'Action boréale (annexe 7) sous forme de contacts directs avec les membres du conseil d'administration du Zoo de Saint-Félicien, avec les membres du comité de rétablissement du caribou du Québec et avec des biologistes du MFFP. Le Zoo a finalement renoncé à accueillir le troupeau, ce qui a freiné le projet de déportation. En 2018, le ministre Luc Blanchette a perdu ses élections, une défaite vraisemblablement attribuable, du moins en partie, au dossier controversé des caribous. Une semaine après les élections, l'Action boréale rencontrait le nouveau ministre à la tête du MFFP pour lui demander de se positionner rapidement sur le sort des caribous de Val-d'Or. L'organisation a déposé un plan détaillé de rétablissement de la harde de caribous de Val-d'Or et continue à ce jour de faire pression afin d'obtenir un engagement clair du gouvernement. (H. Jacob, entrevue téléphonique, 5 avril 2019)

### **5.2.2 Objectifs de la campagne**

Les objectifs de la campagne ont été définis avant sa mise en œuvre. Ils sont de restaurer la harde de caribous de Val-d'Or dans l'optique de sauver la population, de changer la mentalité de la population vis-à-vis du monde animal pour établir la relation entre des écosystèmes moins diversifiés et leur vulnérabilité, et de créer un précédent pour la protection et le rétablissement d'une espèce parapluie. (H. Jacob, entrevue téléphonique, 5 avril 2019)

### **5.2.3 Points forts de la campagne**

La campagne, qui a été déployée sur une longue période, comportait plusieurs points forts. Henri Jacob souligne d'abord que le temps pris pour comprendre et maîtriser le dossier s'est révélé une grande force pendant toute la campagne. Les connaissances ainsi acquises, autant les connaissances terrain et scientifiques que celles relatives à l'histoire du troupeau depuis les débuts du débat l'entourant, ont été très utiles. Henri Jacob mentionne également l'importance du savoir des peuples autochtones, soit leur connaissance intime du territoire, et leur apport dans le cadre d'ententes et d'une collaboration de proximité. Finalement, la campagne a bénéficié d'un concours de circonstances favorable, bien que tardif, qui a permis de rallier l'opinion publique à la cause des caribous de Val-d'Or. (H. Jacob, entrevue téléphonique, 5 avril 2019)

### **5.2.4 Points faibles de la campagne**

La principale faiblesse de la campagne était sa situation géographique. En effet, selon Henri Jacob, les régions dites éloignées comme l'Abitibi ont un handicap en matière de couverture médiatique. Il ajoute que pour obtenir une couverture nationale, il faut faire un travail acharné et réaliser des coups d'éclat et que, sans couverture médiatique, une campagne ne peut espérer susciter de grande mobilisation au sein de la population.

Henri Jacob explique que la campagne pour la protection des caribous de Val-d'Or avait également la faiblesse de ses moyens. Celle-ci a été exécutée sans employés, sans responsables de campagne et des communications, imposant une charge de travail considérable pendant de nombreuses années aux bénévoles et activistes qui la menaient. (H. Jacob, entrevue téléphonique, 5 avril 2019)

### **5.2.5 Évaluation de la campagne**

Les objectifs de la campagne ont été accomplis à 99 % selon Henri Jacob. Tout ce qui est faisable de la part d'une organisation comme Action boréale a été fait, explique-t-il. Toutefois, si le plan de rétablissement n'était finalement pas adopté par le gouvernement, l'étape ultime devant sceller le sort des caribous de Val-d'Or, rien n'aura vraiment été atteint. C'est ce 1 % restant, la décision du ministère, qui en déterminera le succès ou l'échec de la campagne. Deux des trois objectifs reposent sur ce verdict. Le troisième, le changement de mentalité, est plus difficile à évaluer. Il n'y a pas vraiment d'indicateurs permettant de

déterminer si le changement opère. Henri Jacob affirme que la population est plus sensibilisée qu'avant aux enjeux entourant les caribous, mais rien ne permet d'établir l'atteinte de l'objectif visant une mentalité qui redéfinirait la place de l'humain dans la nature.

La campagne a frappé plusieurs bons coups. Les stratégies utilisées ont vraisemblablement été efficaces. D'une part, l'Action boréale a perfectionné une double stratégie de mobilisation citoyenne et de représentation auprès des gouvernements. Celle-ci a permis de lutter sur deux fronts à la fois et d'aborder les élus et élues de manière plus convaincante. D'autre part, la question du caribou s'est transformée en enjeu électoral, ce qui l'a propulsée au rang des priorités (Moucarry, 2018). Des concours de circonstances, tels que le projet de déportation du ministre Luc Blanchette, ont favorisé la mise à l'agenda du dossier des caribous et ont contribué aux avancées réalisées. Toutefois, Henri Jacob indique que certains éléments auraient pu être réalisés différemment, dont le lancement de la campagne. Celle-ci aurait pu être lancée dès 1984, au moment où le territoire du caribou de Val-d'Or commençait tout juste à être menacé. Il aurait ainsi été possible de défendre le territoire et d'empêcher le processus de déclin de la harde, au lieu d'avoir à se battre pour en récupérer une partie et tenter ultérieurement de la rétablir.

En ce qui concerne les points faibles de la campagne, selon Henri Jacob, bien qu'ils aient occasionné un côté plus lent et énergivore, ils ont forcé à faire preuve de persévérance, de créativité et d'innovation. Ce sont des éléments qui, dans les faits, peuvent se muer en facteurs de réussite d'une campagne. Il est vrai toutefois que des groupes comme l'Action boréale ont de la difficulté à faire le poids face aux lobbies économiques. Henri Jacob rappelle en outre que le MFFP gère à la fois les dossiers de la faune et des forêts et que, très souvent, le secteur des forêts pèse plus lourd dans les décisions. Le manque de ressources des groupes environnementaux est exacerbé dans des situations comme celle-ci où l'opposant détient la sympathie du ministère et des ressources beaucoup plus importantes.

Cette campagne permet à l'Action boréale de remplir en grande partie sa mission, à savoir de :

« défendre et promouvoir les droits de nature écologique, sensibiliser les citoyens et faire des représentations auprès des gouvernements et de l'industrie visant l'adoption de lois, règlements, politiques et pratiques propres à sauvegarder l'intégrité des écosystèmes de la forêt boréale. » (Action boréale, s. d.)

Henri Jacob explique cependant que la vitesse à laquelle ces éléments changent et évoluent est souvent insatisfaisante et que, si les mentalités tendent à se transformer au fil des ans, le travail est à refaire sans arrêt. Il ajoute que les comités citoyens sont essentiels puisqu'ils sont aux premiers rangs de la défense de l'intégrité du territoire et de ceux qui l'habitent. (H. Jacob, entrevue téléphonique, 5 avril 2019)

### **5.3 Étude de cas : Coule pas chez nous ! Une bière pour nos rivières**

La campagne Coule pas chez nous ! Une bière pour nos rivières était une campagne créative et ludique correspondant à une protestation collective à l'aide de pressions externes indirectes. Cette campagne a mobilisé les citoyennes et citoyens, les a informés et les a sensibilisés quant à l'enjeu du projet d'oléoduc Énergie Est, dans le but de convaincre TransCanada de renoncer à son projet et de faire en sorte qu'il ne voit pas le jour. La campagne Coule pas chez nous ! Une bière pour nos rivières a été analysée avec la participation d'Audrey Yank, ex-membre du conseil d'administration et représentante d'un groupe-membre de la Fondation Coule pas chez nous. Sauf indication contraire, les informations exposées dans les cinq sous-sections suivantes sont tirées des deux entrevues réalisées avec Audrey Yank les 20 janvier et 3 avril 2019.

#### **5.3.1 Description de la campagne**

À l'été 2013, la compagnie pétrolière canadienne TransCanada annonçait officiellement son projet d'oléoduc Énergie Est qui visait à acheminer du pétrole de Hardisty en Alberta jusqu'à Saint John au Nouveau-Brunswick (Équiterre, s. d.b). Le projet, grandement controversé pendant plus de quatre ans, comprenait la conversion d'un gazoduc en oléoduc, la construction de nouveaux tronçons en Alberta, en Saskatchewan, au Manitoba, dans l'est de l'Ontario, au Québec et au Nouveau-Brunswick, ainsi que la construction de stations de pompage, de réservoirs et d'installations maritimes (Office national de l'énergie, 2019). L'oléoduc Énergie Est, projet aujourd'hui annulé, comportait plusieurs risques selon nombre de groupes environnementaux. La Fondation Coule pas chez nous en a répertorié et documenté certains, dont les risques de fuites, les risques pour l'agriculture, les risques liés au type de pétrole transporté, l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre et les rares avantages économiques (Coule pas chez nous !, s. d.c). En outre, les risques pour l'eau potable étaient au cœur des préoccupations de Coule pas chez nous, car l'oléoduc devait traverser 860 cours d'eau au Québec et d'éventuelles fuites auraient compromis les sources d'eau potable de 3,2 millions de Québécoises et Québécois (Coule pas chez nous !, s. d.c).

La campagne Coule pas chez nous ! Une bière pour nos rivières est née dans ce contexte de grandes préoccupations pour les cours d'eau risquant d'être touchés par le projet d'oléoduc Énergie Est (Coule pas chez nous !, s. d.b). La campagne se voulait rassembleuse et originale, et consistait à créer une bière militante inédite avec la collaboration de 26 microbrasseries québécoises (Coule pas chez nous !, s. d.b) se situant toutes le long du tracé projeté de l'oléoduc (annexe 8). L'idée à l'origine de la création d'une bière pour contrer le projet de TransCanada était de « mettre en avant l'importance de protéger notre eau potable » (Coule pas chez nous !, s. d.b). En effet, « en cas de rupture proche d'une prise d'eau où une microbrasserie puise son eau, la production doit s'arrêter instantanément pour une durée indéterminée », d'où le slogan de la campagne : « Pas d'eau, pas d'bière. Pas d'bière, pas d'fun ! » (Coule pas chez nous !, s. d.b). Pour chaque bière vendue, les microbrasseries participantes versaient une partie des profits à la

Fondation Coule pas chez nous afin de contribuer à la lutte contre l'oléoduc Énergie Est (Coule pas chez nous !, s. d.b).

### **5.3.2 Objectifs de la campagne**

La campagne Coule pas chez nous ! Une bière pour nos rivières a profité d'une planification stratégique et d'un processus précampagne élaborés. Les objectifs de la campagne ont été définis et quantifiés de manière précise avant le début de la campagne. Celle-ci comportait trois grands objectifs : la vente d'une quantité donnée de bière, l'identification d'un nombre donné de microbrasseries participantes et la collecte d'une quantité donnée de fonds en dons supplémentaires (les chiffres exacts n'ont pas été divulgués). La campagne se voulait un moyen de sensibilisation, mais, avant tout, un mode de collecte de fonds pour financer la lutte contre TransCanada. (A. Yank, entrevue téléphonique, 3 avril 2019)

### **5.3.3 Points forts de la campagne**

Plusieurs éléments positifs sont ressortis de cette campagne. Audrey Yank estime que la campagne a été très bien planifiée en amont et que cela a contribué à son succès. Elle ajoute que la campagne a rejoint un public large, notamment des gens qui ne s'intéressent généralement pas à la cause environnementale, et qu'elle a permis de toucher les gens directement chez eux, dans leurs habitudes, grâce à la vente d'un produit courant. En outre, l'établissement de partenariats avec les microbrasseries a aussi contribué à rejoindre des gens hors des cercles environnementaux. Le fait d'associer le secteur privé à la campagne aurait permis, selon Audrey Yank, de joindre de nouveaux acteurs, d'obtenir de nouveaux alliés et de créer des vagues dans les milieux d'affaires. Quant au contenu de la campagne, son aspect ludique a été reconnu au nombre des points forts. En effet, la campagne Coule pas chez nous ! Une bière pour nos rivières avait un côté créatif et festif lié à l'originalité du moyen et à son aspect positif et amusant. Finalement, le lien entre le moyen et le message était facile à établir, puisque la bière est un produit dont la fabrication requiert beaucoup d'eau et elle était vendue dans le but de protéger l'eau potable. (A. Yank, entrevues en personne et téléphonique, 20 janvier 2019 et 3 avril 2019)

### **5.3.4 Points faibles de la campagne**

Bien que le lien entre le moyen et le message ait été nommé dans les points forts, le message même de la campagne a parfois été perçu comme un point faible. En effet, le slogan de la campagne « Pas d'eau, pas d'bière. Pas d'bière, pas d'fun ! » bien qu'amusant, a soulevé des questions éthiques à cause du rapprochement fait entre alcool et plaisir. Ainsi, la légèreté appréciée d'une part s'est révélée un point faible d'autre part. Du côté de la logistique et de la coordination, Audrey Yank signale l'épuisement comme un des grands points faibles de la campagne, puisque celle-ci reposait essentiellement sur le travail bénévole de deux personnes. Elle ajoute que le potentiel de la campagne a été sous-estimé, par manque de confiance de la part de l'équipe : une plus grande quantité de bière aurait pu être brassée, dit-elle, car des

partenariats ont dû être refusés faute de réserves suffisantes. (A. Yank, entrevues en personne et téléphonique, 20 janvier 2019 et 3 avril 2019).

### **5.3.5 Évaluation de la campagne**

En regard des objectifs et de leurs indicateurs d'atteinte, la campagne Coule pas chez nous ! Une bière pour nos rivières a été un succès sur presque toute la ligne. La quantité de bière vendue et le nombre de microbrasseries participantes ont dépassé les attentes. Toutefois, le montant des dons amassés n'a pas atteint l'objectif fixé au départ. Il est difficile d'attribuer ce manque à gagner à un facteur précis. Il se pourrait que la communication sur cet aspect n'ait pas été assez claire ou dirigée, ou que l'achat d'un produit comme la bière n'encourage pas à déboursier davantage. Ce ne sont que des hypothèses, mais il demeure que les résultats pour ce poste budgétaire n'ont pas atteint les résultats fixés. Les objectifs ont toutefois le mérite d'avoir été établis avant le début de la campagne et d'avoir été chiffrés pour être quantifiables. Par ailleurs, l'un des indicateurs utilisés pour évaluer le succès de la campagne, après la fin de celle-ci, était la couverture médiatique. Comme celle-ci ne figurait pas au nombre des objectifs, il est difficile d'établir si une couverture médiatique donnée correspond véritablement à une réussite ou non.

Des difficultés liées aux perceptions, venant à la fois de l'extérieur et de l'intérieur du mouvement, ont été éprouvées au fil de cette campagne. Audrey Yank explique que la campagne a fait l'objet de critiques dénonçant, d'une part, le côté soi-disant peu éthique de la vente et de la promotion d'un produit alcoolisé et, d'autre part, la vente d'un produit dans le cadre d'une campagne environnementale qui encouragerait la perpétuation du système plutôt que sa remise en cause.

Une analyse critique de la campagne a été faite et des solutions ont été proposées en vue d'itérations futures. Selon Audrey Yank, pour éviter l'épuisement, il y aurait lieu d'embaucher une personne plutôt que de compter uniquement sur des bénévoles. De plus, il faudrait trouver une manière de pérenniser l'entrée d'argent au-delà du mois que durait la campagne, dit-elle. Finalement, le message devrait être plus réfléchi et axé sur l'intention première de la campagne.

Audrey Yank affirme qu'une campagne comme celle-ci contribue effectivement à la mission de la Fondation Coule pas chez nous : elle sensibilise, aide à soutenir financièrement le mouvement et comprend la création d'outils, comme des feuillets informatifs, des affiches ou encore des propositions de résolutions ou de règlements municipaux, que peuvent ensuite s'approprier les différents groupes locaux. Bien que des améliorations aient été proposées et la campagne jugée utile pour remplir la mission de la fondation, il n'y a pas nécessairement gain d'efficacité au fil des ans. Des apprentissages sont faits d'une campagne à l'autre, mais chacune d'elles est influencée par son contexte propre. Audrey Yank explique que la réussite d'une campagne chez Coule pas chez nous dépend beaucoup des personnes présentes au sein de

l'équipe, ainsi que de la disponibilité, de l'expérience et de l'expertise de celles à qui la campagne est confiée. (A. Yank, entrevues en personne et téléphonique, 20 janvier et 3 avril 2019)

#### **5.4 Étude de cas : SWITCH, l'Alliance pour une économie verte**

La campagne SWITCH, l'Alliance pour une économie verte (annexe 9) adopte une forme quelque peu atypique, puisqu'il s'agit d'une campagne axée davantage sur les relations publiques que sur la mobilisation (K. Mayrand, entrevue téléphonique, 3 avril 2019). C'est essentiellement une campagne de lobbying adoptant des stratégies semblables à celles des lobbys économiques, soit des pressions externes directes et une participation institutionnelle à la décision politique. La campagne SWITCH a été analysée avec la participation de Karel Mayrand, directeur général pour le Québec et l'Atlantique à la Fondation David Suzuki. Sauf indication contraire, les informations exposées dans les cinq sous-sections suivantes sont tirées des deux entrevues réalisées avec Karel Mayrand les 18 février et 3 avril 2019.

##### **5.4.1 Description de la campagne**

SWITCH, l'Alliance pour une économie verte est née du constat que les groupes environnementaux font très souvent des batailles défensives (K. Mayrand, entrevue en personne, 18 février 2019). Cette campagne a été créée dans l'idée de promouvoir un nouveau cadre, une nouvelle vision de l'économie (K. Mayrand, entrevue en personne, 18 février 2019). SWITCH est un OBNL dont le conseil d'administration est composé de douze membres issus de chacune des organisations suivantes : la Fondation David Suzuki, l'Association de l'aluminium du Canada, le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement, Équiterre, Énergir, Cycle Capital Management, Desjardins, le Conseil du patronat du Québec, Enerkem, Écotech Québec et Réseau environnement (SWITCH, s. d.). Il s'agit essentiellement d'une alliance entre groupes environnementaux et groupes d'affaires ayant la mission suivante : « accélérer le virage vers une économie verte afin de contribuer à une société innovante, résiliente, concurrentielle qui réconcilie équité sociale, environnement et qualité de vie » (SWITCH, s. d.). L'idée à l'origine de cette alliance est de « faire entendre la voix de groupes provenant de différents horizons pour démontrer que l'économie et l'environnement peuvent aller de pair » (Rettino-Parazelli, 2018, 7 décembre). La vision sous-jacente de cette initiative se décline en deux points, à savoir de « créer une impulsion favorable au développement d'une économie verte » (SWITCH, s. d.) et que le développement économique, d'ici 2020, soit axé vers cette économie verte afin de contribuer « à la compétitivité du tissu économique du Québec et au développement d'une culture de l'entrepreneuriat vert » (SWITCH, s. d.).

Depuis le lancement de la campagne en 2013, SWITCH a réalisé des événements, des mémoires, des plans d'action et des analyses (SWITCH, s. d.). L'OBNL a trois priorités d'action : les technologies propres, l'innovation et l'entrepreneuriat; un plan d'action sur les changements climatiques et le marché du carbone; et la mobilité durable et le transport. La visée première de l'alliance est de stimuler l'action gouvernementale



(SWITCH, s. d.). Constatant que le virage vers une économie verte est difficile, SWITCH se concentre actuellement sur

« l'identification des barrières (freins) à l'action gouvernementale, et sur les manières de les contourner. Il ne s'agit donc plus tant de convaincre les gouvernements d'agir en faveur du développement d'une économie verte, mais de les aider à y parvenir. » (SWITCH, s. d.)

#### **5.4.2 Objectifs de la campagne**

Les objectifs de la campagne SWITCH ont été déterminés avant sa mise en œuvre. Ils consistent, dans un premier temps, à positionner l'économie verte comme principal axe de développement économique au Québec et, dans un deuxième temps, à accélérer le passage vers l'économie verte. Le but est de recadrer le modèle économique existant et de changer le discours sur les ressources naturelles pour en créer un axé sur l'économie verte. (K. Mayrand, entrevues en personne et téléphonique, 18 février 2019 et 3 avril 2019).

#### **5.4.3 Points forts de la campagne**

Les points forts de la campagne comprennent la proposition d'un projet, d'une vision, en lieu et place de la posture défensive généralement adoptée dans le mouvement environnemental. La promotion d'un nouveau cadre fait de cette campagne un projet mobilisateur et créatif. De plus, la coalition d'actrices et acteurs de différents domaines permet d'en renforcer la crédibilité, la visibilité et le potentiel. Karel Mayrand mentionne que la campagne conserve encore à ce jour son potentiel grâce aux alliances créées et au réseau de contacts constitué. Les alliances sont également un atout indéniable quand vient le temps de faire une proposition au gouvernement. Il est en effet plus difficile pour ce dernier de refuser un projet qui rassemble un grand nombre d'actrices et acteurs de secteurs tant environnementaux qu'économiques.

Karel Mayrand mentionne aussi l'agilité, ce qui comprend la couverture médiatique, les relations publiques gouvernementales, le nombre d'interventions et la visibilité. Les personnes impliquées dans l'alliance, grâce à leurs contacts et à leur propre visibilité, entraînent une amplification de la campagne. (K. Mayrand, entrevues en personne et téléphonique, 18 février et 3 avril 2019)

#### **5.4.4 Points faibles de la campagne**

La gouvernance d'une coalition peut poser problème. Dans le cas de SWITCH, la coordination de la campagne a d'abord été confiée à des consultants, tandis que la gouvernance initiale était peu élaborée. Cela s'est traduit par une plus grande agilité et flexibilité, mais a fragilisé l'organisme. En effet, des désaccords dans les façons d'envisager les choses ont créé des tensions et des conflits. Une réorganisation a dû être entreprise afin de pallier ces lacunes. Une meilleure structure de gouvernance permet aujourd'hui d'éviter les conflits, mais elle est synonyme d'une moins grande agilité pour les membres de l'alliance.

Le financement est un autre point faible. Les membres de l'alliance ont une cotisation annuelle à payer pour fournir des fonds à la campagne. Toutefois, Karel Mayrand souligne le fait que SWITCH est à la merci des diverses autres sources de financement pour l'organisation d'événements ponctuels. En effet, le financement par projet est parfois difficile à aller chercher et peut freiner l'étendue des activités de la campagne. (K. Mayrand, entrevue téléphonique, 3 avril 2019)

#### **5.4.5 Évaluation de la campagne**

Une telle campagne comporte beaucoup d'avantages, mais une coalition entre des acteurs de différents secteurs vient avec son lot de difficultés. Effectivement, alors qu'aux yeux de certains les écologistes peuvent paraître des traîtres quand ils abordent des thèmes économiques, les gens issus du monde des affaires sont victimes de perceptions semblables quand ils se positionnent en matière d'environnement. Au nombre de ses avantages, la coalition permet cependant de régler des différends et de faire avancer des enjeux plus rapidement et de manière plus pragmatique.

La campagne SWITCH a été construite autour d'objectifs clairs, quoique difficilement quantifiables. Il demeure que les indicateurs qui permettent d'évaluer l'atteinte des objectifs sont tangibles et facilement observables. Ceux-ci comprennent l'intégration du concept d'économie verte dans les discours et les objectifs du gouvernement et la mise en place de politiques qui vont en ce sens. Les indicateurs pointent vers l'atteinte du premier objectif (positionner l'économie verte comme principal axe de développement économique au Québec) : dans le discours du budget de Philippe Couillard en 2016, il était question d'économie verte. À cette même époque, le gouvernement libéral adoptait une politique de mobilité durable qui intégrait les recommandations de l'alliance (Gouvernement du Québec, 2018). Les changements de gouvernement posent toutefois un défi à l'atteinte des objectifs, puisque les gains ne sont jamais assurés à long terme. Le gouvernement de la CAQ, par exemple, parle peu d'économie verte, bien qu'une consultation soit en cours, au printemps 2019, sur ce sujet. Karel Mayrand estime que les objectifs, même si atteints à un moment donné, demeurent toujours en voie d'être atteints.

La campagne qui se voulait éphémère au départ en est, en 2019, à sa sixième année d'existence. C'est une preuve du succès de SWITCH, selon Karel Mayrand. Toutefois, le directeur général pour le Québec et l'Atlantique de la Fondation David Suzuki reconnaît que même si cette campagne et beaucoup d'autres se révèlent des succès, elles n'arrivent pas à influencer à toutes les échelles afin de produire des gains plus globaux et profonds. Or, la mission d'une organisation comme la Fondation David Suzuki se situe à une plus grande échelle : changer le cours des choses et arrêter la dégradation de la Terre (Fondation David Suzuki, s. d.). Alors qu'une campagne comme SWITCH contribue à faire cheminer les mentalités, elle n'arrive pas à agir suffisamment en profondeur pour réaliser un objectif aussi absolu que celui-là. (K. Mayrand, entrevues en personne et téléphonique, 18 février 2019 et 3 avril 2019)

## **5.5 Analyse des campagnes environnementales**

L'analyse de quatre campagnes ayant somme toute obtenu de bons résultats fait ressortir des éléments importants qui pourraient être des gages de réussite pour de futures campagnes, comme en témoigne la synthèse comparative figurant au tableau 5.1 à la page suivante.

Le tableau montre des points communs entre les campagnes, notamment sur le plan des objectifs. Il apparaît souhaitable de définir les objectifs en amont de la campagne afin de lui donner une direction claire, et de nommer des objectifs précis et quantifiables pour en permettre une meilleure compréhension et un encadrement efficace. Les points forts soulevés par les intervenants et l'intervenante sont propres à chacune des campagnes et à chaque organisation. Toutefois, les quatre campagnes ont des points forts en commun, notamment le facteur coalition. Les alliances permettent d'élargir la base de sympathisantes et sympathisants, de multiplier les contacts et de créer des campagnes fortes qui semblent rallier tout le monde. Il est dès lors difficile pour les décideurs de fermer les yeux et les projets dénoncés deviennent politiquement infaisables. Les coalitions semblent être un élément clé dans la réussite d'une campagne, puisqu'elles permettent d'investir de nouveaux milieux au-delà des cercles environnementaux, comme le milieu des affaires où réside le pouvoir économique. La multiplication des stratégies est un autre facteur mentionné à plusieurs reprises. Bien que ce processus peut exiger beaucoup de temps et de ressources financières, il constitue un gage de succès dans plusieurs campagnes. La multiplication des stratégies permet d'aborder un enjeu sous plusieurs facettes différentes simultanément, en mobilisant les parties prenantes de tous horizons et en sensibilisant divers secteurs de la société civile et des sphères politique et économique. Elle crée une conjoncture favorable autour de l'enjeu et rallie un grand bassin de personnes à la cause afin d'obtenir une acceptabilité sociale et politique de la campagne. Finalement, les campagnes positives semblent être mieux reçues et plus propices à la réussite. Alors que les campagnes qui visent à bloquer un projet se heurtent à des difficultés en raison de leur aspect négatif, celles proposant une vision positive paraissent plus à même de récolter le soutien d'un large éventail d'actrices et acteurs. Les campagnes décrites plus haut ont chacune un aspect positif, une proposition de projet porteur, au-delà du simple blocage d'un projet destructeur. Plutôt que d'être axées sur la défensive, les campagnes gagneraient donc à être davantage axées sur la construction, sur une vision porteuse de projets alternatifs innovants.

**Tableau 5.1 Synthèse et comparaison de quatre campagnes environnementales selon les renseignements tirés des entrevues avec les responsables**

	ANTICOSTI	CARIBOUS	BIÈRE	SWITCH
<b>Types d'actions</b> (selon la typologie de Chaloux et Dostie-Goulet)	Protestation collective – pressions externes indirectes et directes	- Protestation collective – pressions externes directes et indirectes - Participation institutionnelle à la décision politique	Protestation collective – pressions externes indirectes	- Protestation collective – pressions externes directes - Participation institutionnelle à la décision politique
<b>Objectifs</b>	- S'opposer à l'exploitation pétrolière - Veiller à la protection de l'île - Candidature à l'UNESCO	- Sauver l'espèce - Changer les mentalités - Créer un précédent	- Vendre une quantité de bière - Créer des partenariats avec des microbrasseries - Amasser une quantité de dons	- Repositionner - Dépolariser - Proposer une autre vision économique
<b>Identification des objectifs</b>	En amont et pendant	En amont	En amont	En amont
<b>Atteinte des objectifs</b>	À 50 %	À 99 %	Atteinte de 2 objectifs sur 3	Oui, mais processus continu
<b>Indicateurs</b>	- Décret administratif du gouvernement - Rachat des droits pétroliers - Reconnaissance du statut UNESCO	Adoption du plan de rétablissement par le gouvernement	- Montant d'argent - Nombre de microbrasseries (lancements de campagne) - Couverture médiatique	- Discours et objectifs gouvernementaux - Adoption des recommandations - Percolation du message dans les médias, chez les décideurs
<b>Points forts</b>	- Fédérer les appuis (coalition) - Pousser un modèle alternatif - Pluralité de stratégies - Force du narratif	- Prendre le temps - Connaissances (de terrain, historiques, autochtones et scientifiques) - Coalition	- Coalition - Lien moyen-message - Concret - Ludique : festif, créatif, léger - Sortir des cercles environnementaux - Planification stratégique	- Coalition - Potentiel à long terme - Agilité - Nombre d'interventions - Contacts et réseaux
<b>Points faibles</b>	- Financement - Soutien économique et de la population locale	Contexte de région éloignée (couverture médiatique)	- Message - Moyen (vente d'un produit) - Épuisement des bénévoles - Sous-estimation	- Gouvernance - Financement
<b>Difficultés</b>	Perceptions	Moyens et ressources	Perceptions	Perceptions
<b>Leçons apprises</b>	- Financement de fondations	- Début de la campagne - Stratégie double dès le début	- Employé - Pérenniser les revenus - Soigner le message	Gouvernance plus formelle
<b>Mission de l'organisation</b>	- Conservation de la nature - Susciter réflexions et débats pour le bien commun	- Défendre droits écologiques - Sensibiliser - Faire adopter des politiques	- Sensibiliser - Financer campagnes et projets - Créer des outils	Changer le cours des choses (arrêter la dégradation de la Terre)
<b>Les campagnes permettent-elles de remplir la mission ?</b>	Oui	Oui, mais pas assez vite : - Évolution dans les mentalités - Travail à refaire sans arrêt	Oui	Oui, mais pas à toutes les échelles : - Ampleur de la mission - Manque de certains types d'expertise

Les groupes environnementaux n'ont pas l'avantage de pouvoir s'appuyer sur des ressources financières importantes. Les promoteurs de projets sont souvent ceux qui détiennent le pouvoir économique. Les campagnes environnementales sont donc presque systématiquement confrontées à plus fort qu'elles. Ce point faible peut toutefois être transformé en force en usant de créativité. Selon les intervenants et l'intervenante rencontrés, quand les ressources viennent à manquer, l'innovation et la créativité prennent le relais et contribuent à réaliser des campagnes à grand impact. Cette créativité peut résider dans la capacité à façonner des narratifs percutants et touchants, ou encore dans les méthodes utilisées pour rejoindre les gens dans leur quotidien et interpeller la classe politique. Les campagnes innovantes ont l'avantage de surprendre, de changer les règles du jeu et d'être plus intéressantes et attrayantes aux yeux de la population. Souvent, les groupes environnementaux ont l'avantage de l'expertise. La connaissance et la maîtrise des dossiers sont des éléments importants dans la réussite des campagnes. Le mouvement environnemental possède une grande expertise environnementale, mais il ne doit pas négliger l'importance de l'expertise économique. Des dossiers parfaitement maîtrisés doivent comprendre des arguments économiques solides afin de convaincre les décideurs en des termes semblables à ceux des promoteurs et des groupes économiques qui poussent les projets de développement souvent critiqués.

Le manque de ressources financières et, partant, de ressources humaines constitue un des grands points faibles des campagnes environnementales, en ce qu'il limite la portée de leurs actions. Les campagnes sont souvent menées par une poignée de bénévoles qui doivent conjuguer plusieurs responsabilités à la fois. L'essoufflement des bénévoles est mentionné à plusieurs reprises lors des entrevues comme pouvant miner le succès des campagnes. Celles-ci souffrent donc d'un manque de ressources financières conjugué à un manque de ressources humaines disponibles, qualifiées et impliquées entièrement dans la campagne.

Un constat ressort : le travail est toujours à recommencer. Il est vrai que des avancées importantes sont réalisées, mais les campagnes permettent de faire des gains qui sont plus souvent ponctuels que permanents. Cela est dû entre autres aux changements fréquents de gouvernements et, dans la foulée, à la nécessité de sans cesse regagner la sympathie des acteurs politiques. La question de l'évolution des mentalités dans la société entre également en ligne de compte. Cette évolution se fait très lentement et demande des efforts renouvelés de la part des groupes environnementaux qui font office de chiens de garde, s'assurant que les mentalités continuent à changer au fil du temps. En ce sens, les comités citoyens sont essentiels puisqu'ils sont profondément ancrés dans le quotidien des gens et habitent intimement le territoire à l'échelle locale.

Les quatre campagnes mettent en œuvre trois types d'actions de la typologie de Chaloux et Dostie-Goulet (2016), soit les deux types de protestation collective, les pressions externes directes et les pressions externes indirectes, et la participation institutionnelle à la décision politique. Aucun des types d'actions ne

semble plus efficace qu'un autre à la lumière de cette analyse. Ce sont la diversité et la multiplication des actions et des stratégies qui feraient la force d'une campagne.

D'autres facteurs clés de la réussite d'une campagne, outre ceux déjà mentionnés, sont nommés par les intervenants et l'intervenante rencontrés. Ceux-ci ont été colligés avec les facteurs recensés par l'ensemble des intervenantes et intervenants. Dans le tableau 5.2, les réponses semblables sont réunies dans de grandes catégories qui sont ensuite subdivisées en mesures et effets concrets. Les éléments cernés sont également séparés en deux catégories : facteurs critiques, qui correspondent aux éléments sur lesquels les intervenantes et intervenants ont le plus insisté, et facteurs secondaires, qui sont très importants sans toutefois faire consensus chez les intervenantes et intervenants.

Des facteurs clés analysés précédemment, ceux qui ressortent comme étant critiques sont la formation de coalitions, la crédibilité et l'expertise des groupes, la capacité à créer des narratifs percutants, et la multiplication des stratégies. À ceux-ci s'ajoute celui d'assurer une présence sur le terrain, c'est-à-dire de mobiliser les comités et la population qui occupent le territoire tout en conservant un contact personnel entre les comités et les plus grands groupes, mais aussi entre les comités et les représentantes et représentants élus locaux et régionaux (A. Bélisle, entrevue téléphonique, 23 janvier 2019; M. Chatelain, entrevue en personne, 21 janvier 2019; H. Jacob, entrevue téléphonique, 25 janvier 2019; O. Sarrazin, entrevue par Skype, 24 janvier 2019; C. Simard, entrevue par Skype, 25 janvier 2019). Ce facteur permettrait de garder la campagne ancrée dans la réalité du territoire et des populations locales et d'exercer une pression directe là où cela est crucial.

**Tableau 5.2 Facteurs clés de réussite d'une campagne selon des actrices et acteurs du mouvement environnemental**

FACTEURS CLÉS		DESCRIPTION
Facteurs critiques	<b>Coalitions et alliances</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Créer des appuis dans la communauté</li> <li>- Trouver des alliés</li> <li>- Adhésion du milieu, cocréation</li> <li>- Fédérer les appuis à tous les niveaux</li> <li>- Approche collaborative</li> </ul>
	<b>Crédibilité et expertise</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Argumentaire basé sur le consensus scientifique</li> <li>- Analyse technique et économique juste</li> <li>- Inspiration de réussites à l'international</li> <li>- Connaissance et maîtrise des dossiers</li> <li>- Expérience et expertise des employés/bénévoles</li> </ul>
	<b>Mobilisation terrain</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Présence sur le terrain</li> <li>- Contact personnel</li> <li>- Comités citoyens présents et connus de la municipalité/région</li> </ul>
	<b>Multiplication des stratégies</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Explorer toutes les avenues</li> <li>- Évaluer tous les risques</li> </ul>
	<b>Narratif</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Positionnement</li> <li>- Créer un récit fort et évocateur</li> <li>- Expérience à portée transformatrice</li> <li>- Importance de la symbolique</li> </ul>
Facteurs secondaires	<b>Appropriation et autonomisation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Population responsable des choix, groupes environnementaux ont un rôle d'appui</li> <li>- Création d'outils</li> <li>- Liberté et personnalisation des campagnes selon les contextes régionaux et locaux</li> </ul>
	<b>Communication</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Message bien formaté et discours structuré</li> <li>- Présence importante dans les médias</li> <li>- Partage d'information</li> </ul>
	<b>Contexte externe</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Momentum</i> lié à des catastrophes naturelles, des projets controversés, des sujets à la mode...</li> <li>- Évolution des mentalités et des politiques publiques</li> <li>- Conserver une flexibilité pour réagir à l'actualité</li> </ul>
	<b>Créativité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Démarquer, faire la nouvelle</li> </ul>
	<b>Modèle alternatif</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Proposer un projet positif, une vision porteuse</li> <li>- Donner envie aux gens d'embarquer</li> </ul>
	<b>Objectifs précis et quantifiables</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Donner une direction claire et cohérente</li> <li>- Évaluer l'avancement et l'atteinte des objectifs</li> </ul>
	<b>Population informée</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prise de décisions éclairée</li> <li>- Information liée à la vie quotidienne des gens</li> </ul>

D'autres facteurs clés contribuent au succès d'une campagne, quoique ceux-ci peuvent être secondaires. Une bonne communication est citée comme étant un élément qui contribue à la réussite. Construire un message percutant et un discours structuré tout en ayant une bonne présence dans les médias ferait en sorte que l'information soit bien propagée et que les tenants et aboutissants de la campagne soient largement connus (M. Chatelain, entrevue en personne, 21 janvier 2019; K. Mayrand, entrevue en personne, 18 février 2019; C. Simard, entrevue par Skype, 25 janvier 2019; A. Yank, entrevue en personne, 20 janvier 2019). Une bonne communication est aussi liée à une population bien informée. En effet, il serait avantageux de bien informer la population, de lui fournir des renseignements adéquats lui permettant de prendre des décisions éclairées (A. Bélisle, entrevue téléphonique, 23 janvier 2019; H. Jacob, entrevue téléphonique, 25 janvier 2019). De plus, une campagne crédible ainsi qu'une très bonne connaissance du dossier augmentent les chances de réussite. Ainsi, les argumentaires basés sur le consensus scientifique et sur des données techniques et économiques fiables, tout comme des solutions inspirées de ce qui se fait ailleurs sont des éléments clés (H. Jacob, entrevue téléphonique, 25 janvier 2019; K. Mayrand, entrevue en personne, 18 février 2019; S. Ribaux, entrevue en personne, 17 janvier 2019; O. Sarrazin, entrevue par Skype, 24 janvier 2019; C. Simard, entrevue par Skype, 25 janvier 2019). Un autre facteur mentionné est la capacité à créer des outils que peuvent s'approprier des comités locaux pour autonomiser les citoyennes et citoyens (C. Gauthier, entrevue par Skype, 29 janvier 2019; H. Jacob, entrevue téléphonique, 25 janvier 2019; K. Mayrand, entrevue en personne, 18 février 2019; A. Yank, entrevue en personne, 20 janvier 2019). Les comités locaux et régionaux jouissent ainsi d'une plus grande latitude pour la personnalisation des campagnes. Cela dit, les campagnes sont également soumises à des circonstances externes qui influencent favorablement ou non leur issue (M. Chatelain, entrevue en personne, 21 janvier 2019; A. Yank, entrevue en personne, 20 janvier 2019).

Les quatre campagnes analysées se sont donc révélées efficaces et ont atteint une majorité de leurs objectifs. Elles auraient par ailleurs pu être optimisées en alliant plusieurs facteurs clés. Il demeure que le mouvement environnemental n'arrive pas à gagner toutes ses batailles, son pouvoir d'influence étant limité. La prochaine section se penche sur le pouvoir d'influence du mouvement et pose un diagnostic plus large sur le mouvement environnemental et son efficacité dans le contexte québécois.



## 6. ANALYSE DE L'INFLUENCE DU MOUVEMENT ENVIRONNEMENTAL QUÉBÉCOIS

Le mouvement environnemental québécois, en dépit d'un état de santé qui fluctue au fil du temps, parvient à changer les choses comme en témoignent les campagnes analysées précédemment. Il appert donc que le mouvement a une raison d'être, il comble un vide dans la société comme en politique (Nyks, 2016). Il y a lieu de comprendre comment le mouvement peut occuper cet espace, et même au-delà, afin d'exercer une influence accrue sur les décisions prises collectivement. L'analyse de la santé du mouvement et des campagnes a permis de faire ressortir des aspects positifs et négatifs, et l'analyse des dynamiques d'influence de mieux comprendre les stratégies qui peuvent éventuellement lui être utiles. La présente section vise à rassembler les constats des chapitres précédents ainsi que d'autres éléments tirés de la littérature et des entrevues, afin de poser un diagnostic global relativement au mouvement environnemental québécois.

### 6.1 Analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces

Le diagnostic est établi à l'aide d'une analyse FFOM. Celle-ci se fait sous quatre angles, à savoir les forces, faiblesses, opportunités et menaces caractérisant le mouvement environnemental québécois. Les forces sont des facteurs internes au mouvement englobant ce que le mouvement fait bien et ce qui lui donne sa force de frappe. Les faiblesses sont également internes au mouvement et sont des facteurs qui le freinent, qui lui nuisent dans son efficacité et son pouvoir d'influence. Les opportunités sont des facteurs plutôt externes au mouvement qui créent un contexte favorable et qui sont susceptibles de lui fournir un appui. Les menaces, quant à elles, sont des facteurs externes qui ne sont pas du ressort direct du mouvement et qui peuvent lui nuire et l'empêcher d'atteindre ses objectifs. (ONU Femmes, 2012)

Les forces, faiblesses, opportunités et menaces figurant dans le tableau 6.1 sont détaillées les unes à la suite des autres dans les quatre sous-sections qui suivent.

**Tableau 6.1 Analyse FFOM du pouvoir d'influence du mouvement environnemental québécois**

<b>FORCES</b>	Mobilisation	<b>FAIBLESSES</b>	Structure interne
	Coalitions		Posture d'opposition
	Symbolisme		Ressources
	Expertise		Cohérence
<b>OPPORTUNITÉS</b>		<b>MENACES</b>	Cadrage
	Ouverture politique municipale		Contexte sociopolitique
	Appropriation		Manque d'information
	Conservatisme		Écofatigue
	Radicalisme		Individualisme
			Court-termisme

### **6.1.1 Forces**

Le mouvement environnemental, qui grossit au fil des ans et arrive à gagner plusieurs batailles, a des forces certaines. Celles-ci peuvent être groupées en quatre grandes catégories : mobilisation, coalitions, symbolisme et expertise.

#### **Forte mobilisation**

La mobilisation au sein du mouvement environnemental est forte. Le mouvement bénéficie de l'implication soutenue des gens qui le composent et, de plus en plus, d'une grande mobilisation sur le terrain. D'ailleurs, des intervenantes et intervenants affirment que les groupes les plus efficaces et actifs à l'heure actuelle sont ceux qui font uniquement de la mobilisation (K. Mayrand, entrevue téléphonique, 3 avril 2019). Ils bénéficient d'un mouvement citoyen qui explose, comme en témoignent notamment les multiples groupes nés depuis 2018 au Québec, dont toutes les déclinaisons de La planète s'invite... La forte mobilisation sur le terrain insuffle sans contredit du dynamisme, de l'énergie et de la force au mouvement.

Cette mobilisation est d'autant plus importante qu'elle est étendue, au Québec comme ailleurs dans le monde. Le mouvement environnemental se décline en mouvements citoyens mondiaux qui agissent simultanément, exerçant des pressions en de nombreux endroits à la fois (Nyks, 2016). Ces mouvements citoyens mondiaux arrivent à faire sortir les gens dans les rues, comme cela a été le cas le 15 mars 2019 lors de la grève mondiale pour le climat (ENJEU, 2019). Ils parviennent également à créer un élan au sein des populations locales en vue de dénoncer des projets susceptibles d'altérer l'intégrité du territoire et d'affecter la santé humaine, comme dans le cadre de la campagne de Coule pas chez nous.

La mobilisation traduit en outre un engouement citoyen accru. Il y a eu, ces dernières années, une évolution qualitative des propos qui peuvent être tenus. La réflexion progresse et de nouveaux thèmes, très peu présents il y a quelques années, intègrent le discours public. Celui de la décroissance en est un exemple manifeste (K. Mayrand, entrevue en personne, 18 février 2019). Le mouvement et la mobilisation profitent de cette évolution qui suscite au sein de la population une meilleure compréhension des enjeux et de l'engouement envers ces derniers. Le public aurait aujourd'hui une compréhension commune accrue des enjeux et des liens entre ces différents enjeux (A. Yank, entrevue en personne, 20 janvier 2019). L'engouement citoyen et la forte mobilisation s'alimentent donc mutuellement.

#### **Capacité à créer des coalitions**

D'une part, la force des coalitions se vit entre les groupes environnementaux qui arrivent de plus en plus à s'entraider. Plusieurs intervenantes et intervenants soulignent la meilleure cohésion entre les groupes environnementaux ces dernières années (M. Chatelain, entrevue en personne, 21 janvier 2019). Ils auraient aujourd'hui une meilleure capacité à travailler ensemble et à communiquer entre eux. Il existe d'ailleurs une table des directions des groupes environnementaux pour les principaux groupes

institutionnalisés, dont font partie Équiterre, la Fondation David Suzuki, Greenpeace et Nature Québec (K. Mayrand, entrevue en personne, 18 février 2019). Celle-ci a pour but de coordonner les actions et de garder les canaux de communication ouverts entre les différents groupes (C. Simard, entrevue par Skype, 25 janvier 2019). Cette synergie entre les groupes vient renforcer le mouvement environnemental.

D'autre part, le mouvement environnemental réussit également à créer des coalitions avec des groupes et des entités en dehors des cercles environnementaux. Les campagnes SWITCH, l'Alliance pour une économie verte et Coule pas chez nous ! Une bière pour nos rivières en témoignent. Cette capacité à créer des coalitions permet au mouvement environnemental de ratisser plus large et d'obtenir plus d'appuis.

### **Capacité à construire des récits symboliques**

Le mouvement environnemental a l'atout du narratif, c'est-à-dire la capacité de construire des récits à l'aide d'une symbolique forte. Par exemple, lorsque TransCanada a voulu construire un terminal maritime à Cacouna (Larouche, 2013, 12 novembre), les groupes environnementaux ont élaboré un récit percutant autour des grosses pétrolières contre les petits bélugas. Dans la capacité de livrer de bonnes communications et de positionner les enjeux en faveur d'une victoire pour l'environnement réside une grande force du mouvement. Cela peut lui conférer une grande influence sur les scènes politique et médiatique. Une autre grande force du mouvement se manifeste dans la prise de parole publique et dans la présence relativement importante dans les médias des enjeux et des groupes environnementaux. Selon Karel Mayrand, les groupes environnementaux arrivent à occuper l'univers médiatique de manière importante relativement à la taille des organisations (K. Mayrand, entrevue en personne, 18 février 2019). Grâce à des récits et à un symbolisme percutants, le mouvement arrive à avoir une bonne résonance médiatique.

### **Grande expertise scientifique**

L'expertise est l'un des facteurs clés de la réussite des campagnes environnementales. Il s'agit également de l'une des grandes forces du mouvement. Grâce à l'importante expertise qu'il a accumulée et à sa proximité avec la science, le mouvement jouit d'une bonne crédibilité. L'expertise et la crédibilité se conjuguent pour donner au mouvement la capacité d'influencer des décisions, les arguments basés sur des faits et des chiffres étant difficilement réfutables. À ce titre, l'influence est tant politique que médiatique.

#### **6.1.2 Faiblesses**

Plusieurs éléments freinent le mouvement et l'empêchent d'exercer une influence à l'échelle des changements que les groupes environnementaux voudraient voir se concrétiser. Les faiblesses du mouvement environnemental se situent dans une structure interne souvent déficiente, la posture d'opposition qu'il tend à adopter, des ressources insuffisantes, un manque de cohérence et le processus de cadrage des enjeux.

### **Structure interne déficiente**

Le mouvement environnemental souffre d'un manque de structure. Malgré l'amélioration de la communication et de la cohésion entre les groupes depuis quelques années, la structure interne du mouvement est instable et ne facilite pas les échanges entre les groupes de divers horizons. La multiplication des groupes et la diversité des causes et des enjeux portés mènent à une fragmentation du mouvement. Alors que quelques groupes fonctionnent plutôt bien, avec des ressources suffisantes et une bonne visibilité, plusieurs groupes et comités citoyens plus petits peinent à s'organiser et à durer dans le temps. Les groupes nationaux reposent sur une base peu solide formée de petits groupes et comités citoyens qui ont souvent peu de ressources. Cette base est pourtant très importante, car c'est toute l'action locale qui s'y trouve.

Parfois, les différences entre les groupes mènent à une forme de concurrence. Des conflits et des tensions existent quant aux méthodes et aux stratégies utilisées. Certains groupes ont recours à des actions directes qui peuvent aller jusqu'à la confrontation, alors que d'autres, ceux dits corporatistes ou institutionnalisés, se tiennent loin de ce genre d'actions. Le choix des stratégies est intimement lié aux ressources que détiennent les organisations. Une organisation aux ressources limitées n'a pas les mêmes stratégies et le même niveau d'analyse qu'une organisation aux ressources considérables, et part de points de vue assez différents. Il existe aussi une concurrence au niveau du financement et de la visibilité. La population et les fondations sont sollicitées par de nombreuses organisations à la fois, tandis que les subventions se font rares. Chaque dollar alloué à une organisation est donc un dollar en moins pour une autre. Cela crée parfois des tensions entre les groupes qui, malgré le fait qu'ils se parlent plus, semblent collaborer moins (S. Ribaux, entrevue en personne, 17 janvier 2019).

Les groupes ont aujourd'hui de la difficulté à travailler ensemble. Le mouvement environnemental, parce qu'il est en réalité composé de plusieurs mouvements, ne permet pas une mobilisation concertée et forte envers une cause commune. Bien que les groupes aient aujourd'hui plus de facilité à créer des coalitions, les campagnes sont encore souvent menées en silos, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas intégrées et ont chacune leur propre sollicitation (K. Mayrand, entrevue en personne, 18 février 2019). Au-delà des coalitions ponctuelles, les organisations n'ont pas développé de structures qui permettraient de travailler ensemble sur des enjeux afin de créer un message commun, de tirer parti de ressources limitées et d'adopter une position unifiée sur les enjeux environnementaux (Carter, 2011). La structure interne déficiente du mouvement environnemental québécois crée des polarisations et des fractionnements, et nuit ultimement à la cause commune.

### **Posture d'opposition**

Le mouvement environnemental est souvent perçu comme un mouvement très réactif qui se positionne systématiquement contre tout. En tentant à raison de mettre fin à des projets polluants ou non désirés par

la population, le mouvement environnemental adopte souvent une posture d'opposition empreinte de négativité. Cette posture, et les mauvaises perceptions qui y sont associées, le dessert, comme en témoignent certaines critiques dont il fait l'objet et des réticences à y adhérer sous prétexte que sa posture d'opposition est contre-productive.

### **Manque de ressources**

Le manque de ressources au sein du mouvement est un enjeu souvent mentionné, à commencer par le manque de ressources financières. Sans subvention statutaire, la majorité des groupes vivent dans une relative pauvreté qui circonscrit l'étendue des activités qu'ils peuvent entreprendre. Les fonds sont rares et la recherche de financement est constamment à recommencer. Le manque de ressources financières est certes plus criant pour les petits groupes et comités citoyens, mais les grandes organisations sont elles aussi en proie à cette contrainte.

Les groupes sont aussi confrontés à une pénurie de ressources humaines. Alors qu'une poignée d'organisations ont des employés à temps plein, la majorité des groupes reposent sur le travail bénévole. Bien que motivés, les bénévoles risquent l'essoufflement en accumulant les responsabilités. Leur travail est essentiel, mais ne s'appuie pas nécessairement sur une grande expertise en environnement ou dans la création de changement. Il est ainsi difficile d'exercer une influence significative pour stimuler des changements en profondeur.

Le mouvement environnemental est grandement limité par le peu de ressources dont il dispose. Cela se reflète dans la pauvreté des organisations qui le composent, mais également dans les actions et les campagnes que celles-ci peuvent organiser et dans leur exécution. Les ressources ne sont pas suffisantes pour soutenir durablement des campagnes et des projets. Le mouvement laisse passer des opportunités depuis plusieurs années, puisque les ressources ne sont pas au rendez-vous.

### **Cohérence : objectifs et portée des actions**

Il existe une faiblesse sur le plan de la cohérence entre les objectifs et les moyens dans le mouvement environnemental. Alors que les objectifs ou la mission des organisations visent des changements en profondeur, les moyens pris pour les réaliser ne semblent pas porter leurs fruits. L'enjeu le plus présent au sein des organisations communautaires, selon une étude réalisée en 2017 (Massé, Leblanc et Saint-Hilaire Gravel), est l'éducation environnementale. L'éducation est certes importante et peut contribuer à long terme à des changements importants, mais pour changer en profondeur la société, c'est plutôt vers le système et les politiques publiques qu'il faut se tourner. Il en va de même pour le concept de développement durable mis de l'avant par plusieurs groupes institutionnalisés. Celui-ci s'inscrit dans une stratégie de conciliation qui tarde encore aujourd'hui à faire ses preuves. Les actions prises ne sont pas fondamentales et ne permettent pas de changement de paradigme, objectif pourtant cité par nombre de groupes

environnementaux. En réalité, ceux-ci ne sont pas outillés pour défendre des enjeux de cette nature. Ils n'ont pas l'expertise en sciences comportementales ou en psychologie qui serait nécessaire pour effectuer des changements profonds dans la société. Ainsi, les luttes sont souvent menées en surface et sont constamment à recommencer.

### **Processus de cadrage des enjeux**

La dernière faiblesse relevée se trouve dans le processus de cadrage des enjeux environnementaux, surtout en matière de changements climatiques. L'environnement est encore considéré comme un enjeu isolé et secondaire, d'importance moindre que l'économie ou la santé, par exemple. Le mouvement vit en quelque sorte une crise identitaire ces dernières années : pour quoi et pour qui se bat-il ? Il a de la difficulté à rallier la population autour d'une identité et d'une cause fortes. Tel que soulevé par McAdam (2017), l'enjeu est difficilement approprié par un groupe identitaire, il ne suscite que très peu d'émotions fortes comme la peur ou la colère, et il n'est pas considéré comme fondamental ou systémique. Les groupes environnementaux font face à un défi : créer un sentiment de communauté afin de susciter l'appropriation de l'enjeu au sein de la société.

#### **6.1.3 Opportunités**

Le mouvement environnemental a ses forces et ses faiblesses internes, tout en étant soumis à des facteurs externes qui influencent sa portée et sa force de frappe. Plusieurs opportunités pourraient l'aider à maximiser son pouvoir d'influence. Celles-ci comprennent une ouverture politique, des possibilités d'appropriation, la montée du conservatisme et le radicalisme.

#### **Ouverture politique municipale**

Plusieurs intervenantes et intervenants ont souligné une plus grande ouverture ces dernières années de la part des divers ordres de gouvernement. Au Québec, une évolution dans les mentalités de la classe politique est constatée au fil des ans. Cette plus grande écoute acquise de chaude lutte doit être saisie et exploitée. Les conseils municipaux semblent offrir un potentiel particulier à ce titre. Avec l'adoption généralisée de la DUC et les conséquences concrètes des changements climatiques vécues sur le terrain, l'échelon municipal présente de grandes opportunités pour le mouvement environnemental.

#### **Appropriation des enjeux par les jeunes**

La récente énergie déployée par des groupes citoyens qui se sont formés partout dans la province est une occasion à saisir pour le mouvement. Il y a un regain manifeste sur les plans de la sensibilisation, la conscientisation et la mobilisation, et l'urgence d'agir se fait de plus en plus sentir. En outre, plusieurs collectifs sont nés pour faire entendre la voix unifiée de la jeunesse, entre autres La planète s'invite à l'université, La planète s'invite à l'école, Devoir environnemental collectif ou Pour le futur. Il y a là une occasion exceptionnelle d'appropriation de l'enjeu par un groupe défini de la population, soit les jeunes et

surtout la communauté étudiante, et de création d'un narratif fort autour de l'urgence d'agir dans un horizon temporel rapproché. Il est aujourd'hui question d'équité intergénérationnelle et de qualité de vie de générations actuelles et non plus futures.

### **Montée du conservatisme**

Il y a une montée du conservatisme en Occident depuis quelques années. L'élection de Donald Trump aux États-Unis en 2016 en est l'exemple le plus frappant. Au Canada, plusieurs provinces ont élu des gouvernements de droite, par exemple l'Ontario, le Québec, le Nouveau-Brunswick et l'Alberta. Les élections fédérales canadiennes d'octobre 2019 pourraient également porter au pouvoir un gouvernement du Parti conservateur du Canada. Cet environnement politique a déjà des effets néfastes. Donald Trump a notamment pris la décision, en 2017, de retirer les États-Unis de l'Accord de Paris (Shear, 2017, 1<sup>er</sup> juin). Toutefois, ce genre d'événement peut être perçu comme une opportunité. Dans une entrevue, le sociologue Doug McAdam affirmait : « Aussi impensable que soit la décision du président Trump de se retirer de l'Accord de Paris, elle offre aux groupes environnementaux une occasion claire de se mobiliser autour de la menace que représentent ses actions » (traduction libre de : Martinovich, 2017). Il ajoute que « cela permettrait également à ces groupes de s'appropriier toute l'opposition généralisée et la colère contre Trump au nom de l'enjeu des changements climatiques » (traduction libre de : Martinovich, 2017). Ainsi, la montée du conservatisme offre une opportunité d'appropriation de l'enjeu et de mobilisation contre un ennemi réel.

### **Radicalisme**

Finalement, la récente montée de groupes radicaux, tels que le mouvement anglais Extinction Rebellion aujourd'hui implanté au Québec, peut s'avérer une opportunité pour le mouvement. Ces groupes qui sont considérés comme plus extrémistes et dont les moyens et messages rejoignent une minorité de personnes ont une utilité. Le *radical flank effect*, littéralement l'effet de flanc radical ou l'effet de bord radical, est un phénomène de la sociologie des mouvements sociaux selon lequel « la présence d'une aile radicale est en général bénéfique pour les organisations de mouvement social modérées » (Revillard, 2003). Les groupes plus radicaux mettent en lumière les problèmes, forçant ainsi les décideurs à travailler avec les groupes plus modérés pour trouver des solutions (Spicer, 2019, 19 avril). C'est ainsi que la présence et le militantisme de groupes radicaux en environnement, bien qu'encore rares, peuvent contribuer à la mise à l'agenda de l'enjeu et, partant, à radicaliser dans une certaine mesure la conversation et les positions des groupes environnementaux et des décideurs.

#### **6.1.4 Menaces**

Le mouvement environnemental québécois fait face à des facteurs externes qui l'empêchent de se déployer pleinement ou qui risquent de lui mettre des bâtons dans les roues. Ces menaces comprennent le contexte

sociopolitique défavorable, une population peu informée, l'écofatigue, ainsi que l'individualisme et le court-termisme qui règnent dans la société.

### **Contexte sociopolitique**

Le contexte politique est changeant et ne peut pas être défini comme une menace perpétuelle. Il existe toutefois des éléments qui sont demeurés plus ou moins stables ces dernières années et qui ne favorisent en rien le mouvement environnemental. Tout d'abord, l'enjeu de l'environnement est encore aujourd'hui un enjeu partisan. Bien que les partis politiques de tous horizons y soient sensibilisés, ce sont les partis de gauche qui détiennent les plateformes environnementales les plus sérieuses. Les changements de gouvernement et la montée du conservatisme constituent donc des risques pour l'évolution du mouvement au Québec.

Ensuite, le gouvernement québécois actuel a à sa disposition des outils déficients comme le Fonds vert, la politique gouvernementale sur l'action communautaire ou le budget consacré à l'environnement. Un nouveau plan en matière d'action communautaire était demandé depuis plusieurs années par les groupes communautaires, dont une partie est constituée de groupes environnementaux (Lévesque, 2019, 20 février). Ce plan vise une meilleure reconnaissance des organismes qui ont de la difficulté à subsister avec les moyens dont ils disposent. Le Fonds vert, quant à lui, a essuyé de vives critiques ces dernières années. Le Conseil de gestion du Fonds vert (2018) estime que le Fonds n'atteint pas ses objectifs qui sont de « favoriser le développement durable du Québec par la protection de l'environnement, la préservation de la biodiversité et la lutte contre les changements climatiques » (Conseil de gestion du Fonds vert, s. d.). Finalement, le budget du gouvernement dessert l'environnement, en y accordant un caractère secondaire et en y allouant moins de 1 % des dépenses dans l'exercice 2019-2020 (Gouvernement du Québec, 2019). Ces outils posent problème, soit dans la manière dont ils sont construits ou dans la manière dont ils sont utilisés, et font en sorte que les groupes environnementaux, en plus de se battre contre les entreprises, doivent parfois aussi se battre contre les gouvernements (Asselin, 2015).

Le contexte sociopolitique est également caractérisé par un énorme manque de ressources. Cet enjeu a été abordé dans les faiblesses du mouvement, mais s'y ajoutent des menaces externes. Les organisations environnementales n'ont pas beaucoup de moyens et les sources de financement sur lesquelles elles comptent sont instables. Les fondations sont de moins en moins fidèles, tandis qu'une tendance au désengagement de l'État a été constatée au cours de la dernière décennie (M. Chatelain, entrevue en personne, 21 janvier 2019; C. Simard, entrevue par Skype, 25 janvier 2019). En outre, le financement gouvernemental est lié à des impératifs qui minent la liberté d'expression des groupes environnementaux (A. Bélisle, entrevue téléphonique, 23 janvier 2019; L. Kurdi, entrevue téléphonique, 1<sup>er</sup> février 2019). Ce manque de ressources est exacerbé par le contrepoids important des lobbies pétroliers et gaziers et d'autres lobbies économiques. Ceux-ci possèdent beaucoup plus de ressources et de pouvoir, et ont un



meilleur accès aux décideurs. En comparaison, le mouvement environnemental est un véritable poids plume (A. Bélisle, entrevue téléphonique, 23 janvier 2019; Martinovich, 2017; Ratner, 2018).

### **Manque d'information**

Le manque d'information au sein de la population est une autre menace pour le mouvement environnemental. Il faut que la population comprenne bien l'enjeu pour pouvoir contribuer aux solutions et accepter les éventuelles contraintes qui pourraient en découler. Une étude dirigée par Erick Lachapelle, professeur agrégé au département de science politique de l'Université de Montréal, a révélé que « dans leur “bassin limité de préoccupations” [...] peu de Canadiens se soucient suffisamment du réchauffement climatique pour se renseigner à son sujet » et que « de larges segments de la population canadienne ne connaissent pas clairement les causes, les conséquences et les solutions politiques qui peuvent être mises en œuvre » (Lachapelle et al., 2015). Une population peu informée peut donc ralentir le mouvement environnemental en refusant d'adopter des changements qu'elle ne comprend pas ou de militer pour ces changements, même s'ils sont jugés essentiels.

### **Écofatigue**

La mobilisation et la sensibilisation de la population ont des limites. Celles-ci peuvent prendre la forme d'une écofatigue, soit une fatigue liée à une hypersollicitation. Les groupes environnementaux doivent donc être soucieux des limites des citoyennes et citoyens en matière de sollicitation. Comme le mouvement environnemental dépend en grande partie du public pour la mobilisation et les dons, l'écofatigue est pour lui un danger réel.

### **Culture de l'individualisme**

La culture de l'individualisme qui domine partout en Occident crée des dispositions contre-productives pour le mouvement environnemental. McAdam l'explique bien dans son ouvrage : « Les humains sont des êtres d'habitude, profondément investis dans les routines acquises, les normes comportementales et les visions du monde établies qui structurent nos vies » (traduction libre de : McAdam, 2017). Ces éléments font grandement obstacle au changement, particulièrement au changement en profondeur qui est pourtant considéré comme essentiel par plusieurs groupes environnementaux. Il n'est pas facile de susciter un changement sur les plans des habitudes, routines, normes, comportements et visions du monde. Or, le statu quo à ces titres est une réelle menace qui pèse sur la vigueur et le succès du mouvement environnemental.

### **Court-termisme**

Le diktat du court terme mène à une inaction politique en matière d'environnement. Il existe encore une opposition entre court terme et long terme, entre économie et environnement. Le système actuel privilégie la santé économique à court terme au détriment de l'environnement. En outre, les gouvernements, qui

cherchent à se faire réélire tous les quatre ans, se concentrent davantage sur des mesures à court terme qui favoriseront leur réélection. Ainsi, les décideurs perdent un temps précieux dans la lutte contre les changements climatiques et pour la protection de l'environnement. Cette dynamique de court-termisme cause de l'inaction d'un côté et un sentiment de course contre la montre, voire de manque de temps, de l'autre.

Aux éléments nommés dans ce chapitre, plusieurs autres pourraient sans doute s'ajouter. En effet, selon les différentes théories de réussite et d'échec des mouvements sociaux, une variété de phénomènes sont gages de leur efficacité et de leur succès. Le modèle des mouvements sociaux, aussi nommé la théorie de la mobilisation des ressources, postule que les forces internes des mouvements sont responsables des changements produits dans les politiques publiques (Guigni, 2009). Selon le modèle économique, ce sont plutôt les conditions économiques d'un pays qui mènent à l'émergence des mouvements et aux changements dans les politiques publiques (Guigni, 2009). Le modèle de médiation politique, pour sa part, énonce que « l'impact des mouvements dépend de leur organisation et de leur niveau de mobilisation, mais il est favorisé par certaines conditions ayant trait à la structure des opportunités politiques » (Guigni, 2009). Les facteurs internes au mouvement sont certes de première importance, mais il demeure que le mouvement sera toujours soumis à des conditions externes qui peuvent être avantageuses ou non. Le contexte externe peut comprendre l'influence de la situation politique, le rôle des alliés ou l'opinion publique (Guigni, 2009). Étant extérieurs, ces éléments sont difficiles à contrôler et peuvent être imprévisibles. Il importe cependant d'en tenir compte dans l'élaboration de recommandations.

## 7. OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS : OPTIMISER L'INFLUENCE DU MOUVEMENT ENVIRONNEMENTAL

Le mouvement environnemental réussit à gagner plusieurs batailles sur des enjeux précis, mais manque aujourd'hui de pouvoir pour influencer de manière fondamentale les politiques publiques. Les faiblesses du mouvement et les menaces auxquelles il fait face le freinent dans la mise en œuvre de changements en profondeur. Il a toutefois la possibilité d'utiliser ses forces et les opportunités qui se présentent comme des leviers pour accroître l'impact de ses actions. La présente section vise à rassembler les éléments analysés et à formuler des recommandations en vue d'optimiser le pouvoir d'influence du mouvement environnemental québécois. Dans un premier temps, des constats issus de l'analyse FFOM sont posés. Dans un deuxième temps, huit recommandations découlant de ces constats sont formulées. Ces recommandations sont groupées en deux catégories : six recommandations à l'intention des groupes environnementaux et de leurs dirigeantes et dirigeants, et deux recommandations générales visant des actrices et acteurs qui ont le potentiel d'aider le mouvement environnemental de l'extérieur.

### 7.1 Constats : freins à l'action et possibilités pour une efficacité d'action accrue du mouvement environnemental

L'analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces permet de dresser plusieurs constats relativement au mouvement environnemental québécois. Ces constats sont issus d'un regroupement des idées et d'un recoupement de certains facteurs de l'analyse. Six constats paraissent particulièrement importants concernant les thématiques suivantes : structure et ressources, structure et mobilisation, communication et cadrage, ouverture politique municipale et mobilisation, posture d'opposition et négativité, et expertise et changements profonds. Ces constats serviront d'assises aux recommandations.

#### Structure et ressources

La fragmentation, la concurrence et la difficulté à travailler ensemble, jumelées à un manque de ressources tant financières qu'humaines, placent les groupes environnementaux dans une situation précaire et instable. S'y ajoute un contexte politique qui n'est ni favorable à l'action environnementale ni aidant, financièrement ou d'autres manières, pour le mouvement. Il demeure que le mouvement environnemental québécois a eu des victoires dans le passé et en aura sans aucun doute d'autres. À ce stade-ci, toutefois, les groupes qui le composent auraient grand intérêt à explorer des façons de mieux travailler de concert et de s'entraider en fonction d'une cause commune. Les éléments clés de ce constat sont résumés dans le tableau 7.1.

**Tableau 7.1 Force, faiblesses et menace menant à un constat sur la structure et les ressources**

Force	Faiblesses	Menace
Coalitions	Structure interne	Contexte sociopolitique
	Ressources	

### Structure et mobilisation

Le mouvement environnemental souffre d'un manque de cohérence entre les objectifs fixés et les moyens utilisés. La concurrence entre les groupes et leur polarisation exacerbent cette faiblesse à laquelle s'ajoutent les menaces d'écofatigue liée à la sursollicitation et de manque d'information au sein de la population. La capacité de mobilisation du mouvement est une force vive qui, canalisée de manière optimale et appuyée par une montée du radicalisme, pourrait avoir un impact grandement accru. Les éléments clés de ce constat sont résumés dans le tableau 7.2.

**Tableau 7.2 Force, faiblesses, opportunité et menaces menant à un constat sur la structure et la mobilisation**

Force	Faiblesses	Opportunité	Menaces
Mobilisation	Structure interne	Radicalisme	Manque d'information
	Cohérence		Écofatigue

### Communication et cadrage

Le mouvement environnemental souffre d'un processus de cadrage déficient. Le manque d'information au sein de la population, la culture de l'individualisme et le court-termisme contribuent à rendre la tâche difficile pour les groupes environnementaux. La montée du conservatisme, la capacité à construire des récits forts et les occasions d'appropriation constituent cependant de nouvelles avenues à exploiter pour le mouvement. Les éléments clés de ce constat sont résumés dans le tableau 7.3.

**Tableau 7.3 Force, faiblesse, opportunités et menaces menant à un constat sur la communication et le cadrage**

Force	Faiblesse	Opportunités	Menaces
Symbolisme	Cadrage	Conservatisme	Manque d'information
		Appropriation	Individualisme
			Court-termisme

### Ouverture politique municipale et mobilisation

Le contexte sociopolitique est actuellement défavorable pour le mouvement environnemental, surtout sur les scènes provinciale et fédérale. Il semble toutefois y avoir une certaine ouverture politique aux échelons plus proches de la population, le tout lié à la capacité de mobilisation évoquée précédemment. Les éléments clés de ce constat sont résumés dans le tableau 7.4.

**Tableau 7.4 Force, opportunité et menace menant à un constat sur l'ouverture politique municipale et la mobilisation**

Force	Opportunité	Menace
Mobilisation	Ouverture politique municipale	Contexte sociopolitique

### **Opposition et négativité**

L'une des grandes faiblesses du mouvement environnemental est sa posture d'opposition, et la négativité dont elle semble empreinte pour la population. Le mouvement aurait donc avantage à trouver des manières de changer le message et de cheminer vers moins d'opposition et plus de positivisme. Afin d'éviter de créer de l'écofatigue, le mouvement peut miser sur un symbolisme fort et des occasions d'appropriation des enjeux. Les éléments clés de ce constat sont résumés dans le tableau 7.5.

**Tableau 7.5 Force, faiblesse, opportunité et menace menant à un constat sur la posture d'opposition et la négativité**

Force	Faiblesse	Opportunité	Menace
Symbolisme	Posture d'opposition	Appropriation	Écofatigue

### **Expertise et changements profonds**

Un processus de cadrage déficient jumelé à la culture d'individualisme constitue un défi pour le mouvement environnemental. Ceci pose la question de l'expertise disponible dans le mouvement. Au fil des années, le mouvement s'est construit une grande expertise environnementale, scientifique et même sociale et économique. Cette expertise ne répond cependant peut-être pas aux besoins actuels. Les éléments clés de ce constat sont résumés dans le tableau 7.6.

**Tableau 7.6 Force, faiblesse et menace menant à un constat sur l'expertise et les changements profonds**

Force	Faiblesse	Menace
Expertise	Cadrage	Individualisme

Les six constats émis mettent en lumière des problématiques auxquelles le mouvement environnemental fait face tout en soulignant des possibilités d'actions et de stratégies. Ces constats mènent à la formulation de recommandations qui visent à résoudre les problématiques et à tirer profit des possibilités.

## **7.2 Recommandations à l'intention des groupes environnementaux et de leurs dirigeantes et dirigeants**

Les groupes environnementaux sont au cœur du mouvement environnemental et, en raison de leur structure et de leur mission, sont les entités susceptibles de cerner des enjeux et de les défendre. Bien que

chaque groupe compte plusieurs réussites à son actif, leur pouvoir d'influence pourrait tout de même être amplifié. Ce pouvoir d'influence est d'autant plus important que l'urgence d'agir face aux changements climatiques est aujourd'hui absolue. Les recommandations à l'intention des groupes environnementaux sont les suivantes : converger et créer des alliances durables, travailler à plusieurs niveaux en parallèle, informer davantage la population et communiquer autrement, miser sur le niveau municipal, mettre en place des actions positives et, enfin, faire appel à de nouvelles expertises. Ces recommandations, qui ont toutes un niveau de priorité équivalent, sont résumées dans le tableau 7.7. Chacune d'entre elles est détaillée dans les sous-sections qui suivent.

**Tableau 7.7 Constats et recommandations à l'intention des groupes environnementaux**

CONSTATS	Structure et ressources	RECOMMANDATIONS	Converger et créer des alliances durables
	Structure et mobilisation		Travailler à plusieurs niveaux en parallèle
	Communication et cadrage		Informer davantage et communiquer autrement
	Ouverture politique municipale et mobilisation		Miser sur le municipal
	Opposition et négativité		Mettre en place des actions positives
	Expertise et changements profonds		Faire appel à de nouvelles expertises

### 7.2.1 Converger et créer des alliances durables

Partant du constat que la structure interne du mouvement environnemental ne favorise pas le travail de concert et que le manque de ressources le handicape grandement, le mouvement aurait intérêt à miser davantage sur une de ses forces : la capacité à former des coalitions. Les groupes environnementaux gagneraient à aller vers une plus grande convergence, et ce, à tous les niveaux : de la mise en commun des ressources aux alliances internationales, en passant par des coalitions d'actrices et acteurs de tous les horizons et une plus grande convergence des luttes.

En travaillant de concert dans une plus large mesure, les groupes pourraient plus facilement diffuser haut et fort un message commun clair, tandis que la mutualisation des ressources leur donnerait une plus grande force de frappe. Les fronts communs offrent une structure intéressante pour unifier le mouvement, comme en témoigne l'ancien Front commun pour un débat public sur l'énergie. L'actuel Front commun pour la transition énergétique, par exemple, pourrait grossir ses rangs. Cette structure permet aux groupes de canaliser leurs énergies et de livrer d'une seule et même voix un message commun (Front commun pour la transition énergétique, s. d.). En plus de la convergence du message, il y a lieu de favoriser aussi la mutualisation des ressources. Les groupes environnementaux sont confrontés à un important manque de ressources. Un front commun favorisant le partage et les échanges d'outils et de stratégies, de même que

les actions de concert, permettrait de limiter les dédoublements et de canaliser les efforts de tous vers une plus grande influence.

Outre les coalitions de groupes environnementaux, les coalitions avec des groupes à l'extérieur de la sphère environnementale sont aussi bénéfiques pour le mouvement. Celles-ci permettent la diffusion du message environnemental dans tous les milieux en vue d'en faire un enjeu de bien commun qui concerne tout le monde. Des coalitions ont été créées avec le milieu des affaires à quelques reprises déjà. L'alliance SWITCH en est un bon exemple. Ces coalitions sont utiles, car, grâce au poids économique des groupes d'affaires, elles peuvent rivaliser avec des lobbies qui freinent les avancées en matière d'environnement. Le mouvement environnemental peut aller plus loin dans la création d'alliances et faire preuve d'innovation en se liant avec une variété d'actrices et acteurs de tous les horizons. Ce genre d'alliances permet de joindre un plus grand bassin de personnes, par des moyens touchant directement les gens dans leur quotidien et leurs habitudes. Elles peuvent être créées, par exemple, avec des chefs de file du secteur industriel, des responsables religieux, des syndicats, des équipes de recherche, des groupes de jeunes, des influenceuses et influenceurs médiatiques, des célébrités et personnalités connues, etc. Un même message touche différemment des groupes distincts de la société, d'où l'importance des moyens et médias de communication utilisés pour les joindre. Par exemple, dans leurs capsules Web sur la décroissance, les journalistes Olivier Arbour-Masse et Mathieu Papillon de Rad (2018) s'adressent à un public qui n'est pas forcément sensibilisé à cet enjeu. Les capsules, conçues dans un style similaire à celui des vidéos d'influenceuses et influenceurs médiatiques et partagées sur Facebook, connaissent un vif succès en grande partie grâce à la présentation, au communicateur et au média utilisé. Il semble donc que la création de liens avec divers types d'actrices et acteurs dans toutes les sphères de la société puisse aider le mouvement à joindre un public varié.

Les coalitions permettraient également une plus grande convergence des luttes qui, partant, se renforceraient mutuellement. La Marche pour la Terre de 2012 est un bon exemple d'une convergence qui augmente la puissance des luttes. Au plus fort des grèves étudiantes du printemps 2012, la Marche pour la Terre a rassemblé plus de 250 000 personnes à Montréal (Chaloux et Dostie-Goulet, 2016). C'est l'une des rares occasions où un nombre aussi important de personnes se sont réunies pour l'environnement, et celle-ci est en partie attribuable à la mobilisation initiée par le mouvement étudiant. La convergence des luttes favoriserait aussi une mutualisation des ressources et la création d'un message commun global. Cela renforcerait la notion selon laquelle l'environnement est l'affaire de tous, et la lutte contre les changements climatiques et pour la protection de l'environnement une lutte pour la justice sociale.

Finalement, l'enjeu environnemental étant un enjeu mondial, les actions du mouvement doivent avoir une envergure mondiale pour porter leurs fruits. Ainsi, le mouvement environnemental québécois gagnerait à former des alliances à l'international pour étendre et renforcer son pouvoir d'influence.

**Éléments d'un passage à l'action :**

- Définir le message et les objectifs communs du mouvement environnemental
- Favoriser la mutualisation des ressources
- Multiplier les coalitions avec des actrices et acteurs de tous horizons et faciliter la convergence des luttes
- Créer des alliances internationales

**7.2.2 Travailler à plusieurs niveaux en parallèle**

Alors que la mobilisation sur le terrain est une réussite, la polarisation entre les groupes affaiblit le mouvement. Les groupes citoyens parviennent à rallier la population autour d'un enjeu précis et ancré dans le territoire. Toutefois, ils ont beaucoup de difficulté à durer dans le temps et à pérenniser leurs actions. Les groupes institutionnalisés ont quant à eux plus de moyens, mais sont quelque peu détachés du quotidien des gens. Il serait intéressant, pour pallier ce fractionnement du mouvement et favoriser une action forte et concertée, de redéfinir les rôles des différentes organisations environnementales. Les groupes qui font de la mobilisation sur le terrain bénéficient de la force de l'implication des gens et possèdent une expertise concrète pour mettre en place, notamment, des actions de blocage ou de sensibilisation. Les groupes institutionnalisés, pour leur part, détiennent une grande expertise scientifique, environnementale et économique et pourraient, par exemple, s'arrimer davantage aux groupes de la base au lieu de mener des campagnes distinctes qui tendent à monopoliser l'attention.

Cette recommandation découle de l'idée de structurer le mouvement de sorte que les groupes qui le composent travaillent de concert et élaborent les uns avec les autres une stratégie parallèle à différents niveaux d'intervention, selon les besoins et leur expertise. Les grandes organisations, qui détiennent de plus amples ressources et des expertises plus stratégiques et politiques, pourraient constituer le maillon de la chaîne environnementale qui assure une réflexion stratégique sur les enjeux, veille à la création et au renouvellement de l'expertise scientifique, stimule une action en coalition avec des acteurs économiques et de divers horizons, ou exerce des pressions sur les milieux politiques. Les groupes citoyens, de leur côté, pourraient se concentrer sur la mobilisation, la lutte sur le terrain et les actions directes. Ainsi, les grandes organisations pourraient devenir les *think tanks* du mouvement environnemental qui permettraient d'autonomiser les groupes citoyens.

**Éléments d'un passage à l'action :**

- Miser sur le succès de la mobilisation citoyenne
- Bâtir selon des stratégies parallèles, les uns avec les autres
- Redéfinir le rôle des grandes organisations



### 7.2.3 Informer davantage et communiquer autrement

Une population informée et conscientisée est beaucoup plus susceptible d'adhérer au mouvement environnemental que celle qui ne l'est pas. Il y a donc lieu de se pencher en priorité sur le manque d'information au sein de la population. Une grande partie de la population ne connaît pas les problématiques concrètes liées aux changements climatiques et ne comprend pas les solutions proposées. Les groupes environnementaux doivent multiplier les efforts afin de renverser cette tendance. Il s'agit de la première étape vers une sensibilisation et une mobilisation plus larges.

Par ailleurs, il importe de communiquer de manière plus efficace afin de toucher les gens. L'une des grandes forces du mouvement est de construire des récits avec des éléments symboliques marquants. Cette force doit être utilisée aux fins de toucher les gens dans leur quotidien et les émouvoir. Les arguments qui suscitent la peur et la colère, par exemple, sont puissants. Les histoires vraies et concrètes, qui mettent en scène des personnes auxquelles il est possible de s'identifier, ont aussi la faculté de toucher les gens. De plus, les valeurs sont des vecteurs de sensibilisation et de changement forts. À l'heure actuelle, les groupes environnementaux font appel à des valeurs de justice et de *care* afin de démontrer l'importance de protéger l'environnement. Ces valeurs touchent davantage la gauche que la droite politique. Pourtant, l'environnement ne devrait pas être un enjeu partisan. Pour s'affranchir de toute partisanerie, il y aurait lieu de faire appel à des valeurs plus typiquement associées à la droite, soit l'obéissance à l'autorité, la pureté de la nature ou encore la défense de la patrie (Wolsko, Ariceaga, et Seiden, 2016).

L'enjeu de l'appropriation de la problématique par un groupe identitaire de la société devrait aujourd'hui faire partie des priorités du mouvement. La vague importante de jeunes qui déferle pour réclamer un avenir meilleur est une occasion sans précédent à saisir. Les jeunes, ou plus précisément les étudiantes et étudiants, forment un groupe identitaire qui se sent directement victime de la situation. Ce groupe personnifie les éventuelles conséquences des changements climatiques. L'appropriation de la problématique par ces jeunes recèle un puissant potentiel pour plusieurs raisons. D'abord, cela réduit l'horizon temporel de manière importante : ce ne sont plus des générations futures, concept flou et lointain, mais les enfants d'aujourd'hui qui subiront les conséquences de nos actions actuelles. Ensuite, les étudiantes et étudiants sont une frange de la population qui a du temps, de l'énergie et beaucoup moins à perdre que d'autres. Grâce à cela, le mouvement étudiant pour le climat a le potentiel de mobiliser un grand nombre de personnes, et ce, de façon continue. Cette opportunité est un enjeu de communication pour le mouvement. Les groupes environnementaux doivent profiter de cette occasion d'appropriation pour renforcer le lien établi entre la jeunesse et les conséquences des changements climatiques. Le mouvement environnemental a tout intérêt à souligner ce lien en interpellant les générations plus âgées par rapport entre autres à leur proximité avec les éventuelles victimes, à l'horizon temporel rapproché des conséquences et à l'équité intergénérationnelle. En outre, le mouvement a avantage à soutenir cette

mobilisation de la jeunesse et des étudiantes et étudiants pour le climat, car il s'agit d'une occasion d'incarner l'urgence dans une identité, et de personnifier et personnaliser la lutte.

**Éléments d'un passage à l'action :**

- Porter une attention particulière à informer adéquatement la population
- Communiquer autrement à l'aide de récits symboliques, en suscitant des émotions fortes et en touchant les valeurs
- Affranchir les enjeux environnementaux de la partisanerie
- Saisir l'occasion d'appropriation de l'enjeu des changements climatiques par les jeunes

#### **7.2.4 Miser sur le municipal**

Alors qu'il paraît difficile d'investir les scènes provinciale et fédérale, il y a lieu de tirer parti de l'ouverture politique perçue au niveau municipal. En effet, les municipalités se montrent de plus en plus ouvertes et pragmatiques, entre autres dans le dossier des changements climatiques. La DUC, par exemple, avait été adoptée ou appuyée par 365 municipalités du Québec en date du 6 mai 2019 (GroupMobilisation, 2019). Cela témoigne de la volonté des municipalités à reconnaître l'urgence de l'enjeu et à se positionner en faveur de l'action climatique. Il s'agit d'une ouverture que le mouvement environnemental a tout intérêt à saisir pour pousser encore davantage ses revendications en matière de changements climatiques et d'environnement. Les municipalités sont aux premières loges des conséquences concrètes des changements climatiques dans la vie quotidienne. Elles sont les premières interpellées lorsque des catastrophes frappent ou des citoyennes et citoyens sont directement touchés par les intempéries. La mobilisation citoyenne est déjà forte, elle doit se poursuivre et accentuer la pression exercée sur les administrations municipales qui commencent déjà à tendre la main et à démontrer une volonté d'action. Les administrations municipales ont également l'avantage de posséder un plus grand pouvoir de négociation auprès des autres ordres de gouvernement.

**Éléments d'un passage à l'action :**

- Exercer une plus grande pression au niveau municipal
- Miser sur l'expérience concrète des effets des changements climatiques dans le quotidien et la forte mobilisation citoyenne

#### **7.2.5 Mettre en place des actions positives**

La posture d'opposition est l'une des grandes faiblesses du mouvement environnemental. Les actions défensives sont certes essentielles, mais elles renforcent les perceptions négatives qui lui sont rattachées. Le mouvement devrait opter plus fréquemment pour des actions positives de manière à remettre en cause la notion d'un mouvement systématiquement sur la défensive et contre tout. Les groupes environnementaux ont tout intérêt à élaborer et à proposer des projets positifs, et des visions d'avenir

inspirantes et rassembleuses. Ainsi, le mouvement n'aurait plus pour simple posture de dénoncer des projets néfastes; il proposerait aussi des solutions de rechange, des projets de développement favorables pour l'environnement, la société et l'économie.

Cette recommandation n'est certes pas simple à mettre en place, étant donné l'important manque de ressources au sein du mouvement environnemental. Elle peut cependant se décliner en deux volets, selon l'intérêt et les capacités des groupes. Dans le premier volet, il s'agirait de revoir les messages véhiculés : plutôt que de dénoncer et de se positionner contre un projet, une campagne peut adopter un angle positif en faisant valoir une vision différente du projet. L'exemple de l'île d'Anticosti est à ce titre fort pertinent. D'un message d'origine contre le développement pétrolier et gazier, la campagne est passée à une posture positive visant à promouvoir le projet de reconnaissance de l'île au patrimoine mondial de l'UNESCO. L'exercice de revoir les positions et de reformuler les messages peut avoir un impact important sur les perceptions et l'influence du mouvement. Le deuxième volet, pour sa part, s'imbrique dans la recommandation de revoir la structure du mouvement et le rôle des grandes organisations. Avec une structure plus cohérente et un travail en parallèle et de proximité entre les différentes organisations, il serait envisageable de confier à certaines organisations le mandat d'échafauder une vision d'avenir positive. Ce rôle pourrait incomber aux *think tanks* évoqués plus haut. Dans une structure de ce type, des organisations pourraient consacrer temps et argent à l'élaboration de propositions positives et inspirantes aptes à rallier une plus grande portion de la population et à influencer les décideurs.

#### **Éléments d'un passage à l'action :**

- Adopter des postures et véhiculer des messages plus positifs dans les campagnes
- Proposer des visions et des projets positifs et inspirants aptes à rallier les Québécoises et Québécois

#### **7.2.6 Faire appel à de nouvelles expertises**

Les victoires des groupes environnementaux ces dernières années sont toutes très importantes. Il demeure pourtant que les changements profonds escomptés ne se matérialisent pas assez vite et que les batailles sont parfois à recommencer. La culture de l'individualisme et le processus de cadrage déficient font largement obstacle au pouvoir d'influence du mouvement environnemental pour des changements systémiques. Le mouvement détient une grande expertise dans des domaines comme la biologie, l'environnement et le génie. Pourtant, si l'objectif est de procéder à des changements dans les habitudes, routines et normes, et de sortir les gens de leur zone de confort, l'expertise que détiennent les groupes environnementaux n'est pas suffisante. Le mouvement environnemental devrait songer à faire appel à des spécialistes dans les domaines de la psychologie, de la sociologie et, surtout, du marketing social. Des spécialistes en marketing pourraient aider le mouvement environnemental à mieux comprendre comment influencer la population et à renforcer ses actions à ce titre. Les publicités, par exemple, arrivent à

convaincre les gens qu'ils ont besoin d'un produit donné. Pourquoi ne pas mettre cette expertise au service de la cause environnementale ? Des expertes et experts en sciences comportementales seraient, pour leur part, plus susceptibles d'outiller le mouvement en matière de changement de comportement, afin qu'il puisse déployer son énergie aux bons endroits et exercer une influence efficace qui génère des résultats.

#### Éléments d'un passage à l'action :

- Consacrer plus d'énergie à la recherche sur les changements de comportement et les changements systémiques
- Faire appel à de l'expertise dans les domaines de la psychologie, du marketing social et des sciences comportementales

### 7.3 Autres recommandations

Les groupes environnementaux sont soumis à des contraintes extérieures qui sont difficilement contrôlables. Deux recommandations sont ici formulées aux fins de créer un climat favorisant la santé et optimisant l'influence du mouvement environnemental. Ces deux recommandations sont résumées dans le tableau 7.8 : repenser les modes de financement et tenter des poursuites judiciaires pour forcer des actions gouvernementales. Chacune d'elles découle d'un constat lié à l'analyse FFOM : le manque de ressources et le contexte d'inaction politique. Elles sont également associées à des actrices ou acteurs qui pourraient se charger de leur mise en œuvre.

**Tableau 7.8 Constats et recommandations à l'intention d'autres actrices ou acteurs**

CONSTATS	Manque de ressources	RECOMMANDATIONS	Repenser les modes de financement	ACTRICES OU ACTEURS	Gouvernement provincial
	Inaction politique		Intenter des poursuites judiciaires		Citoyennes et citoyens, et groupes de défense des droits

#### 7.3.1 Repenser les modes de financement

Le manque de ressources financières est une importante problématique au sein du mouvement environnemental québécois. La mutualisation des ressources pourrait y apporter une solution partielle en optimisant les fonds disponibles, mais ne réglerait pas la totalité du problème. Il importe donc de se pencher sur les différents modes de financement qui pourraient être mis en place afin de favoriser l'action environnementale tout en préservant l'indépendance et la liberté des groupes.

Un financement statutaire gouvernemental pourrait être une solution intéressante. Ce genre de financement ne serait rattaché à aucun impératif et pourrait être attribué librement aux postes budgétaires jugés les plus importants. Il supposerait une reconnaissance par le gouvernement provincial de tous les groupes environnementaux, puis une priorisation de la protection de l'environnement au sein de la société québécoise. Par contre, il pourrait causer la mort de certains petits groupes, dans le cas où les fonds seraient insuffisants pour financer tous les groupes. Les fonds pourraient provenir du Fonds vert, par exemple. Le Fonds a d'ailleurs essuyé de vives critiques pour son inefficacité par le passé (Conseil de gestion du Fonds vert, 2018), et il pourrait aujourd'hui bénéficier d'une restructuration. Le financement pourrait être le même pour tous les groupes ou être proportionnel à la taille de l'organisation. Comme le financement des partis politiques, le financement des organisations pourrait être établi en fonction du nombre de membres. Ce mode de financement risquerait toutefois d'avantager les grandes organisations au détriment de plusieurs petits groupes qui ont peu ou pas de membres. Ce sujet mériterait d'être approfondi.

### **7.3.2 Intentier des poursuites judiciaires pour forcer des actions gouvernementales**

La rue est un lieu privilégié pour se faire entendre et pour dénoncer, mais la voie des tribunaux peut également servir la cause environnementale. Des jeunes l'empruntent à l'heure actuelle en poursuivant le gouvernement du Canada pour son inaction climatique (ENJEU, 2018). Ce genre d'action peut fonctionner, comme en témoigne le jugement de la Cour rendu aux Pays-Bas contraignant le gouvernement à respecter ses objectifs de réduction d'émissions de GES (Shields, 2018, 9 octobre). Le mouvement environnemental utilise aussi d'autres types de recours en justice. En mai 2019, au Québec, un regroupement de groupes citoyens et environnementaux a annoncé qu'il mettait en demeure l'Agence canadienne d'évaluation environnementale (ACEE) (Centre québécois du droit de l'environnement [CQDE], 2019). Le regroupement dénonce ce qu'il juge comme l'évaluation incomplète du projet Énergie Saguenay et demande à l'ACEE de respecter les lois qui s'appliquent (CQDE, 2019). Plusieurs exemples de ce genre de recours existent et prouvent leur efficacité. Leur utilisation est cependant coûteuse et généralement longue. Elle doit avoir lieu parallèlement à l'emploi d'autres méthodes plus immédiates et moins onéreuses.

Les mesures présentées ici sont des idées aptes à nourrir la réflexion pour amener le mouvement environnemental plus loin. Les recommandations formulées oscillent entre des actions concrètes et des interventions plus globales. Une chose demeure certaine, le mouvement environnemental québécois est aujourd'hui mû par une frange citoyenne fortement mobilisée. Il ne faut toutefois pas se fier uniquement sur cet élan de mobilisation et d'engagement. Les groupes environnementaux doivent s'organiser, communiquer et opérer une réflexion stratégique quant à leur rôle et à leurs actions futures. C'est dans cette optique que le mouvement environnemental peut et doit optimiser l'influence qu'il a auprès des décideurs afin d'obtenir des gains systémiques durables.

## CONCLUSION

Le mouvement environnemental québécois semble aujourd'hui rendu à un tournant décisif. Dans le contexte où les changements climatiques demandent des actions concrètes et ambitieuses de toute urgence, et où la population et les gouvernements ne semblent pas prendre acte de l'urgence et y répondre, une remise en question de la structure et du fonctionnement du mouvement s'impose.

Cet essai a cherché à évaluer l'état actuel du mouvement environnemental au Québec, afin de proposer des pistes d'action pour maximiser son pouvoir d'influence dans la société québécoise et auprès des décideurs. À travers une cartographie et une analyse de la santé du mouvement, il a été établi que l'état de santé du mouvement est variable et instable. L'étude des dynamiques d'influence du pouvoir et des quatre campagnes a prouvé que les groupes environnementaux arrivent à exercer une influence sur les décisions, notamment quant à la mise à l'agenda des enjeux. Les nombreuses victoires témoignent d'une efficacité certaine du mouvement, notamment de sa frange citoyenne qui se mobilise avec énergie et vigueur pour faire pression sur les décideurs et de ses campagnes qui arrivent à faire changer et même abandonner des projets. L'analyse FFOM a, quant à elle, démontré qu'avec une mobilisation sans précédent, une capacité à former des coalitions, une expertise forte et la capacité à construire des récits symboliques puissants, le mouvement environnemental a des forces indéniables. Toutefois, le mouvement a certaines faiblesses qui minent son dynamisme, son organisation et, surtout, son pouvoir d'influence. Celles-ci résident notamment dans la structure interne et la cohérence, la posture défensive d'opposition, les ressources disponibles et le processus de cadrage des enjeux. La santé et le pouvoir d'influence du mouvement seront toujours à la merci de facteurs externes difficiles à contrôler. Le contexte politique défavorable, le manque d'information au sein de la population, les risques d'écofatigue et la culture d'individualisme et de court-termisme comptent au nombre des éléments qui menacent le mouvement. Il existe toutefois des facteurs qui pourraient lui donner un nouvel élan, soit l'ouverture politique municipale, le potentiel d'appropriation des enjeux notamment par la population étudiante, et la montée du conservatisme et du radicalisme. Le tout a finalement permis de cerner et de proposer des leviers d'action dans le but de maximiser le pouvoir d'influence et le succès du mouvement environnemental dans les décisions prises collectivement.

Les recommandations formulées dans le présent essai visent à tirer le meilleur parti des forces du mouvement, tout en tentant de combler ses faiblesses et de miser sur les opportunités du contexte sociopolitique actuel. D'abord, il serait judicieux de multiplier les alliances entre les groupes et les actrices et acteurs de tous les horizons et de cheminer vers une convergence accrue des luttes sociales. Il y aurait aussi lieu de mieux coordonner le travail de concert à plusieurs niveaux, même si cela suppose une réorganisation de certains groupes et de leur rôle au sein du mouvement. En outre, il importerait de miser sur des actions à l'échelle municipale, les administrations municipales semblant être les plus susceptibles, parmi les différents ordres de gouvernement, de provoquer le changement. Bien qu'il soit essentiel de

bloquer certains projets jugés néfastes, le mouvement environnemental gagnerait à mettre en place plus d'actions positives afin de renverser les perceptions négatives à son sujet. Enfin, alors que des changements en profondeur s'imposent, le mouvement aurait tout intérêt à faire appel à de nouvelles expertises, notamment en sciences comportementales et en marketing social. À ces recommandations, s'ajoutent des mesures qui permettraient au mouvement de pallier certaines contraintes externes : repenser les modes de financement et tenter des poursuites judiciaires. L'ensemble de ces recommandations vise à optimiser la santé et le pouvoir d'influence du mouvement environnemental québécois afin d'obtenir des politiques publiques plus ambitieuses en matière d'environnement.

Le succès du mouvement environnemental dépend de plusieurs éléments, qui ne sont pas exclusivement de son propre ressort. Guigni (2009) estime qu'il existe trois degrés de réussite des mouvements sociaux : « la reconnaissance du mouvement par ses adversaires, la satisfaction de tout ou partie des revendications et l'intégration du mouvement au système politique, ce qui concourt à [son] institutionnalisation ». À l'heure où des écologistes démissionnent des rangs du pouvoir, comme Nicolas Hulot en France ou Luc Ferrandez à Montréal, il apparaît qu'un mouvement social défendant l'environnement et enjoignant la société à lutter contre les changements climatiques est plus que jamais essentiel. Il ne s'agit pas de déduire de ces démissions que l'intégration à la vie politique aboutit inévitablement à un échec, mais bien de constater l'importance du dynamisme et de la vigueur de l'action environnementale dans d'autres sphères pour espérer influencer les décideurs.

Selon Dupuy (2014), les mouvements sociaux peuvent espérer créer des changements politiques à trois niveaux : la mise à l'agenda, le contenu de l'action publique et la production de l'action publique. Jusqu'à maintenant, le mouvement environnemental a fait de grandes avancées. Il a connu du succès dans la mise à l'agenda des enjeux environnementaux, notamment avec les enjeux climatiques. Il a également réussi à obtenir des changements importants dans le contenu des politiques publiques. La politique de mobilité durable du gouvernement du Québec en est un exemple. Il doit maintenant se tourner vers la production de l'action publique. Cette étape est la plus complexe, car elle demande la mise en place de changements structurels, soit des changements dans les manières de faire, dans les procédures et les processus, et dans le système. Ce type de changements a généralement lieu sur le long terme. Dupuy (2014) rappelle que « les notions de succès et d'échec conduisent [...] souvent à ne s'intéresser qu'aux effets de court terme des mobilisations, et à minorer ceux qui peuvent s'exercer sur le temps long ». Elle ajoute que ces notions de succès et d'échec « laissent [...] de côté les effets inattendus des mouvements sociaux, qui ne sont pas nécessairement ceux visés par leurs revendications » (Dupuy, 2014). Il serait donc pertinent, dorénavant, de s'intéresser davantage aux effets à long terme des mobilisations et aux conséquences inattendues du mouvement environnemental, et ce, au-delà de ses revendications.

## RÉFÉRENCES

- 2012 book archive. (s. d.). Factors that influence public policy. Repéré à <https://2012books.lardbucket.org/books/sustainable-business-cases/s07-01-factors-that-influence-public-.html>
- Action boréale. (s. d.). Qui sommes-nous ? Repéré à <http://actionboreale.org/qui-sommes-nous/>
- Action climat. (s. d.). Plus de 25 000 personnes marchent pour le climat le 11 avril 2015. Repéré à <http://www.actionclimat.ca/>
- Agence France-Presse. (2018, 27 novembre). Le monde s'éloigne toujours plus de ses objectifs climatiques. *Radio-Canada.ca*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1138349/onu-monde-eloigne-objectif-climatique-changements-rapport>
- Asselin, O. D. (réalisateur). (2015). *Pipelines, pouvoir et démocratie : où se trouve le réel pouvoir de changer les choses ?* [DVD]. Montréal, Québec : Office national du film du Canada.
- Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA). (s. d.). Découvrez l'AQLPA. Repéré à <http://www.aqlpa.com/decouvrez-laqlpa>
- Baillargeon, S. (2018, 8 mai). Ruba Ghazal, une cadre candidate chez Québec solidaire. *Le Devoir.com*. Repéré à <https://www.ledevoir.com/politique/quebec/527143/quebec-solidaire-mise-sur-ruba-ghazal-pour-garder-mercier>
- Balthazard, J. (2017, 28 juillet). Le projet pétrolier à l'île d'Anticosti en cinq points. *Le Journal de Montréal.com*. Repéré à <https://www.journaldemontreal.com/2017/07/28/le-projet-petrolier-a-lile-danticosti-en-cinq-points>
- Barbier, A. (2019, 28 mars). Au Mozambique, « Beira, première ville au monde détruite par les changements climatiques ». *Le Monde.fr*. Repéré à [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/03/28/au-mozambique-beira-premiere-ville-au-monde-detruite-par-les-changements-climatiques\\_5442723\\_3212.html?fbclid=IwAR1Lp5cSv04Tbeb99jS1lz11y0bZnVptZRT-LB\\_LQRp2VebTrRA1Qt9XRJs](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/03/28/au-mozambique-beira-premiere-ville-au-monde-detruite-par-les-changements-climatiques_5442723_3212.html?fbclid=IwAR1Lp5cSv04Tbeb99jS1lz11y0bZnVptZRT-LB_LQRp2VebTrRA1Qt9XRJs)
- Bascaron, S. (2016, 14 mars). Les Canadiens divisés sur l'environnement et l'énergie. *Radio-Canada.ca*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/769665/sondage-ekos-environnement-energie-pipeline-energie-est>
- Bastasch, M. (2013, 25 mars). Top activist says environmental movement is failing. *Daily Caller.com*. Repéré à <https://dailycaller.com/2013/03/25/top-activist-says-environmental-movement-is-failing/>
- Bélise, B. (2018, 18 juillet). La canicule a fait près de 90 victimes au Québec. *La Presse.ca*. Repéré à <https://www.lapresse.ca/actualites/grand-montreal/201807/18/01-5190016-la-canicule-a-fait-pres-de-90-victimes-au-quebec.php>
- Benessaïeh, K. (2009, 21 novembre). Les Québécois conscientisés par l'environnement. *La Presse.ca*. Repéré à <https://www.lapresse.ca/environnement/200911/20/01-923711-les-quebecois-conscientises-par-lenvironnement.php>
- Bérubé, G. (2018, 11 octobre). En manque de leadership climatique. *Le Devoir.com*. Repéré à <https://www.ledevoir.com/economie/538767/analyse-en-manque-de-leadership-climatique>



- Blanchette Pelletier, D. (2018, 4 septembre). Boussole électorale : « neutre, c'est une position ». *Radio-Canada.ca*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1121600/interrogation-critiques-boussole-electorale-quebec>
- Blumer, H. (1946). Collective behaviour. Dans A. M. Lee (dir.), *New Outline of the Principles of Sociology* (p. 167-222). New York, États-Unis : Barnes and Noble.
- Boudreau, P. et Perron, C. (2002). *Lexique de science politique*. Montréal, Québec : Les Éditions de la Chenelière inc.
- Brut. (2018, 9 avril). Qu'est-ce que la "convergence des luttes" ? *France TV Info.fr*. Repéré à [https://www.francetvinfo.fr/economie/transports/sncf/greve-a-la-sncf/quest-ce-que-la-convergence-des-luttes\\_2697938.html](https://www.francetvinfo.fr/economie/transports/sncf/greve-a-la-sncf/quest-ce-que-la-convergence-des-luttes_2697938.html)
- Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE). (2005). *Rapport – Projets de réserves de biodiversité des lacs Vaudray et Joannès et du lac Sabourin*. Repéré à <https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/dossiers/reserves-biodiversite-lacs-vaudray-joannes-lac-sabourin/documentation/>
- Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe. (s. d.). *Economic losses, poverty & disasters*. Repéré à [https://www.unisdr.org/files/61119\\_credeconomiclosses.pdf](https://www.unisdr.org/files/61119_credeconomiclosses.pdf)
- Bureau du vérificateur général du Canada. (2019). Le point de vue de la commissaire. Repéré à [http://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/parl\\_cesd\\_201904\\_00\\_f\\_43306.html](http://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/parl_cesd_201904_00_f_43306.html)
- Caramel, L. (2014, 2 novembre). GIEC : à chaque nouveau rapport, des mises en garde plus incontestables. *Le Monde.fr*. Repéré à [https://www.lemonde.fr/climat/article/2014/11/02/le-giec-somme-a-nouveau-les-gouvernements-d-agir-contre-le-changement-climatique\\_4516674\\_1652612.html](https://www.lemonde.fr/climat/article/2014/11/02/le-giec-somme-a-nouveau-les-gouvernements-d-agir-contre-le-changement-climatique_4516674_1652612.html)
- Carter, D. (2011). *An evaluation of environmental interest groups and their effort to influence environmental policy in Delaware* (Mémoire de maîtrise). University of Delaware, Delaware, États-Unis.
- Centre québécois du droit de l'environnement (CQDE). (2019). Communiqué de presse – des groupes citoyens et environnementaux mettent en demeure l'Agence canadienne d'évaluation environnementale (ACEE). Repéré à <https://www.cqde.org/fr/nouvelles/communiquede-presse-des-groupes-citoyens-et-environnementaux-mettent-en-demeure-lagence-canadienne-devaluation-environnementale-acee/>
- Chaloux, A. et Dostie-Goulet, E. (2016). Les groupes environnementaux québécois et leurs actions : quelle influence sur l'action publique québécoise ? Dans J.-P. Brady et S. Paquin (dir.), *Groupes d'intérêt et mouvements sociaux* (p. 151-173). Québec, Québec : Presses de l'Université Laval.
- Cliche, J.-F. (2018, 15 novembre). Sondage Mainstreet : les Québécois ont à cœur l'environnement. *Le Soleil.com*. Repéré à <https://www.lesoleil.com/actualite/environnement/sondage-mainstreet-les-quebecois-ont-a-cur-lenvironnement-adcd4631c30cf2c41614ba8dc280d8f7>
- Coalition avenir Québec (CAQ). (s. d.). Environnement. Repéré à <https://coalitionavenirquebec.org/fr/blog/enjeux/environnement/>
- Collectif. (2018). Réponses des principales formations politiques aux 23 priorités environnementales d'une coalition de groupes environnementaux et citoyens. Repéré à [https://fr.scribd.com/document/388344101/Reponses-des-principales-formations-politiques-aux-23-priorites-environnementales-d-une-coalition-de-groupes-environnementaux-et-citoyens#download&from\\_embed](https://fr.scribd.com/document/388344101/Reponses-des-principales-formations-politiques-aux-23-priorites-environnementales-d-une-coalition-de-groupes-environnementaux-et-citoyens#download&from_embed)

- Conseil de gestion du Fonds vert. (2018). *Avis du conseil de gestion du Fonds vert portant sur le bilan mi-parcours du plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques*. Repéré à <http://www.cgfv.gouv.qc.ca/cgfv/documents/Avis-CGFV.pdf>
- Conseil de gestion du Fonds vert. (s. d.). Le Fonds vert. Repéré à <http://www.environnement.gouv.qc.ca/cgfv/Fonds-vert.htm>
- Coule pas chez nous ! (s. d.a). La fondation. Repéré à <https://www.couplepascheznous.com/lafondation/>
- Coule pas chez nous ! (s. d.b). Coule pas chez nous ! Une bière pour nos rivières. Repéré à <https://www.couplepascheznous.com/campagne-biere-pour-nos-rivieres/>
- Coule pas chez nous ! (s. d.c). Énergie Est. Repéré à <https://www.couplepascheznous.com/informe-projet-energie-est/>
- Cox, L. (2019, 1er avril). Lord Howe Island coral bleaching 'most severe we've ever seen', scientists say. *The Guardian.com*. Repéré à <https://www.theguardian.com/australia-news/2019/apr/01/lord-howe-island-coral-bleaching-most-severe-weve-ever-seen-scientists-say>
- Croteau, M. (2018, 16 novembre). François Legault juge « très intéressant » le superprojet de gazoduc. *La Presse.ca*. Repéré à <https://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-quebecoise/201811/16/01-5204543-francois-legault-juge-tres-interessant-le-superprojet-de-gazoduc.php>
- Curtis, C. (2016, 5 décembre). Greenpeace activists chain themselves to pipes at Port of Montreal, get arrested. *Montreal Gazette.com*. Repéré à <https://montrealgazette.com/news/greenpeace-activists-chain-themselves-to-pipes-at-port-of-montreal>
- Debbasch, C., Bourdon, J., Pontier, J.-M. et Ricci, J.-C. (2001). *Lexique de politique* (7<sup>e</sup> éd.). Paris, France : Éditions Dalloz.
- Deluzarche, C. (2019, 25 janvier). Australie : une vague de chaleur meurtrière cause la mort de milliers d'animaux. *Futura-Sciences.com*. Repéré à <https://www.futura-sciences.com/planete/actualites/rechauffement-climatique-australie-vague-chaleur-meurtriere-cause-mort-milliers-animaux-74780/>
- Desrosiers, É. (2013, 30 mars). Environnement et économie : l'échec des verts. *Le Devoir.com*. Repéré à <https://www.ledevoir.com/societe/environnement/374596/environnement-et-economie-l-echec-des-verts>
- Donahue, Y. (2018, 3 septembre). Legault n'exclut pas l'exploitation des hydrocarbures dans le Grand Nord. *Radio-Canada.ca*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1121642/environnement-ecologie-changements-climatiques-petrole-pollution>
- Dupuy, C. (2014). Politiques publiques et mouvement social. Dans Boussaguet, L., Jacquot S. et Ravinet P. (dir.), *Dictionnaire des politiques publiques* (p. 476-482). Paris, France : Presses de Sciences Po.
- Eau Secours. (s. d.a). À propos. Repéré à <https://eausecours.org/a-propos/>
- Eau Secours. (s. d.b). Dossiers. Repéré à <https://eausecours.org/dossiers/>
- Élections Québec. (s. d.). Résultats officiels des élections générales provinciales du 1<sup>er</sup> octobre 2018. Repéré à [https://www.electionsquebec.qc.ca/provinciales/fr/resultats\\_2018.php](https://www.electionsquebec.qc.ca/provinciales/fr/resultats_2018.php)

- ENvironnement JEUnesse (ENJEU). (2018). Les jeunes du Québec poursuivent le gouvernement du Canada pour son inaction climatique. Repéré à <https://enjeu.qc.ca/communiqué-jeunesvscanada/>
- ENvironnement JEUnesse (ENJEU). (2019). Une grève mondiale pour le climat historique. Repéré à <https://enjeu.qc.ca/une-greve-mondiale-climat-historique/>
- ENvironnement JEUnesse (ENJEU). (s. d.) *Rapport annuel 2017-2018*. Repéré à [https://enjeu.qc.ca/wp-content/uploads/2018/05/Rapport\\_annuel\\_2017-2018\\_low.pdf](https://enjeu.qc.ca/wp-content/uploads/2018/05/Rapport_annuel_2017-2018_low.pdf)
- Équiterre. (2013). 50 000 personnes ont marché pour la Terre. Repéré à <https://equiterre.org/actualite/50-000-personnes-ont-marche-pour-la-terre>
- Équiterre. (s. d.a). À propos. Repéré à <https://equiterre.org/a-propos>
- Équiterre. (s. d.b). Historique du projet Énergie Est de TransCanada. Repéré à <https://equiterre.org/fiche/historique-du-projet-energie-est-de-transcanada>
- Fondation David Suzuki. (2014). 84 % des Québécois ont une perception positive du travail des groupes environnementalistes. Repéré à <https://fr.davidsuzuki.org/Communiqués-presse/84-quebecois-ont-perception-positive-travail-groupes-environnementalistes/>
- Fondation David Suzuki. (s. d.). Notre histoire. Repéré à <https://fr.davidsuzuki.org/la-fondation/notre-histoire/>
- Front commun pour la transition énergétique. (s. d.). Accueil. Repéré à <https://www.pourlatransitionenergetique.org/>
- Garraud, P. (2014). Agenda/émergence. Dans Boussaguet, L., Jacquot S. et Ravinet P. (dir.), *Dictionnaire des politiques publiques* (p. 58-67). Paris, France : Presses de Sciences Po.
- Gatehouse, J. (2013, 18 novembre). The nature of David Suzuki. *Maclean's.ca*. Repéré à <https://www.macleans.ca/society/life/the-nature-of-david-suzuki/>
- Gee, A et Anguiano, D. (2018, 20 décembre). Last day in Paradise: The untold story of how a fire swallowed a town. *The Guardian.com*. Repéré à <https://www.theguardian.com/environment/2018/dec/20/last-day-in-paradise-california-deadliest-fire-untold-story-survivors>
- Gobeil, M. (2015, 22 avril). Comment le Jour de la Terre a vu le jour... il y a 45 ans. *Radion-Canada.ca*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/716506/jour-terre-histoire-evenement>
- Goble, D. (2018, 14 juillet). Canoes, kayaks take to water around Trans Mountain's marine terminal. *CBC.ca*. Repéré à <https://www.cbc.ca/news/canada/british-columbia/canoes-kayaks-take-to-water-around-trans-mountain-s-marine-terminal-1.4746968>
- Gouvernement du Canada. (2019). *Rapport sur le climat changeant du Canada*. Repéré à [https://changingclimate.ca/site/assets/uploads/sites/2/2019/04/RCCC\\_FULLREPORT-FR-FINAL.pdf](https://changingclimate.ca/site/assets/uploads/sites/2/2019/04/RCCC_FULLREPORT-FR-FINAL.pdf)
- Gouvernement du Québec. (2002). *L'eau. La vie. L'avenir. Politique nationale de l'eau*. Repéré à <http://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/politique/politique-integral.pdf>
- Gouvernement du Québec. (2018). *Transporter le Québec vers la modernité : politique de mobilité durable — 2030*. Repéré à [https://www.transports.gouv.qc.ca/fr/ministere/role\\_ministere/DocumentsPMD/politique-mobilite-durable.pdf](https://www.transports.gouv.qc.ca/fr/ministere/role_ministere/DocumentsPMD/politique-mobilite-durable.pdf)

- Gouvernement du Québec. (2019). *Budget 2019-2020 : vos priorités, votre budget — plan budgétaire*. Repéré à [http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2019-2020/fr/documents/PlanBudgetaire\\_1920.pdf](http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2019-2020/fr/documents/PlanBudgetaire_1920.pdf)
- Gouvernement du Québec. (s. d.). *Inondations du printemps 2017 : bilan + perspectives*. Repéré à [https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/fileadmin/Documents/securite\\_civile/inondation/retrospective\\_bilan\\_inondations2017.pdf](https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/fileadmin/Documents/securite_civile/inondation/retrospective_bilan_inondations2017.pdf)
- Greenpeace. (s. d.). Qui sommes-nous ? Repéré à <https://www.greenpeace.org/canada/fr/qui-sommes-nous/>
- Groupe AGÉCO. (2019). *Étude sur les coûts d'adaptation au changement climatique pour les 10 grandes villes du Québec – vers de grandes villes résilientes : le coût de l'adaptation aux changements climatiques, sommaire exécutif*. Repéré à <https://umq.qc.ca/wp-content/uploads/2019/03/sommaire-etudeagecocoutsadaptation-28mars19.pdf>
- Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). (2007). *Contribution of working group II to the fourth assessment report of the Intergovernmental Panel on Climate Change: Summary for policymakers*. Repéré à <https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/02/ar4-wg2-spm-1.pdf>
- Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). (2013). *Climate change 2013: The physical science basis, contribution of working group I to the fifth assessment report of the Intergovernmental Panel on Climate Change – Summary for policymakers*. Repéré à [http://www.climatechange2013.org/images/report/WG1AR5\\_SPM\\_FINAL.pdf](http://www.climatechange2013.org/images/report/WG1AR5_SPM_FINAL.pdf)
- Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). (2018). *Global warming of 1.5 °C: an IPCC special report on the impacts of global warming of 1.5 °C above pre-industrial levels and related global greenhouse gas emission pathways, in the context of strengthening the global response to the threat of climate change, sustainable development, and efforts to eradicate poverty—Summary for policymakers*. Repéré à [http://report.ipcc.ch/sr15/pdf/sr15\\_spm\\_final.pdf](http://report.ipcc.ch/sr15/pdf/sr15_spm_final.pdf)
- GroupMobilisation. (2019). Les endosseurs. Repéré à <https://www.groupmobilisation.com/les-endosseurs>
- Guigni, M. (2009). Réussite et échec des mouvements sociaux. Dans Fillieule, O. (éd.), *Dictionnaire des mouvements sociaux* (p. 469-474). Paris, France : Presses de Sciences Po.
- Hassenteufel, P. (2014). *Sociologie politique : l'action publique* (2<sup>e</sup> éd.). Paris, France : Armand Colin.
- Hassenteufel, P. (2016). Les groupes d'intérêt et les mouvements sociaux dans l'analyse des politiques publiques. Dans J.-P. Brady et S. Paquin (dir.), *Groupes d'intérêt et mouvements sociaux* (p. 7-32). Québec, Québec : Presses de l'Université Laval.
- Hébert, Y. (2006). *Une histoire de l'écologie au Québec : les regards sur la nature des origines à nos jours*. Québec, Québec : Les Éditions GID
- InfluenceMap. (2019). How the oil majors have spent \$1Bn since Paris on narrative capture and lobbying on climate. Repéré à <https://influencemap.org/report/How-Big-Oil-Continues-to-Oppose-the-Paris-Agreement-38212275958aa21196dae3b76220bddc>
- Institut national de santé publique du Québec. (2014). *Comprendre l'élaboration et les choix de politiques d'après le cadre des « trois I » : Intérêts, Idées et Institutions*. Repéré à [http://www.ccnpps.ca/docs/2014\\_ProcPP\\_3iCadreRef\\_FR.pdf](http://www.ccnpps.ca/docs/2014_ProcPP_3iCadreRef_FR.pdf)

- Jacob, H. (s. d.). *Chronique d'une mort planifiée : chronologie du déclin du troupeau de caribous de Val-d'Or (1979 à 2018)*. Repéré à <http://actionboreale.org/wp-content/uploads/2018/03/CHRONOLOGIE-DU-D%C3%89CLIN-DU-TROUPEAU-DE-CARIBOUS-VAL-DOR.pdf>
- Jolly, P. (2018, 9 octobre). Les Pays-Bas sommés par la justice d'intensifier leur lutte contre le changement climatique. *Le Monde.fr*. Repéré à [https://www.lemonde.fr/climat/article/2018/10/09/les-pays-bas-sommes-par-la-justice-d-intensifier-leur-lutte-contre-le-changement-climatique\\_5366987\\_1652612.html](https://www.lemonde.fr/climat/article/2018/10/09/les-pays-bas-sommes-par-la-justice-d-intensifier-leur-lutte-contre-le-changement-climatique_5366987_1652612.html)
- Jones, D. (2011, 18 septembre). Des leçons de désobéissance civile pour les 40 ans de Greenpeace. *La Presse.ca*. Repéré à <https://www.lapresse.ca/environnement/201109/18/01-4448841-des-lecons-de-desobeissance-civile-pour-les-40-ans-de-greenpeace.php>
- Journet, P. (2019, 18 mars). Marche pour le climat : se battre contre le temps. *La Presse.ca*. Repéré à [https://www.lapresse.ca/debats/editoriaux/paul-journet/201903/17/01-5218582-marche-pour-le-climat-se-battre-contre-le-temps.php?fbclid=IwAR3AihSjBSckwUnRrgcZ9v--sslHEjJNQ1tVIIV3vy8JF63\\_9IR3UZucBA](https://www.lapresse.ca/debats/editoriaux/paul-journet/201903/17/01-5218582-marche-pour-le-climat-se-battre-contre-le-temps.php?fbclid=IwAR3AihSjBSckwUnRrgcZ9v--sslHEjJNQ1tVIIV3vy8JF63_9IR3UZucBA)
- Journet, P. et Côté, C. (2012, 30 août). Environnement : le bonnet d'âne à la CAQ. *La Presse.ca*. Repéré à <https://www.lapresse.ca/actualites/elections-quebec-2018/201208/30/01-4569604-environnement-le-bonnet-dane-a-la-caq.php>
- La Presse Canadienne. (2019, 15 mars). Plusieurs milliers d'élèves ont manifesté à travers le Québec pour le climat. *La Presse.ca*. Repéré à <https://www.lapresse.ca/actualites/environnement/201903/15/01-5218381-les-etudiants-manifestent-pour-le-climat-a-montreal.php>
- Lachapelle, E., Nadeau, R., Guertin-Armstrong, S., Martin, P., Beaumier, L. et Anjos, M. F. (2015). *Peu m'en chaut ? Le paradoxe de l'opinion publique et de la politique sur les changements climatiques : vers un nouveau programme de recherche*. Repéré à [http://www.ericklachapelle.com/wp-content/uploads/2015/12/Feeling-the-Heat\\_fr\\_20151203.pdf](http://www.ericklachapelle.com/wp-content/uploads/2015/12/Feeling-the-Heat_fr_20151203.pdf)
- Laflamme, C. (2013). Comment influencer les politiques publiques au Québec ? Repéré à <https://ordrecrha.org/ressources/revue-rh/archives/comment-influencer-les-politiques-publiques-au-quebec>
- Lamant, L. (2016). *Squatter le pouvoir : les mairies rebelles d'Espagne*. Montréal, Québec : Lux Éditeur
- Larouche, M. (2013, 12 novembre). Terminal maritime : TransCanada choisit Cacouna. *Le Soleil.com*. Repéré à <https://www.lesoleil.com/actualite/terminal-maritime-transcanada-choisit-cacouna-ecff22536b6b73281a16054f72d95e8b>
- Lascoumes, P. et Le Galès, P. (2012). *Sociologie de l'action publique* (2<sup>e</sup> éd.). Paris, France : Armand Colin.
- Le Devoir et La Presse Canadienne. (2012, 22 avril). Foule monstre à Montréal pour le Jour de la Terre. *Le Devoir.com*. Repéré à <https://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/348200/foule-monstre-a-montreal-pour-le-jour-de-la-terre>
- Le Pacte. (2019). Le Pacte pour la transition. Repéré à <https://www.lepacte.ca/>
- Leduc, A. (2015, 28 octobre). Lobby : le mythe d'une bataille à armes égales. *Le Devoir.com*. Repéré à <https://www.ledevoir.com/opinion/libre-opinion/453667/lobby-le-mythe-d-une-bataille-a-armes-egales>

- Lévesque, L. (2019, 20 février). Québec prépare un plan pour mieux soutenir les groupes communautaires. *Le Devoir.com*. Repéré à <https://www.ledevoir.com/politique/quebec/548195/quebec-prepare-un-plan-pour-mieux-soutenir-les-groupes-communautaires>
- Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbying*, RLRQ, c. T -11 011.
- Marsolais, M. (2018, 10 novembre). Mobilisation citoyenne sans précédent pour l'environnement à travers le Québec. *Radio-Canada.ca*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1135121/grande-marche-environnement-planete-quebec-montreal>
- Marsolais, M. (2018, 27 octobre). Voici à quoi pourraient ressembler les conséquences des changements climatiques au Canada. *Radio-Canada.ca*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1132308/consequences-changement-climatique-au-canada-environnement>
- Martinovich, M. (2017). Stanford sociologist attempts to explain puzzling lack of grassroots climate change activism in U.S. Repéré à <https://news.stanford.edu/2017/06/15/sociologist-probes-lack-grassroots-climate-change-activism/>
- Marume, S. B. M. (2016). Public policy and factors influencing public policy. *International Journal of Engineering Science Invention*, 5(6), 6-14.
- Massé, B. (2013, 9 décembre). La crise du mouvement environnemental (1/2). *Huffington Post.ca*. Repéré à [https://quebec.huffingtonpost.ca/bruno-masse/crise-mouvement-environnemental\\_b\\_4391204.html](https://quebec.huffingtonpost.ca/bruno-masse/crise-mouvement-environnemental_b_4391204.html)
- Massé, B., Leblanc, J. et Saint-Hilaire Gravel, P. (2017). *Étude : portrait des groupes écologistes communautaires du Québec*. Repéré à <https://rqge.qc.ca/wp-content/uploads/2018/04/%C3%89tude-Portrait-des-groupes-%C3%A9cologistes-communautaire-du-Qu%C3%A9bec-1-final-choisi.pdf>
- McAdam, D. (2017). Social movement theory and the prospects for climate change activism in the United States. *Annual review of political science*, 20(1), 189-208.
- Mercier, C. (2018, 9 mai). Changements climatiques : des cibles ambitieuses, un échec annoncé ? *Radio-Canada.ca*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1099501/etat-climat-nous-changements-climatiques-cibles-echec>
- Messier, F. (2018, 29 novembre). Québec refuse de s'engager à respecter ses cibles de réduction de GES pour 2020. *Radio-Canada.ca*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1138786/gaz-effet-serre-rechauffement-climat-legault>
- Met Office. (2015). Global climate in context as the world approaches 1 °C above pre-industrial for the first time. Repéré à <https://www.metoffice.gov.uk/research/news/2015/global-average-temperature-2015>
- Milman, O. (2018, 24 octobre). Hawaiian island erased by powerful hurricane: 'The loss is a huge blow'. *The Guardian.com*. Repéré à <https://www.theguardian.com/us-news/2018/oct/24/hawaiian-island-erased-by-powerful-hurricane>
- Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles. (s. d.). *Diagnostic de la prise en compte des facteurs d'acceptabilité sociale dans la conciliation des usages*. Repéré à <https://mern.gouv.qc.ca/territoire/inscription/Diagnostic-facteur-acceptabilite.pdf>

- Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC). (s. d.). *Faits saillants – Canicule de juin-juillet 2018 : une chaleur rarement ressentie de manière aussi soutenue*. Repéré à <http://www.environnement.gouv.qc.ca/climat/faits-saillants/2018/canicule.htm>
- Ministère de la Justice. (s. d.). *Registre des lobbyistes : rapports statistiques*. Repéré à <https://www.lobby.gouv.qc.ca/servicespublic/informationnel/Rapports/Statistiques.aspx>
- Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports. (2018). *Transporter le Québec vers la modernité : politique de mobilité durable — 2030*. Repéré à [https://www.transports.gouv.qc.ca/fr/ministere/role\\_ministere/DocumentsPMD/politique-mobilite-durable.pdf](https://www.transports.gouv.qc.ca/fr/ministere/role_ministere/DocumentsPMD/politique-mobilite-durable.pdf)
- Moucarry, M. (2018). Communiqué : Richard Desjardins de l'Action boréale, Greenpeace Canada et Nature Québec reçoivent l'appui de 17 000 personnes pour faire des caribous de Val-d'Or un enjeu électoral. Repéré à <https://www.greenpeace.org/canada/fr/communiquede-presse/4103/communiquerichard-desjardins-de-laction-boreale-greenpeace-canada-et-nature-quebec-recoivent-lappui-de-17-000-personnes-pour-faire-des-caribous-de-val-dor-un-enjeu-elect/>
- Nature Québec. (2016a). *Anticosti et pétrole : faits, enjeux et perspectives d'avenir*. Repéré à [https://www.naturequebec.org/fileadmin/fichiers2015/projets/Anticosti/20160526\\_Rapport\\_Anticosti\\_VersionWeb.compressed.pdf](https://www.naturequebec.org/fileadmin/fichiers2015/projets/Anticosti/20160526_Rapport_Anticosti_VersionWeb.compressed.pdf)
- Nature Québec. (2016b). Premier bilan de la Grande Traversée d'Anticosti. Repéré à <http://www.naturequebec.org/nouvelles/actualites/premier-bilan-de-la-grande-traversee-danticosti/>
- Nature Québec. (2018). *Rapport annuel 2017-2018*. Repéré à [http://www.naturequebec.org/fileadmin/2018/Rapport\\_annuel\\_2018\\_WEB.pdf](http://www.naturequebec.org/fileadmin/2018/Rapport_annuel_2018_WEB.pdf)
- Nature Québec. (s. d.a). À propos. Repéré à <http://www.naturequebec.org/a-propos/>
- Nature Québec. (s. d.b). Anticosti. Repéré à <http://www.naturequebec.org/projets/anticosti/anticosti/>
- Neveu, É. (1996). *Sociologie des mouvements sociaux*. Paris, France : La Découverte.
- Noël, A. (2018, 18 septembre). Youri Chassin, la CAQ et le lobby du pétrole (1). *Ricochet.media*. Repéré à <https://ricochet.media/fr/2334/youri-chassin-la-caq-et-le-lobby-du-petrole>
- Noël, A. (2018, 19 septembre). Youri Chassin, la CAQ et le lobby du pétrole (2). *Ricochet.media*. Repéré à <https://ricochet.media/fr/2337/youri-chassin-la-caq-et-le-lobby-du-petrole>
- Nyks, K. (réalisateur). (2016). *Disobedience* [DVD]. États-Unis : Disobedient Productions.
- Office national de l'énergie. (2019). Projets Énergie Est et du réseau principal Est. Repéré à <https://www.neb-one.gc.ca/pplctnflng/mjrpp/nrgyst/index-fra.html>
- Office québécois de la langue française (OQLF). (1972). Fiche terminologique "Institutionnaliser". Repéré à [http://www.granddictionnaire.com/ficheOqlf.aspx?Id\\_Fiche=8996022](http://www.granddictionnaire.com/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=8996022)
- Office québécois de la langue française (OQLF). (2001). Fiche terminologique "Campagne". Repéré à [http://www.granddictionnaire.com/ficheOqlf.aspx?Id\\_Fiche=8392879](http://www.granddictionnaire.com/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=8392879)
- Office québécois de la langue française (OQLF). (2015). Fiche terminologique "Espèce parapluie". Repéré à [http://www.granddictionnaire.com/ficheOqlf.aspx?Id\\_Fiche=26540760](http://www.granddictionnaire.com/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=26540760)
- Office québécois de la langue française (OQLF). (2015). Fiche terminologique "Mutualiser". Repéré à [http://www.granddictionnaire.com/ficheOqlf.aspx?Id\\_Fiche=26532743](http://www.granddictionnaire.com/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=26532743)

- Office québécois de la langue française (OQLF). (2018). Fiche terminologique "Équité intergénérationnelle". Repéré à [http://www.granddictionnaire.com/ficheOqlf.aspx?Id\\_Fiche=26548210](http://www.granddictionnaire.com/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=26548210)
- Office québécois de la langue française (OQLF). (2019). Fiche terminologique "Intersectionnalité". Repéré à [http://www.granddictionnaire.com/ficheOqlf.aspx?Id\\_Fiche=26532478](http://www.granddictionnaire.com/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=26532478)
- ONU Femmes. (2012). Analyse FFOM. Repéré à <http://www.endvawnow.org/fr/articles/1180-analyse-ffom-.html>
- Organisation des Nations Unies (ONU). (2018, 10 septembre). *UN Chief on Climate Change and his vision for the 2019 Climate Change Summit* [Vidéo en ligne]. Repéré à [https://www.youtube.com/watch?v=Jsi5Vp\\_6tdE](https://www.youtube.com/watch?v=Jsi5Vp_6tdE)
- Organisation des Nations Unies (ONU). (2018, 3 décembre). Climat : les quatre points clés à retenir de l'intervention d'António Guterres à la COP24. *News.un.org*. Repéré à <https://news.un.org/fr/story/2018/12/1030701>
- Organisation des Nations Unies (ONU). (s. d.). Journée internationale de la Terre nourricière — 22 avril. Repéré à <http://www.un.org/fr/events/motherearthday/>
- Ouranos. (s. d.). *Le coût de l'inaction face aux changements climatiques*. Repéré à [https://ceriu.qc.ca/system/files/2018-02/A2.5\\_L.Dasilva\\_0.pdf](https://ceriu.qc.ca/system/files/2018-02/A2.5_L.Dasilva_0.pdf)
- Parti libéral du Québec (PLQ). (s. d.a). Engagements élections. Repéré à <https://plq.org/fr/engagements-elections/>
- Parti libéral du Québec (PLQ). (s. d.b). Permettre aux générations futures de vivre dans un environnement sain. Repéré à <https://plq.org/fr/dossiers/environnement/>
- Parti québécois (PQ). (s. d.). *Lutter contre la crise climatique. Sérieusement*. Repéré à <http://fichiers.pq.org/election2018/plateforme/PQ-Plateforme-climat7.pdf>
- Parti vert du Canada. (s. d.). Histoire. Repéré à <https://www.greenparty.ca/fr/parti/histoire>
- Parti vert du Québec. (s. d.). Principes des verts mondiaux. Repéré à [https://www.pvq.qc.ca/charte\\_des\\_verts\\_mondiaux](https://www.pvq.qc.ca/charte_des_verts_mondiaux)
- Poirier, V. et Savard, S. (2015). Présentation : le militantisme environnemental au Québec, ou comment l'environnement est devenu un enjeu politique. *Bulletin d'histoire politique*, 23(2), 15-31.
- Québec solidaire (QS). (2013). *Le lobbyisme au Québec : ou la démocratie manipulée*. Repéré à <https://docplayer.fr/37763-Le-lobbyisme-au-quebec-ou-la-democratie-manipulee.html>
- Québec solidaire (QS). (s. d.). *Maintenant ou jamais : plan de transition économique – 300 000 emplois verts pour le Québec*. Repéré à <https://v.fastcdn.co/u/7dad2151/35434796-0-maintenant-ou-jamais.pdf>
- Rad. (2018). Décroissance. Repéré à <https://www.rad.ca/dossier/dcroissance>
- Radio-Canada. (2014, 1er avril). Changements climatiques : la CAQ, le PLQ et le PQ n'obtiennent pas la note de passage. *Radio-Canada.ca*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/660652/questionnaire-changements-climatiques-partis-politiques>



- Radio-Canada. (2018, 22 septembre). Une tornade « dévastatrice » de force EF3 frappe Ottawa et Gatineau. *Radio-Canada.ca*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1125434/bilan-dommages-vents-ottawa-gatineau>
- Ratner, P. (2018). How lobbyists buy climate change legislation. Repéré à [https://bigthink.com/paul-ratner/how-lobbyists-bought-climate-change-legislation?utm\\_medium=Social&facebook=1&utm\\_source=Facebook&fbclid=IwAR1U32EmcrG0Ansm1QZ0Y4RB1kL2L3ng\\_DCXtFpSvmZVVnC0cB8CfimUt4#Echobox=1554483994](https://bigthink.com/paul-ratner/how-lobbyists-bought-climate-change-legislation?utm_medium=Social&facebook=1&utm_source=Facebook&fbclid=IwAR1U32EmcrG0Ansm1QZ0Y4RB1kL2L3ng_DCXtFpSvmZVVnC0cB8CfimUt4#Echobox=1554483994)
- Ravilious, K. (2019, 2 avril). Terrawatch: Cyclone Idai reveals secondary impact of climate change. *The Guardian.com*. Repéré à <https://www.theguardian.com/world/2019/apr/02/terrawatch-cyclone-idai-reveals-secondary-impact-of-climate-change>
- Regroupement vigilance hydrocarbures Québec (RVHQ). (2015). Qui sommes-nous ? Repéré à <https://www.rvhq.ca/category/qui/>
- Réseau québécois de l'action communautaire autonome. (s. d.). L'action communautaire autonome. Repéré à <http://www.rq-aca.org/informations/laca/>
- Rettino-Parazelli, K. (2018, 7 décembre). Économie verte : les premiers ministres provinciaux sommés de « mettre le pied sur l'accélérateur ». *Le Devoir.com*. Repéré à <https://www.ledevoir.com/economie/543088/economie-verte-les-premiers-ministres-provinciaux-somme-de-mettre-le-pied-sur-l-accelereur>
- Revillard, A. (2003). *La sociologie des mouvements sociaux : structures de mobilisations, opportunités politiques et processus de cadrage*. Repéré à <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01141740/document>
- Saint-Arnaud, P. (2017, 28 juillet). Finie l'exploitation pétrolière à Anticosti. *La Presse.ca*. Repéré à <https://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-quebecoise/201707/28/01-5120058-finie-exploitation-petroliere-a-anticosti.php>
- Saint-Hilaire-Gravel, P. (2014). *30 ans au RQGE : une histoire dissidente du mouvement écologiste au Québec, de 1982 à 2012* (2<sup>e</sup> éd.). Montréal, Québec : Réseau québécois des groupes écologistes.
- Secrétariat à l'accès à l'information et à la réforme des institutions démocratiques. (2015). *Le gouvernement demande au Commissaire au lobbying une étude exhaustive sur l'assujettissement des organismes à but non lucratif*. Repéré à <https://www.institutions-democratiques.gouv.qc.ca/centre-de-presse/institutions-democratiques/communiqués/2015/2015-11-26.htm>
- Shear, M. D. (2017, 1<sup>er</sup> juin). Trump will withdraw U.S. for Paris Climate Agreement. *The New York Times.com*. Repéré à <https://www.nytimes.com/2017/06/01/climate/trump-paris-climate-agreement.html>
- Shields, A. (2018, 24 février). GES : le retard du Canada s'accroît. *Le Devoir.com*. Repéré à <https://www.ledevoir.com/société/environnement/521132/ges-le-retard-du-canada-s-accroit>
- Shields, A. (2018, 9 octobre). Aux Pays-Bas, la justice ordonne au gouvernement de réduire les GES. *Le Devoir.com*. Repéré à <https://www.ledevoir.com/société/environnement/538652/la-cour-ordonne-aux-pays-bas-de-reduire-les-gaz-a-effet-de-serre>
- Starck, P. (2005). Un nouveau mouvement social ? *VST – Vie sociale et traitements*, 85(1), 84-93.
- SWITCH. (s. d.). L'alliance switch : accélérer le virage vers une économie verte. Repéré à <https://allianceswitch.ca/alliance/>

- Taylor, M. (2019, 19 mars). Climate change making storms like Idai more severe, say experts. *The Guardian.com*. Repéré à <https://www.theguardian.com/world/2019/mar/19/climate-change-making-storms-like-idai-more-severe-say-experts>
- Thoenig, J.-C. (2014). Politique publique. Dans Boussaguet, L., Jacquot S. et Ravinet P. (dir.), *Dictionnaire des politiques publiques* (p. 420-427). Paris, France : Presses de Sciences Po.
- Touraine, A. (1978). *La voix et le regard*. Paris, France : Les Éditions du Seuil.
- Tronto, J. (2009). *Un Monde vulnérable : pour une politique du care*. Paris, France : La Découverte.
- Vaillancourt, J.-G. (1982). *Le mouvement écologiste québécois des années '80*. Repéré à [http://classiques.uqac.ca/contemporains/vaillancourt\\_jean\\_guy/mouvements\\_ecolo\\_qc/mouvement\\_ecolo\\_qc.pdf](http://classiques.uqac.ca/contemporains/vaillancourt_jean_guy/mouvements_ecolo_qc/mouvement_ecolo_qc.pdf)
- Vaillancourt, J.-G. (2015). Le mouvement vert au Québec : une perspective historique et sociologique. *Bulletin d'histoire politique*, 23(2), 113-132.
- Wolsko, C., Ariceaga, H. et Seiden, J. (2016). Red, white, and blue enough to be green: Effects of moral framing on climate change attitudes and conservation behaviors. *Journal of Experimental Social Psychology*, 65, 7–19.
- Zhou, N. (2019, 28 février). Australia breaks weather records with hottest ever summer. *The Guardian.com*. Repéré à <https://www.theguardian.com/australia-news/2019/feb/28/australia-breaks-weather-records-with-hottest-ever-summer>
- Zielinski, A. (2010). L'éthique du care : une nouvelle façon de prendre soin. *Études*, 413(12), 631-641.

## BIBLIOGRAPHIE

- Anderson, L. (2018, 18 octobre). How to demand action on climate change. *LifeHacker.com*. Repéré à <https://lifehacker.com/how-to-demand-action-on-climate-change-1829783214>
- Bergeron, P. (2018, 26 novembre). Environnement : Legault doit se reprendre, selon Greenpeace. *LaPresse.ca*. Repéré à [https://www.lapresse.ca/actualites/201811/26/01-5205685-environnement-legault-doit-se-reprendre-selon-greenpeace.php?fbclid=IwAR3qyKp9YSI1NLvbGOx7LJmAipJB7fERR\\_JFgxAZEbb7YviVWlekO-yAf6E](https://www.lapresse.ca/actualites/201811/26/01-5205685-environnement-legault-doit-se-reprendre-selon-greenpeace.php?fbclid=IwAR3qyKp9YSI1NLvbGOx7LJmAipJB7fERR_JFgxAZEbb7YviVWlekO-yAf6E)
- Buranyi, S. (2018, 13 novembre). The plastic backlash: What's behind our sudden rage – and wil it make a difference? *TheGuardian.com*. Repéré à [https://www.theguardian.com/environment/2018/nov/13/the-plastic-backlash-whats-behind-our-sudden-rage-and-will-it-make-a-difference?CMP=share\\_btn\\_fb&fbclid=IwAR11iLLO6n\\_loenoXvwQSk4Xpve52CPgPje6TEHc63LoEdCby8tsCR4C4e8](https://www.theguardian.com/environment/2018/nov/13/the-plastic-backlash-whats-behind-our-sudden-rage-and-will-it-make-a-difference?CMP=share_btn_fb&fbclid=IwAR11iLLO6n_loenoXvwQSk4Xpve52CPgPje6TEHc63LoEdCby8tsCR4C4e8)
- Courchesne, M. (2016). *Analyse du mouvement social* Coule pas chez nous ! (Essai de maîtrise). Université de Sherbrooke, Sherbrooke, Québec.
- Davison, W. P. (s. d.). Public opinion. *Britannica.com*. Repéré à <https://www.britannica.com/topic/public-opinion#ref258755>
- Dür, A. (2019). How interest groups influence public opinion: Arguments matter more than the sources. *European journal of political research*, 58(2), 514-535.
- Economic and social research council. (s. d.). Guide to influencing public affairs. Repéré à <https://esrc.ukri.org/research/impact-toolkit/influencing-policymakers/guide-to-influencing-public-affairs/>
- Graham, S. (2018, novembre). *Why environmentalism is failing* [Podcast en ligne]. Repéré à [https://www.cbc.ca/radio/ideas/why-environmentalism-is-failing-1.4917208?fbclid=IwAR2Rg\\_ygbJJbrHHGid4UFWgjGdzyVXe846WUV0\\_n1Sycbwv4ES1214sTC-Y](https://www.cbc.ca/radio/ideas/why-environmentalism-is-failing-1.4917208?fbclid=IwAR2Rg_ygbJJbrHHGid4UFWgjGdzyVXe846WUV0_n1Sycbwv4ES1214sTC-Y)
- Gravel, P. (2019, 27 mars). Ces lobbies qui envahissent nos institutions publiques. *LeDevoir.com*. Repéré à [https://www.ledevoir.com/societe/550725/enquete-sur-les-lobbys-scientifiques?utm\\_campaign=Autopost&utm\\_medium=Social&utm\\_source=Facebook&fbclid=IwAR3AYgGOCzE9XpBBLwh2c7VqXcXAcrkHgEi7FO3aO3S3ltqQqtJah26knwE#Echobox=1553688108](https://www.ledevoir.com/societe/550725/enquete-sur-les-lobbys-scientifiques?utm_campaign=Autopost&utm_medium=Social&utm_source=Facebook&fbclid=IwAR3AYgGOCzE9XpBBLwh2c7VqXcXAcrkHgEi7FO3aO3S3ltqQqtJah26knwE#Echobox=1553688108)
- Perron, B., Vaillancourt, J.-G. et Durand, C. (1999). Les leaders de groupes verts et leur rapport aux institutions. *Recherches sociographiques*, 40(3), 521-549.
- Royer, C. et de Grandpré, A. (2015). L'environnement : quelle valeur pour les jeunes Québécois ? *Recherches sociographiques*, 56(2-3), 419-435.

Semaine nationale de l'action communautaire autonome

# LUTTES ET VICTOIRES

---

# ENVIRONNEMENT



Quelques dates clés de victoires ou d'avancées collectives :

- 1972** | Intégration des préoccupations écologistes face aux barrages hydro-électriques
- 1983** | Fondation du Réseau Québécois des groupes écologistes
- 1987** | Signature du Protocole de Montréal (pour contrer les pluies acides)
- 2009** | Adoption du Projet de loi 99 (Contre les poursuites bâillon)
- 2010-2017** | Démantèlement des centrales nucléaires québécoises
- DEPUIS 2010** | Industrie du gaz de schiste tenue en échec
- 2015** | Abandon du projet de terminal pétrolier à Cacouna
- 2017** | Abandon du projet de pipeline Énergie Est et de l'exploitation pétrolière sur Anticosti

RQ-ACA.ORG

Tiré de <https://rqge.qc.ca/retour-sur-le-panel-luttes-et-victoires-ecologistes/>

## ANNEXE 2 — FICHE DE QUESTIONS POUR LA PREMIÈRE SÉRIE D'ENTREVUES

Je suis étudiante à la maîtrise en gestion de l'environnement à l'Université de Sherbrooke. J'en suis à faire ma production de fin d'études. Je m'intéresse au mouvement environnemental, à son influence au sein de la société et auprès des décideurs.

**Mon objectif** est d'évaluer l'état du mouvement environnemental aujourd'hui au Québec afin de proposer des pistes d'action pour maximiser son pouvoir d'influence dans la société québécoise et auprès des décideurs. Je rencontre plusieurs acteurs du mouvement environnemental afin de **dresser un portrait** de celui-ci (son état de santé, son pouvoir d'influence, les obstacles auxquels il fait face) et **d'analyser différentes campagnes menées** dans les dernières années (ce qui en ont fait des réussites ou des échecs).

**L'objectif de cette première rencontre** est donc de faire le tour de ces questions en se concentrant sur votre organisation, sur vos perceptions. Elle sera séparée en trois sections :

- L'état de santé du mouvement environnemental et de votre organisation
- L'analyse d'une campagne menée dans les dernières années
- Une réflexion plus globale sur les stratégies, les actions et les outils mis à profit par votre organisation dans le but d'influencer les décideurs

Je m'engage à respecter la **confidentialité des informations** collectées et à vous faire part des résultats de la recherche. Veuillez m'informer de toute restriction éventuelle à la divulgation d'information concernant votre organisation.

### QUESTIONS

1. État de santé du mouvement environnemental et de votre organisation
  - a. Comment évaluez-vous la santé de votre organisation (critères) ?
  - b. Accepteriez-vous de partager certains chiffres avec moi (et l'évolution de ceux-ci dans les dernières années) ?
    - i. Budget annuel (chiffre d'affaires)
    - ii. Nombre de membres/sympathisants
    - iii. Nombre d'employés
    - iv. Nombre de bénévoles
    - v. D'autres chiffres qui sont significatifs pour votre organisation ?
  - c. Quelle est la part d'aide financière provenant du gouvernement (\$/%) ?
    - i. Quelle a été son évolution dans les dernières années ?
  - d. Comment évaluez-vous le pouvoir d'influence de votre organisation auprès des décideurs (ou d'autres acteurs) ?

- i. Sur quels critères, quels types de changements vous appuyez-vous (critères) ?
  - e. Quelles sont vos priorités aujourd'hui et pour les prochaines années ?
  - f. Quelles sont vos préoccupations pour la santé du mouvement environnemental dans un futur proche (fonctionnement de l'organisation) ?
  - g. Existe-t-il un enjeu de concurrence entre les différents groupes environnementaux ?
2. Campagnes
- a. Quelles seraient certaines des grandes victoires de votre organisation ?
  - b. À titre d'exemple, prenons une campagne (réussie ou non) s'étant déroulée récemment.
    - i. Quels en sont les points forts ?
    - ii. Quels en sont les points faibles ?
    - iii. Selon vous, quels seraient les facteurs clés du succès/échec de cette campagne ?
  - c. Comment l'influence a-t-elle fonctionné ? \*\*\*
    - i. Sur quels publics/acteurs en particulier (société civile, gouvernements, entreprises...) ?
  - d. Qu'avez-vous appris de vos principaux échecs passés ?
  - e. À quelles menaces votre organisation fera-t-elle face dans les prochaines années (enjeux environnementaux/thématiques) ?
3. Stratégies, outils, actions
- a. Une réflexion stratégique plus globale est-elle/a-t-elle été effectuée au sein de l'organisation pour planifier vos actions ?
  - b. Votre organisation a-t-elle une marche à suivre en matière d'action environnementale (ou est-ce que chaque campagne est menée différemment) ?
    - i. Y a-t-il un plan de campagne établi, étapes d'une campagne ? (Modèle de campagne ?)
  - c. Quels sont les stratégies, actions, outils privilégiés par votre organisation pour mener à bien une campagne et maximiser votre pouvoir d'influence ?
    - i. Êtes-vous inscrits au registre de lobbyisme du gouvernement provincial ?

Autres questions :

- Quel mot ou quelle expression pourrait résumer, selon vous, ce pour quoi le mouvement environnemental se bat ?
- Quelle est la meilleure façon de s'impliquer dans votre organisation ?
- À la lumière des autres rencontres que je ferai, il est possible que des informations additionnelles soient utiles. Pourrai-je vous recontacter dans les prochaines semaines pour des précisions ou de plus amples questions, le cas échéant ?

## ANNEXE 3 — FICHE DE QUESTIONS POUR LA DEUXIÈME SÉRIE D'ENTREVUES

### 1. Campagne

- Quels étaient les objectifs de la campagne et quand ont-ils été identifiés (avant ou après la campagne) ?
- Les objectifs de la campagne ont-ils été atteints ?
- Quels indicateurs vous permettent d'établir l'atteinte des objectifs ?
- Pouvez-vous justifier les points forts et points faibles ?
- Si la campagne était à refaire, que feriez-vous différemment ?

### 2. Succès et échec

- Comment définissez-vous le succès ?
- La notion de succès est-elle la même de campagne en campagne ?
- Les échecs sont-ils une source d'apprentissage ? Prenez-vous le temps de les analyser ?
- Qu'avez-vous fait pour éviter les points faibles identifiés ? Que pensez-vous faire dans le futur ?
- Les campagnes semblent-elles être plus efficaces au fil des ans ?
  - Selon le contexte ?
  - Si le contexte n'est pas favorable, concentrez-vous vos efforts à travailler sur le contexte (politique par exemple) ?

### 3. Organisation

- Quelle est la mission/quels sont les objectifs de votre organisation ?
- Pensez-vous que vos campagnes vous aident à remplir cette mission/atteindre vos objectifs ?

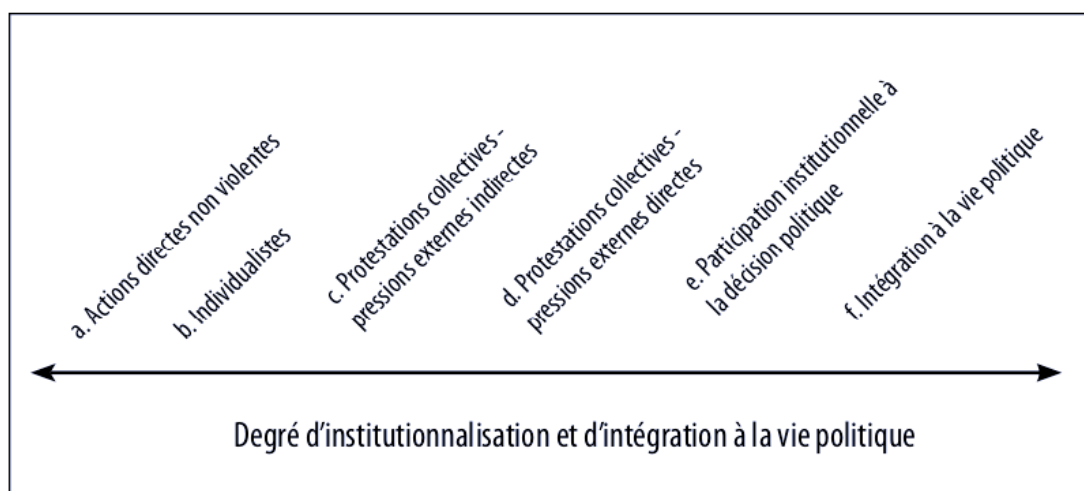
## ANNEXE 4 — INTERVENTION DES GROUPES D'INTÉRÊT DANS L'ACTION PUBLIQUE

**Tableau A4.1 Répertoire d'intervention des groupes d'intérêt dans l'action publique**  
(tiré de Hassenteufel, 2016)

<b>Modes d'action directs</b>	<b>Ressources clés</b>	<b>Séquence de politique publique concernée</b>
Lobbying	Politiques Financières Expertise	Construction des problèmes Mise sur agenda Décision Mise en œuvre
Auditions et participation à des forums d'expertise	Institutionnelles Politiques Expertise	Construction des problèmes Mise sur agenda
Négociation	Institutionnelles Politiques Expertise	Décision Mise en œuvre
Action juridique	Expertise (juridique)	Mise sur agenda Mise en œuvre
<b>Modes d'action indirects</b>	<b>Ressources clés</b>	<b>Séquence de politique publique concernée</b>
Actions conflictuelles (Manifestation, grève...)	Militantes Politiques Financières	Construction des problèmes Mise sur agenda Décision
Actions symboliques	Militantes Politiques	Construction des problèmes Mise sur agenda Décision
Prises de positions publiques et campagnes d'opinion	Politiques Expertise Financières	Construction des problèmes Mise sur agenda Décision
Soutien politique	Politiques Financières Expertise	Mise sur agenda Décision



### Typologie des groupes environnementaux basée sur l’action des acteurs



**Figure A5.1** Types d’actions et leur degré de remise en question du système  
(tiré de Chaloux et Dostie-Goulet, 2016)

## ANNEXE 6 — VISUEL DE LA CAMPAGNE POUR L'ÎLE D'ANTICOSTI



Tiré de : <http://www.naturequebec.org/projets/anticosti/anticosti/>



Tiré de : <https://twitter.com/NatureQuebec/status/943531793713696768>



ANNEXE 7 — VISUEL DE LA CAMPAGNE POUR LES CARIBOUS DE VAL-D'OR



Tiré de :

[https://www.vireauvert.org/dans\\_le\\_cadre\\_de\\_la\\_journ\\_e\\_de\\_la\\_biodiversit\\_prot\\_geons\\_les\\_caribous\\_de\\_val\\_d\\_or](https://www.vireauvert.org/dans_le_cadre_de_la_journ_e_de_la_biodiversit_prot_geons_les_caribous_de_val_d_or)



Tiré de : <https://twitter.com/snapqc/status/857948073108045824>

ANNEXE 8 — VISUEL DE LA CAMPAGNE COULE PAS CHEZ NOUS ! UNE BIÈRE POUR NOS RIVIÈRES



Tiré de : <https://www.couplepascheznous.com/campagne-biere-pour-nos-rivieres/>



## ANNEXE 9 — VISUEL DE LA CAMPAGNE SWITCH, L'ALLIANCE POUR UNE ÉCONOMIE VERTE



Tiré de : <https://allianceswitch.ca/>